

COMPTES PUBLICS

1996-1997

Volume 1

**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1997**

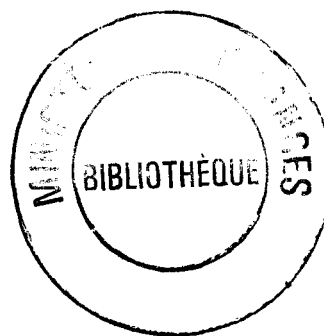
Québec 

3911
25
03
6738
199-197,1
F. 1
0-107

COMPTES PUBLICS

1996-1997

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)



Volume 1

**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1997**



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-31344-5 (Édition complète)
ISBN 2-550-31345-3 (Volume 1)

Dépôt légal - 4^e trimestre 1997
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur du Québec
L'honorable Lise Thibault
Hôtel du Gouvernement
Québec

Madame,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1997.

Le Vice-Premier ministre et ministre
d'État de l'Économie et des Finances,
Bernard Landry

Québec, Décembre 1997

Au Vice-Premier ministre et ministre
d'État de l'Économie et des Finances
Monsieur Bernard Landry
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Vice-Premier ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1997, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des Finances,
André Fiset, FCA

Québec, Décembre 1997

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AVANT-PROPOS	9
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997	
Revenus et dépenses	13
Dette nette	15
Actif et passif	16
Besoins financiers et financement	18
Emploi des crédits	20
Notes complémentaires aux états financiers	22
Rapport du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	45
Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	49
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES:	
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT - SECTION	1
Sommaire	
Activités de fonctionnement	
Activités d'investissement	
Détail du compte Régimes de retraite	
FINANCEMENT - SECTION	2
Sommaire	
Variation de l'encaisse	
Nouveaux emprunts	
Remboursements d'emprunts	
ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF - SECTION	3

N.B.: Les données étant arrondies, les montants inscrits en millions de dollars peuvent varier de 1 million de dollars à la hausse ou à la baisse par rapport à la présentation en milliers de dollars.

AVANT-PROPOS

Les Comptes publics du **gouvernement du Québec** de l'année financière terminée le 31 mars 1997 ont été préparés au ministère des Finances selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) et en conformité avec les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ils sont publiés en trois volumes intitulés comme suit:

Volume 1 - États financiers du Gouvernement et renseignements complémentaires

Volume 2 - Détail des revenus, crédits et dépenses

Volume 3 - États financiers des fonds spéciaux

Le **Volume 1** présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année terminée le 31 mars 1997 accompagnés du Rapport du Vérificateur général ainsi que de ses observations.

Des renseignements complémentaires à ces états financiers ne faisant pas l'objet du Rapport et des observations du Vérificateur général apparaissent dans les trois sections suivantes:

- La section 1 montre certains détails concernant les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement ainsi que le détail du compte "Régimes de retraite";
- La section 2 démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations en indiquant les besoins financiers nets découlant des activités de fonctionnement et d'investissement ainsi que les sources de financement;
- La section 3 fournit des tableaux complémentaires donnant les détails des postes de l'état de l'actif et du passif ainsi que les détails des engagements et des éventualités du Gouvernement afin de fournir plus d'informations à leur sujet.

Le **Volume 2** présente, le Détail des revenus, crédits et dépenses sous les deux premières sections et la Liste des biens en capital sous la troisième.

- La première section comprend les états sommaires des revenus, crédits et dépenses. Dans cette section apparaît, entre autres, un état sommaire des crédits et dépenses par portefeuille, organisme, supercatégorie, catégorie et genre de dépenses en indiquant séparément les informations afférentes aux organismes dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement sur le Fonds consolidé du revenu;
- Dans la seconde section, on retrouve, pour chacun des portefeuilles et de façon consécutive, le détail des revenus par catégorie, sous-catégorie et sous-sous-catégorie, les crédits et dépenses par programme et élément, supercatégorie et catégorie, le sommaire des dépenses de transfert par objet et par genre de bénéficiaires ainsi que les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs et les bénéficiaires et bénéficiaires des transferts par objet d'aide financière, de même que les dépenses et autres paiements par genre de dépenses et paiements. Cet ordre de présentation constitue une suite logique de toutes les informations relatives à un portefeuille;
- La troisième section couvre la liste des biens en capital.

Le **Volume 3** présente, les États financiers des fonds spéciaux qu'administre le Gouvernement accompagnés chacun du Rapport du Vérificateur général sur ces états.

Le contrôleur des Finances
André Fiset, FCA

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997

REVENUS ET DÉPENSES**Année financière terminée le 31 mars 1997**

(en millions de dollars)

	1997	1996
		(note 2)
REVENUS (note 3)		
Impôts sur les revenus et les biens	19 296	18 573
Taxes à la consommation	6 950	7 287
Droits et permis	1 020	1 018
Revenus divers	1 148	1 264
Revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement	2 186	1 927
Revenus autonomes	30 600	30 069
Transferts du gouvernement du Canada	6 721	8 146
Total des revenus	37 321	38 215
DÉPENSES (note 4)		
Missions:		
Santé et services sociaux	12 975	13 148
Éducation et Culture	10 478	10 880
Soutien aux personnes et aux familles	4 440	4 486
Économie et Environnement	3 600	4 486
Gouverne et Justice	3 195	3 167
	34 688	36 167
Provision pour pertes sur placements en actions	(11)	(39)
Total des dépenses de programmes	34 677	36 128
Service de la dette	5 861	6 038
Total des dépenses	40 538	42 166
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	3 217	3 951

DETTE NETTE
Année financière terminée le 31 mars 1997

(en millions de dollars)

	1997	1996
SOLDE AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLI	60 842	56 876
Redressement:		
Comptabilisation des congés de maladie et vacances (note 2)	779	794
SOLDE AU DÉBUT REDRESSÉ	61 621	57 670
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (1996: redressé)	3 217	3 951
Portion du gain non réalisé lors de la vente de la participation de SOQUIP dans Noverco inc. (action détenue par la Caisse de dépôt et placement du Québec)	(3)	
SOLDE À LA FIN	64 835	61 621

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1997

(en millions de dollars)

	1997	1996
		(note 2)
ACTIF		
Placements temporaires - au coût		1 368
Débiteurs	4 203	4 324
Intérêts courus sur placements	12	4
	<u>4 215</u>	<u>5 696</u>
Placements-actions, obligations, billets, prêts et avances (note 5):		
Organismes et entreprises du Gouvernement	14 233	13 638
Municipalités et organismes municipaux	32	35
Particuliers, sociétés et autres	429	237
	<u>14 694</u>	<u>13 910</u>
Frais reportés	<u>123</u>	<u>81</u>
Perte de change non réalisée	<u>817</u>	<u>1 953</u>
Avances au Fonds de financement (note 11)	<u>7 615</u>	<u>6 094</u>
TOTAL DE L'ACTIF	<u>27 464</u>	<u>27 734</u>
DETTE NETTE	<u>64 835</u>	<u>61 621</u>
	<u>92 299</u>	<u>89 355</u>

Le contrôleur des Finances,

Le sous-ministre des Finances,

André Fiset, FCA

Gilles Godbout

Québec, le 26 novembre 1997

	1997	1996
		(note 2)
PASSIF		
Chèques en circulation moins espèces en banque, espèces et effets en main et dépôts en circulation (note 6)	514	187
Compte d'accords de perception fiscale	383	343
Comptes à fin déterminée (note 7)	1	
Créditeurs et frais à payer	2 309	2 791
Intérêts courus sur emprunts	1 482	1 650
Avances des fonds en fidéicommis	392	148
	<u>5 081</u>	<u>5 119</u>
Congés de maladie et vacances	<u>713</u>	<u>779</u>
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties (note 8)	<u>634</u>	<u>681</u>
Provision pour pertes sur placements en actions (note 5)	<u>46</u>	<u>57</u>
Provision pour financer l'assainissement des eaux	<u>124</u>	<u>115</u>
Régimes de retraite (note 9)	<u>25 461</u>	<u>23 624</u>
Emprunts (note 10)	<u>52 625</u>	<u>52 886</u>
Emprunts pour le Fonds de financement (note 11)	<u>7 615</u>	<u>6 094</u>
TOTAL DU PASSIF	<u><u>92 299</u></u>	<u><u>89 355</u></u>

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (note 12)

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1997

(en millions de dollars)

	1997	1996	
			(note 2)
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT			
Déficit des opérations budgétaires	3 217		3 951
Éléments n'affectant pas les liquidités:			
Participation dans les résultats des organismes et entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés	720	320	
Congés de maladie et vacances		15	
Provision pour créances douteuses	(371)	(263)	
Provision pour pertes sur placements en actions	11	39	
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	(76)	(77)	
Contribution pour financer l'assainissement des eaux	(44)	(40)	
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (note 9c)	(1 216)	(1 054)	
Financement des régimes de retraite (note 9c)	(2 040)	(1 821)	
Amortissement des frais reportés	(391)	(412)	
Amortissement de la perte de change non réalisée	(62)	(197)	(3 490)
Déficit des opérations budgétaires à financer	(252)		461
Régimes de retraite:			
Prestations et autres paiements	1 506	1 351	
Cotisations des participants et des employeurs autonomes	(178)	(177)	1 174
Comptes à fin déterminée (note 7):			
Paievements et autres débits	297	360	
Rentrées et autres crédits	(298)	(358)	2
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement *	920		1 315
Liquidités utilisées pour les activités de fonctionnement	1 995		2 952
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Placements effectués	364		91
Placements réalisés	(223)		(95)
Liquidités utilisées pour les (provenant des) activités d'investissement	141		(4)
Besoins financiers nets	2 136		2 948

* Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main, les dépôts en circulation, les débiteurs, les intérêts courus sur placements, les frais reportés et la perte de change non réalisée. Les autres éléments du passif sont les chèques en circulation, le compte d'accords de perception fiscale, les créditeurs et frais à payer, les intérêts courus sur emprunts, les avances des fonds en fidéicommis, les congés de maladie et vacances, la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, la provision pour pertes sur placements en actions et la provision pour financer l'assainissement des eaux.

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1997

(en millions de dollars)

	1997	1996
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation des emprunts		
Emprunts effectués	7 049	5 227
Emprunts remboursés	(6 255)	(3 058)
	<u>794</u>	<u>2 169</u>
Variation du Fonds d'amortissement des régimes de retraite:		
Revenu du Fonds	(91)	(74)
Variation de liquidités relatives à l'encaisse:		
Espèces en banque	65	16
Placements temporaires	<u>1 368</u>	<u>837</u>
	<u>1 433</u>	<u>853</u>
FINANCEMENT NET	<u><u>2 136</u></u>	<u><u>2 948</u></u>
ACTIVITÉS POUR LE FONDS DE FINANCEMENT		
Avances effectuées	1 720 ⁽¹⁾	1 187 ⁽¹⁾
Avances réalisées	(207)	(25)
	<u>1 513</u>	<u>1 162</u>
Emprunts effectués	1 720 ⁽¹⁾	1 187 ⁽¹⁾
Emprunts remboursés	(207)	(25)
	<u>1 513</u>	<u>1 162</u>

⁽¹⁾ Incluant des emprunts temporaires remboursés de 32 millions de dollars (65 millions de dollars en 1996).

EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 1997

(en millions de dollars)

Portefeuilles	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS	
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés	Permanents
Affaires municipales	1 289	1	1 225		64	1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	621	3	589	2	32	1
Assemblée nationale et Personnes désignées	18	91	18	89		2
Conseil du trésor, Administra- tion et Fonction publique	1 252	1 037	1 077	979	175	58
Conseil exécutif	53	3	48	3	5	
Culture et Communications	435	3	426	3	9	
Développement des régions et Affaires autochtones	153	8	141	8	12	
Éducation	8 990	241	8 843	237	147	4
Emploi, Solidarité et Condition féminine	4 285	24	4 222	24	63	
Environnement et Faune	247		235		12	
Finances (excluant le service de la dette)	83	5	77	4	6	1
Industrie, Commerce, Science et Technologie	422		390		32	
Justice	368	82	358	80	10	2
Métropole	61		52		9	
Office des services de garde à l'enfance	245		238		7	
Relations avec les citoyens et Immigration	148	1	135		13	1
Relations internationales	85		81		4	
Ressources naturelles	328	22	314	22	14	
Revenu	312	308	303	303	9	5
Santé et Services sociaux	7 929	5 209	7 861	5 114	68	95
Sécurité publique	722	50	692	50	30	
Transports	1 674		1 342		332	
Travail	68	3	65	3	3	
	29 788	7 091	28 732	6 921	1 056	170
Finances (service de la dette)		6 088		5 861		227
	29 788	13 179 ⁽¹⁾	28 732	12 782	1 056	397
Dépenses (voir notes explicatives)	28 789	13 178	27 768	12 781	1 021	397
Prêts, placements, avances et autres	999	1	964	1	35	
	29 788	13 179 ⁽¹⁾	28 732	12 782	1 056	397
⁽¹⁾ Crédits permanents:						
Inclus dans les prévi- sions budgétaires		12 799		12 402		397
Non inclus dans les prévisions budgétaires		380		380		
		13 179		12 782		397

EMPLOI DES CRÉDITS (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1997

NOTES EXPLICATIVES

Le Parlement autorise le Gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois à effectuer, à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses ainsi que des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes des portefeuilles est constitué de crédits votés et de crédits permanents s'il y a lieu. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés et doivent être biffés. L'excédent des dépenses sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics.

L'état de l'emploi des crédits présente les autorisations disponibles pour les dépenses et pour les prêts, placements, avances et autres ainsi que l'emploi de telles autorisations par portefeuille. Cet état, préparé conformément à ce qui est mentionné précédemment, ne tient pas compte cependant de la diminution des dépenses résultant de la diminution de la provision pour pertes sur placements en actions au montant de 11 millions de dollars. Les crédits relatifs à la provision pour pertes sur placements en actions ne seront pourvus que s'il y a des transferts à cette fin.

RAPPORT

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 1997 démontre qu'aucun excédent des dépenses du Gouvernement portées aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière. Les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dettes contractées pour les biens et services acquis et les transferts dus imputables sur ces crédits.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon une méthode modifiée de la comptabilité d'exercice. Les renseignements compris dans ses états financiers sont fondés, lorsque requis, sur les meilleures estimations et jugements. Les principales conventions comptables qu'il s'est données tiennent compte aussi de certaines particularités propres à sa mission et au contexte législatif auquel il est soumis.

L'ENTITÉ COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

Les états financiers du Gouvernement rendent compte de l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds. Ce sont les ministères, les organismes et l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qu'elle désigne, tels qu'énumérés à l'annexe 1.

Les organismes, les entreprises et les fonds qui ont leur propre entité comptable sont énumérés à l'annexe 2.

LES REVENUS

Les revenus provenant des impôts sur les revenus et les biens, des taxes à la consommation, des droits, des permis et autres, sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus, déduction faite des remboursements et des autres montants déductibles en vertu de la législation pertinente. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Les revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont gagnés.

Les revenus découlant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant de transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

Certains montants encaissés reliés à des programmes à frais partagés, sans compensation fiscale, et diverses compensations de tiers sont inscrits dans des comptes à fin déterminée au lieu de l'être aux revenus et ce, conformément à la législation.

LES DÉPENSES

Les coûts des biens et des services, y compris ceux de nature «capital», sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis, sans égard au moment de leur utilisation.

Les transferts sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont dûment autorisés et lorsque les conditions d'admissibilité sont remplies.

L'ACTIF ET LE PASSIF

L'état de l'actif et du passif du Gouvernement correspond à son encaisse, à ses créances inscrites à leur valeur de réalisation, à ses placements en actions dans ses organismes et entreprises inscrits selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation et à ses dettes envers les tiers.

LES PLACEMENTS EN ACTIONS

Les placements en actions dans les organismes et entreprises du Gouvernement sont inscrits selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, ces placements sont enregistrés au coût, lequel est ajusté annuellement de la quote-part du Gouvernement dans les résultats de ses organismes et entreprises avec contrepartie aux revenus.

Lorsqu'une participation du Gouvernement devient déficitaire, une provision pour pertes sur placements équivalente au montant de ce déficit est inscrite au passif du Gouvernement et la variation annuelle est portée aux dépenses.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées. Dans le cadre de la préparation des états financiers du Gouvernement, ils sont évalués selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services, selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement.

Cotisations des participants et des employeurs autonomes

Les cotisations des participants et des employeurs autonomes du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ) sont versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec, alors que celles des autres régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu et inscrites au passif du compte «Régimes de retraite». Les employeurs autonomes sont désignés à l'annexe 3.

Participation du Gouvernement à titre d'employeur

Le coût annuel des prestations constituées de tous les régimes ainsi que les amortissements du passif actuariel non inscrit, des gains ou pertes actuariels et du coût des modifications aux régimes sont portés aux dépenses avec contrepartie au passif du compte «Régimes de retraite». Les modifications des hypothèses actuarielles font partie des gains ou pertes actuariels.

Les méthodes d'amortissement utilisées sont les suivantes:

i) Passif actuariel non inscrit et gains ou pertes actuariels

RREGOP et RRAPSC

Les gains ou pertes actuariels relatifs au RREGOP et au Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC) sont amortis en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP.

Le montant du passif actuariel non inscrit et des gains ou pertes actuariels relatif aux années transférées du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) au RREGOP est amorti, à compter de l'année financière 1987-1988, sur le solde à courir de la période de 50 ans débutant en 1979-1980 et au prorata des salaires versés à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

Régimes autres que RREGOP et RRAPSC

Le montant du passif actuariel non inscrit et des gains ou pertes actuariels relatif aux régimes autres que le RREGOP et le RRAPSC est amorti sur une période de 50 ans à compter de l'année financière 1979-1980 et au prorata des salaires versés aux participants aux régimes ou à l'ensemble des participants aux RRE, RRF et RREGOP.

ii) Modifications aux régimes

À compter de l'année financière 1989-1990, le coût des modifications apportées à tout régime au titre des services rendus par les participants au cours des années financières antérieures est amorti en ligne droite (méthode hypothécaire) sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile dans laquelle les modifications deviennent effectives.

Prestations et remboursements

Les prestations et les remboursements de cotisations sont puisés à même les fonds du RREGOP, du RREFQ ou à même le Fonds consolidé du revenu selon les dispositions de chaque régime.

LES EMPRUNTS

Les emprunts sont inscrits à leur valeur nominale et les frais d'émission de même que les primes ou les escomptes sont comptabilisés comme frais reportés et amortis sur la durée restante de ces dettes.

Toutefois, les emprunts émis à fort taux d'escompte et de prime sont inscrits à leur valeur de réalisation, qui tient compte annuellement de l'amortissement de l'escompte et de la prime, pour atteindre la valeur nominale à l'échéance.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

LES EMPRUNTS (suite)

À la fin de chacune des années financières, la valeur des dettes en monnaies étrangères est ajustée selon les taux de change alors en vigueur et les variations sont inscrites comme gains ou pertes de change non réalisés, puis amorties sur la durée restante de ces dettes.

LES CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES

Les obligations découlant des congés de maladie et des vacances dus aux employés du Gouvernement à la fin de l'année financière sont comptabilisées à titre de passif au compte «Congés de maladie et vacances». La variation annuelle de ce compte est portée aux dépenses.

LES GARANTIES ACCORDÉES PAR LE GOUVERNEMENT

Les obligations découlant des emprunts et autres interventions financières garantis par le Gouvernement sont comptabilisées au passif à titre de «provision pour pertes sur les interventions financières garanties» lorsqu'une perte est probable. La variation annuelle de cette provision est portée aux dépenses.

2. MODIFICATION COMPTABLE

Congés de maladie et vacances

À compter du 1^{er} avril 1996, suite à une modification des conventions comptables, le Gouvernement comptabilise les obligations découlant des congés de maladie et de vacances dus aux employés du Gouvernement à la fin de l'année financière à titre de passif au compte «Congés de maladie et vacances». Auparavant, ces coûts étaient comptabilisés aux opérations de l'année financière au cours de laquelle les employés utilisaient leurs congés de maladie et de vacances et la partie des congés de maladie non utilisée était présentée comme engagements en note complémentaire aux états financiers.

Cette modification aux conventions comptables, appliquée rétroactivement, a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers:

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Dette nette	779	794
Congés de maladie et vacances	713	779
Déficit des opérations budgétaires	(66)	(15)

3. REVENUS

a) Selon la législation pertinente, les revenus sont inscrits après déduction des montants suivants:

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Impôt sur le revenu des particuliers:		
Remboursements d'impôts fonciers	181	130
Allocations d'aide aux familles	614	620
Crédits d'impôt remboursables:		
Taxe de vente	200	144
Hébergement d'un parent	17	12
Frais de garde	206	158
Montants à reporter	1 218	1 064

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

3. REVENUS (suite)

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Montants reportés	1 218	1 064
Impôt des sociétés:		
Crédits d'impôt remboursables:		
Pertes autres que perte en capital	79	79
Recherche scientifique et développement expérimental	287	324
Formation de la main-d'oeuvre	71	57
Productions cinématographiques	71	39
Autres	11	10
	519	509
Droits et permis:		
Crédits de droits miniers remboursables pour pertes afférentes à des frais d'exploration et d'immobilisations et autres	8	10
Contrôle routier	34	35
Travaux sylvicoles et autres activités d'aménagement forestier	192	132
	234	177
	1 971	1 750

b) Revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement

Les revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement comprennent une participation dans les résultats de 720 millions de dollars (320 millions de dollars en 1996) et des dividendes de 1 466 millions de dollars (1 607 millions de dollars en 1996).

c) Détail des revenus

Le détail des revenus par catégorie et sous-catégorie apparaît à l'annexe 4.

4. DÉPENSES

a) Dépenses en capital

Les dépenses en capital, comprises dans les dépenses de l'année 1997, s'élèvent à 1 214 millions de dollars (1 751 millions de dollars en 1996: montant redressé), dont 176 millions de dollars (683 millions de dollars en 1996: montant redressé) pour les dépenses en capital du Gouvernement et 1 038 millions de dollars incluses dans les dépenses de transfert (1 068 millions de dollars en 1996: montant redressé). Ces dépenses en capital et la liste des biens de nature «capital» du Gouvernement pour un montant de 15 492 millions de dollars au 31 mars 1997 (15 720 millions de dollars au 31 mars 1996) ainsi que leurs critères d'inscription apparaissent au volume 2 des Comptes publics.

À compter de l'année financière 1996-1997, les dépenses en capital réalisées pour la conservation et l'amélioration du réseau routier et pour le développement des technologies de l'information sont maintenant inscrites dans des fonds spéciaux comme actifs immobilisés et amorties selon la durée de leur vie utile.

Ces nouvelles pratiques comptables ont eu pour effet que les dépenses en capital du Gouvernement sont moins élevées de 462 millions de dollars pour l'année financière 1996-1997.

b) Détail des dépenses

Le détail des dépenses par mission et portefeuille ainsi que par supercatégorie et catégorie apparaît à l'annexe 5.

5. PLACEMENTS**a) Placements dans les organismes et entreprises du Gouvernement**

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Actions - selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation (annexe 6)	14 093	13 556
Dotations - au coût	41	41
Obligations et billets - au coût	9	9
Prêts et avances - à la valeur de réalisation	90	32
	<u>14 233</u>	<u>13 638</u>
Provision pour pertes sur placements en actions - participation déficitaire (annexe 6)	46	57

b) Échéancier des obligations et billets, prêts et avances

L'échéancier des obligations, des billets, des prêts et avances aux organismes et entreprises du Gouvernement de 99 millions de dollars (41 millions de dollars en 1996), aux municipalités et organismes municipaux de 32 millions de dollars (35 millions de dollars en 1996) et aux particuliers, sociétés et autres de 415 millions de dollars (223 millions de dollars en 1996), excluant un montant de 80 millions de dollars (44 millions de dollars en 1996) dont les échéances ne sont pas déterminées, se résume comme suit:

Années d'échéance	1997	1996
	(en millions de dollars)	
1997		19
1998	63	18
1999	34	32
2000	59	28
2001	123	28
2002	43	18
	<u>322</u>	<u>143</u>
2003 et plus	144	112
	<u>466</u>	<u>255</u>

6. CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ESPÈCES EN BANQUE, ESPÈCES ET EFFETS EN MAIN ET DÉPÔTS EN CIRCULATION

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Chèques en circulation	622	538
Moins:		
Espèces en banque	41	106
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	67	245
	<u>108</u>	<u>351</u>
	<u>514</u>	<u>187</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

7. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Le Gouvernement a autorisé la formation de comptes à fin déterminée conformément à la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) qui stipule que des sommes reçues en vertu d'un contrat ou d'une entente prévoyant l'affectation à une fin spécifique soient déposées dans de tels comptes. Ainsi, certains transferts du gouvernement du Canada afférents à des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement et d'autres sommes provenant des ventes de biens et services sont inscrits dans ces comptes au lieu de l'être aux revenus. Les déboursés imputables sur ces comptes sont inscrits jusqu'à concurrence des sommes déterminées par le Gouvernement.

Il en résulte, aux activités de fonctionnement, un excédent de 1 million de dollars des rentrées et autres crédits (298 millions de dollars) sur les paiements et autres débits (297 millions de dollars); comparativement à l'année financière 1995-1996, un excédent de 2 millions de dollars des paiements et autres débits (360 millions de dollars) sur les rentrées et autres crédits (358 millions de dollars).

8. PROVISION POUR PERTES SUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES

La provision pour pertes sur les interventions financières garanties se répartit comme suit:

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Prêts aux étudiants	224	159
Société de développement industriel du Québec	363	466
Autres	47	56
	<u>634</u>	<u>681</u>

9. RÉGIMES DE RETRAITE

a) Les régimes de retraite

Les participants aux régimes de retraite gouvernementaux sont les membres de l'Assemblée nationale, les juges de la Cour du Québec et les employés des secteurs public et parapublic:

	Nombre estimé de participants au 31 décembre 1996	Nombre de prestataires au 31 décembre 1996
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	485 000	65 975
Régime de retraite des enseignants et Régime de retraite de certains enseignants (RRE et RRCE)	23 400 *	35 113
Régime de retraite des fonctionnaires (RRF)	9 800 *	25 112
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ)	4 250	2 694
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	2 800	545
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)	350	30
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	300	261
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	127	257
	<u>526 027</u>	<u>129 987</u>

* Depuis le 1er juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux adhérents.

9. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

b) Passif

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
Passif inscrit		
RREGOP et RREFQ	21 235	18 968
Autres régimes	11 116	10 259
	32 351	29 227
Participation inscrite d'avance (note 9e)	(5 876)	(4 680)
Passif net inscrit	26 475	24 547
Fonds d'amortissement des régimes de retraite - valeur comptable (note 9f)	(1 014)	(923)
	25 461	23 624

Pour le RREGOP et le RREFQ, le passif inscrit correspond à l'obligation du Gouvernement à titre d'employeur tandis que, pour les autres régimes, il correspond aux obligations du Gouvernement envers les participants, c'est-à-dire celles à titre d'employeur et celles constituées par les cotisations des participants et des employeurs autonomes versées au Fonds consolidé du revenu. Les cotisations des participants et des employeurs autonomes au RREGOP et au RREFQ versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec totalisent 22 904 millions de dollars au 31 décembre 1996 à la valeur marchande (19 291 millions de dollars au 31 décembre 1995), telles qu'apparaissant aux états financiers de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA).

c) Dépense annuelle

Le tableau suivant présente la participation du Gouvernement à titre d'employeur et la part relative au financement des régimes:

	1997	1996
	(en millions de dollars)	
	(reclassé)	
• Participation du Gouvernement à titre d'employeur		
Coût annuel des prestations constituées	703	694
Amortissement		
du passif actuariel non inscrit	844	809
des (gains) ou pertes actuariels	(517)	(515)
du coût des modifications aux régimes	186	66
	1 216	1 054
• Financement des régimes - intérêts imputés au service de la dette	2 040	1 821
Total	3 256	2 875

d) Modifications apportées aux régimes de retraite

Des modifications apportées aux bénéfices accordés aux prestataires du RREGOP syndicaux, du RREGOP non syndicaux et du service transféré du RRE ou du RRF au RREGOP ont pris effet le 1^{er} janvier 1996. Ces modifications affectent les résultats à compter de l'année financière se terminant le 31 mars 1997.

Ces modifications touchent principalement les critères d'admissibilité, la réduction actuarielle applicable et le taux de cotisation des employés. De nouveaux critères permanents d'admissibilité à la retraite basés sur l'âge et les années de services sans réduction actuarielle s'ajoutent aux critères déjà en vigueur. Le facteur de réduction actuarielle est diminué de 6 % à 4 % par année. En conséquence, le taux de cotisation applicable aux employés est passé de 7,68 % à 7,95 % à compter du 1^{er} janvier 1996.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

9. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

d) Modifications apportées aux régimes de retraite (suite)

Les nouvelles dispositions ont eu pour effet d'augmenter d'environ 1 151 millions de dollars les obligations actuarielles du Gouvernement au 31 décembre 1996. L'amortissement annuel de ces modifications, au montant de 121 millions de dollars, a débuté au cours de l'année financière 1996-1997.

e) Participation inscrite d'avance

Pour se conformer aux dispositions législatives et contractuelles, la CARRA détermine pour chacun des régimes de retraite les obligations du Gouvernement aux fins de leur financement. Ces obligations sont déterminées selon des hypothèses économiques à long terme différentes de celles adoptées par le Gouvernement et selon la méthode actuarielle de répartition globale des cotisations selon l'âge actuel, nette d'actif, pour le RREGOP et le RRAPSC.

La participation inscrite d'avance représente l'écart entre le passif inscrit selon les hypothèses et les méthodes actuarielles utilisées aux fins du financement par la CARRA et le passif net inscrit selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement et la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services, telles qu'elles sont recommandées par l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA).

Le tableau suivant présente l'évolution de la participation inscrite d'avance:

	1997			1996
	Passif inscrit	Passif net inscrit	Parti- cipation inscrite d'avance	Parti- cipation inscrite d'avance
	(en millions de dollars)			
Solde au début	29 227	24 547	4 680	3 530
Coût annuel des prestations constituées	751	703	48	17
Amortissement du passif actuariel non inscrit, des (gains) ou pertes actuariels et du coût des modifi- cations aux régimes	1 272	513	759	852
Intérêts	2 429	2 040	389	281
Cotisations des participants et des employeurs autonomes	178	178		
Prestations et autres paiements	(1 506)	(1 506)		
Solde à la fin	32 351	26 475	5 876	4 680

f) Fonds d'amortissement des régimes de retraite

En vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6, section VII.1), le ministre des Finances peut placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au compte «Régimes de retraite», pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite.

Au cours de l'année financière 1996-1997, le ministre n'a pas effectué de tels placements au Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Cependant, au 31 mars 1997, un revenu de 91 millions de dollars (74 millions de dollars en 1996) a été imputé au fonds d'amortissement et est inclus dans les activités de financement à l'état «Besoins financiers et financement».

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

9. RÉGIMES DE RETRAITE (suite)

g) Obligations actuarielles

Les estimations des obligations actuarielles du Gouvernement envers les régimes en comparaison du passif net inscrit s'établissent comme suit:

	Obligations actuariales au 31 décembre 1996	Passif net inscrit au 31 mars 1997	Obligations actuariales au 31 décembre 1995	Passif net inscrit au 31 mars 1996
	(en millions de dollars)			
RREGOP				
- service régulier	12 405	15 351	11 285	14 178
- service transféré	2 240	541	2 151	460
RRE et RRCE	14 045	7 029	13 621	6 595
RRF	5 218	1 418	5 133	1 350
Autres	3 079	2 136	2 851	1 964
	36 987 ⁽¹⁻²⁻³⁾	26 475	35 041	24 547
Fonds d'amortissement	(1 014)	(1 014)	(923)	(923)
	35 973	25 461	34 118	23 624

⁽¹⁾ Les nouvelles dispositions législatives entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1997 viennent confirmer que, la valeur des obligations totales du Gouvernement envers le RREGOP, pour les employés de niveau non syndicable, continue d'être inscrite à ses états financiers jusqu'au 31 mars 1997, comme étant l'excédent de la valeur des obligations totales de ce régime pour ces employés sur le fonds des cotisations de ces employés à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

À ses états financiers ultérieurs au 31 mars 1997, la valeur des obligations totales du Gouvernement à l'égard de ce régime pour ces employés sera établie en tenant compte de l'article 130 de la Loi sur le RREGOP à partir des données arrêtées au 31 décembre 1996 et, lorsqu'elles seront disponibles, des évaluations actuarielles subséquentes.

Si ces nouvelles dispositions législatives avaient été prises en compte au 31 décembre 1996, elles auraient eu pour effet d'augmenter l'estimation des obligations du Gouvernement d'environ 1 048 millions de dollars (896 millions de dollars au 31 décembre 1995).

⁽²⁾ Dans le cadre de l'implantation du programme de départs volontaires, le Gouvernement a modifié le 22 mars 1997 les lois sur les régimes de retraite. L'augmentation des obligations actuarielles à l'égard des 35 700 participants du RREGOP, RRE, RRF et RRCE qui se sont prévalus ou se prévaudront du programme est estimée à 2 822 millions de dollars. En application des ententes conclues entre les parties, les dispositions législatives prévoient que les participants au RREGOP (syndicables et non syndicables) assumeront 876 millions de dollars. Par conséquent, le Gouvernement assumera la différence, soit 1 946 millions de dollars. Ce montant aurait eu pour effet d'augmenter d'autant l'estimation des obligations actuarielles du gouvernement si les coûts du programme avaient été pris en compte au 31 décembre 1996. Conformément à ses conventions comptables, la part du Gouvernement sera amortie pour un montant annuel de 220 millions de dollars, à compter de l'exercice 1997-1998.

⁽³⁾ Des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec ayant une valeur axée sur la valeur marchande pour un montant de 3 225 millions de dollars (2 909 millions de dollars au 31 décembre 1995) ont été soustraits pour déterminer les obligations actuarielles de 36 987 millions de dollars.

Les évaluations et les estimations actuarielles sont préparées par la CARRA selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services. Les évaluations actuarielles sont préparées tous les trois ans à partir des hypothèses les plus probables déterminées par le Gouvernement, tandis que les estimations actuarielles sont préparées annuellement à partir de la dernière évaluation actuarielle disponible.

Ces estimations des obligations actuarielles ont été produites et émises en septembre 1997.

Les estimations au 31 décembre 1996 ont été établies à partir des évaluations actuarielles au 31 décembre 1990 pour le RRCE et le RRMSQ, au 31 décembre 1991 pour le RRMAN et le RRJCQ, au 31 décembre 1993 pour le RREGOP, le RRE et le RRF et au 31 décembre 1994 pour le RREFQ et le RRAPSC.

Pour l'ensemble des régimes de retraite, les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie constituée avant le 1^{er} juillet 1982 alors qu'après cette date, elles le sont seulement pour l'excédent de 3 % du taux d'inflation à long terme.

Les évaluations actuarielles ont été établies en prenant en considération, entre autres, les hypothèses à long terme de nature économique suivantes:

Rendement nominal à long terme, net d'inflation	4,30%
Taux d'inflation à long terme	3,00%

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

10. EMPRUNTS

Emprunts du gouvernement du Québec

Les emprunts convertis en dollars canadiens sont présentés ci-dessous par monnaie et par année d'échéance. Les unités monétaires par monnaie tiennent compte des contrats d'échange de devises:

Monnaies	1997		1996	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
En monnaie du Canada (\$CAN)	33 460	33 460	34 922	34 922
En monnaies étrangères ⁽¹⁾ :				
États-Unis (\$US)	6 923	9 583	7 364	10 038
Japon (¥)	478 009	5 349	347 804	4 434
Suisse (FS)	2 599	2 502	2 130	2 442
Allemagne (DM)	1 980	1 644	1 743	1 610
France (FF)	4 265	1 052	2 000	541
Grande-Bretagne (£)	200	455	50	104
		54 045		54 091
Moins: Fonds d'amortissement		1 420 ⁽²⁾		1 205 ⁽²⁾
Total		52 625		52 886

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

(2) Excluant 7 millions de dollars (5 millions de dollars en 1996) afférents aux emprunts pour le Fonds de financement.

Années d'échéance	1997	1996
	(en millions de dollars)	
1997		8 755
1998	8 484	4 665
1999	4 147	4 168
2000	4 764	5 175
2001	4 296	4 491
2002	3 743	4 110
	25 434	31 364
2003 et plus	27 191	21 522
	52 625	52 886

Instruments financiers

Dans le but de satisfaire les besoins financiers découlant de ses opérations, de rembourser les emprunts venant à échéance et de maintenir les liquidités au niveau désiré, le Gouvernement s'est doté d'un programme annuel de financement axé sur les marchés financiers canadiens et internationaux.

Pour gérer les mouvements des taux d'intérêt et de change sur ces marchés, le Gouvernement utilise des instruments financiers, notamment les contrats d'échange de devises et de taux d'intérêt et les contrats de change à terme.

11. FONDS DE FINANCEMENT

Des emprunts ont été réalisés pour le Fonds de financement, fonds spécial qui regroupe des emprunts des établissements des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que ceux de certains organismes, entreprises et fonds du Gouvernement. En contrepartie de ces emprunts, des avances sont inscrites à l'état de l'actif aux mêmes conditions que les emprunts pour le Fonds de financement, lesquels sont présentés conformément aux conventions comptables en vigueur pour les emprunts. En tenant compte des contrats d'échange de devises, ces emprunts et avances ainsi que l'échéancier s'y rattachant sont présentés ci-après:

	1997		1996	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
En monnaie du Canada (\$CAN)	7 102	7 102	5 860	5 860
En monnaies étrangères ⁽¹⁾				
États-Unis (\$US)	360	498	175	239
Japon (¥)	2 000	22		
		7 622		6 099
Moins: Fonds d'amortissement		7		5
Total		7 615		6 094

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars.

Années d'échéance	1997	1996
	(en millions de dollars)	
1997		416
1998	1 371	902
1999	116	115
2000	1 120	1 119
2001	755	631
2002	726	726
	4 088	3 909
2003 et plus	3 527	2 185
	7 615	6 094

De plus, les dépenses du service de la dette et les intérêts courus sur emprunts ont été diminués en contrepartie des intérêts sur avances au Fonds de financement pour un montant de 522 millions de dollars (429 millions de dollars en 1996) et 180 millions de dollars (162 millions de dollars en 1996) respectivement.

12. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- a) Les engagements pour des transferts à des entreprises et organismes sans but lucratif, à des organismes, entreprises et fonds spéciaux du Gouvernement, à des commissions scolaires, municipalités, institutions d'enseignement et établissements de santé et de services sociaux, pour le remboursement du principal de leurs emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour leurs autres dépenses en capital ainsi que certains autres engagements, sont présentés sommairement à l'annexe 7. Ces engagements totalisent 19 836 millions de dollars au 31 mars 1997 (18 931 millions de dollars au 31 mars 1996: montant redressé). De plus, le Gouvernement a autorisé les ministres responsables à verser des sommes aux organismes et entreprises du Gouvernement pour suppléer, s'il y a lieu, à l'inexécution de leurs obligations envers le Fonds de financement, jusqu'à concurrence d'un montant total de 2 171 millions de dollars au 31 mars 1997 (1 782 millions de dollars au 31 mars 1996).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

12. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

- b) Les interventions financières garanties nettes s'élèvent à 43 624 millions de dollars au 31 mars 1997 (43 222 millions de dollars au 31 mars 1996) dont 38 194 millions de dollars au 31 mars 1997 (37 672 millions de dollars au 31 mars 1996) se rapportent aux garanties d'emprunts d'Hydro-Québec. Ces interventions financières garanties nettes sont présentées sommairement à l'annexe 7.
- c) Le Gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes indiennes, des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans et une revendication pour le financement des coûts d'inspection encourus par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). Les autres causes, qui impliquent des montants de 385 millions de dollars (360 millions de dollars en 1996), sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée. Les montants que le Gouvernement pourrait être appelé à déboursier seront imputés aux dépenses dans l'année financière du règlement de ces réclamations.

13. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 1996 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1997.

Affaires municipales

Bureau de révision de l'évaluation foncière
du Québec
Commission municipale du Québec
Régie de la sécurité dans les sports du Québec
Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Commission de protection du territoire agricole
du Québec
* Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires
du Québec
* Société de financement agricole
- Financement agricole
Tribunal d'appel en matière de protection du
territoire agricole

Assemblée nationale et Personnes désignées

Directeur général des élections - Commission
de la représentation
Protecteur du citoyen
Vérificateur général

Conseil du trésor, Administration et Fonction
publique

* Commission administrative des régimes de
retraite et d'assurances
Commission de la fonction publique
Office des ressources humaines

Conseil exécutif

Culture et Communications

Commission de toponymie
Commission des biens culturels du Québec
Conseil de la langue française
Office de la langue française
Régie des télécommunications
Régie du cinéma

Développement des régions et Affaires autochtones

Éducation

Commission consultative de l'enseignement privé
Commission d'évaluation de l'enseignement
collégial
Conseil supérieur de l'éducation

Emploi, Solidarité et Condition féminine

Conseil du statut de la femme

Environnement et Faune

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Finances

Commission des valeurs mobilières du Québec
Inspecteur général des institutions financières
* Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Industrie, Commerce, Science et Technologie

Conseil de la science et de la technologie
* Société de développement industriel du Québec

Justice

Tribunal des droits de la personne

Métropole

Office des services de garde à l'enfance

Relations avec les citoyens et de l'Immigration

Bureau de révision en immigration
Commission d'accès à l'information
Commission des droits de la personne et des
droits de la jeunesse
Conseil de la famille
Conseil des aînés
Conseil des Communautés culturelles et de
l'Immigration⁽¹⁾
Office de la protection du consommateur

Relations internationales

Ressources naturelles

Régie du gaz naturel
* Société de financement agricole
- Financement forestier

Revenu

Santé et Services sociaux

Conseil de la santé et du bien-être
Conseil médical du Québec
Office des personnes handicapées du Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec

Sécurité publique

Comité de déontologie policière
Commission québécoise des libérations
conditionnelles
Régie des alcools, des courses et des jeux

Transports

Commission des transports du Québec

Travail

Conseil consultatif du travail et de la main-
d'oeuvre
Conseil des services essentiels
Régie du bâtiment du Québec

* Ces organismes effectuent aussi des opérations
financières distinctement du Fonds consolidé
du revenu.

⁽¹⁾ Le Conseil des relations interculturelles
remplace le Conseil des Communautés culturelles
et de l'Immigration depuis le 4 septembre 1996.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS
QUI ONT LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE**

ANNEXE 2-1

**ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À
CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL**

Agence métropolitaine de transport
Bibliothèque nationale du Québec
Centre de recherche industrielle du Québec
Commission d'appel en matière de lésions
professionnelles
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission de reconnaissance des associations
d'artistes
Commission des affaires sociales
Commission des services juridiques
Conseil des arts et des lettres du Québec
Conseil des assurances de dommages
Conseil des assurances de personnes
Corporation d'hébergement du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région
de Montréal métropolitain
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds d'assurance-prêts agricoles et
forestiers
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds pour la formation de chercheurs et
l'aide à la recherche
Institut de police du Québec
Institut de recherche et d'information sur
la rémunération
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs
et piégeurs crûs
Parc technologique du Québec métropolitain
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Régie des installations olympiques
Société de développement des entreprises
culturelles
Société de développement industriel du Québec
Société de financement agricole
Société de la Place des Arts de Montréal
Société de télédiffusion du Québec
Société d'habitation du Québec
Société d'investissement Jeunesse
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de
Bécancour
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-
Hauterive
Société Innovatech du Grand Montréal
Société Innovatech du Sud du Québec
Société Innovatech Québec et Chaudière -
Appalaches
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de développement de la
main-d'œuvre
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique

**ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT À
CAPITAL-ACTIONS**

Leur énumération est présentée à l'annexe 6 des
notes complémentaires.

**FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES
ORGANISMES DU GOUVERNEMENT**

Caisse de dépôt et placement du Québec
Commission administrative des régimes de
retraite et d'assurances
Commission de la construction du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du
travail
Commission des normes du travail
Curateur public (Le)
Fonds central pour le bénéfice des personnes
incarcérées
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie des assurances agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

FONDS SPÉCIAUX

Fonds administrés par la Régie des marchés
agricoles et alimentaires du Québec
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
de collèges d'enseignement général et
professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
de commissions scolaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
d'établissements universitaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts
d'organismes de santé et de services sociaux
du Québec
Fonds d'assistance financière pour certaines
régions sinistrées
Fonds de conservation et d'amélioration du
réseau routier
Fonds de développement international
Fonds de financement
Fonds de gestion des départs assistés
Fonds de la formation à distance
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à
l'étranger
Fonds de la lutte contre la pauvreté par la
réinsertion au travail
Fonds de la réforme du cadastre québécois
Fonds de l'assurance-médicaments
Fonds de l'état civil
Fonds de l'industrie des courses de chevaux
Fonds de l'information gouvernementale
Fonds de perception
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des contributions des automobilistes au
transport en commun
Fonds des pensions alimentaires
Fonds des registres du ministère de la Justice
Fonds des services de police
Fonds des services de santé
Fonds des services gouvernementaux
Fonds des technologies de l'information sous la
la responsabilité de la ministre de la Sécurité
du revenu et ministre d'État de l'Emploi et de
la Solidarité
Fonds des technologies de l'information
du Conseil du trésor
Fonds des technologies de l'information
du ministère des Finances
Fonds des technologies de l'information
du ministère du Revenu
Fonds d'information géographique et foncière
Fonds du Bureau de la statistique du Québec
Fonds en fidéicomis
Fonds forestier
Fonds national de formation de la main-d'oeuvre
Fonds pour la vente de biens et services du
ministère des Ressources naturelles
Fonds spécial olympique

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS QUI DOIVENT VERSER LEURS COTISATIONS
À TITRE D'EMPLOYEUR AU RÉGIME DE RETRAITE

ANNEXE 3

ORGANISMES EFFECTUANT DES ACTIVITÉS À CARACTÈRE GOUVERNEMENTAL

Bibliothèque nationale du Québec
 Centre de recherche industrielle du Québec
 Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
 Commission de la capitale nationale du Québec
 Commission de reconnaissance des associations d'artistes
 Commission des affaires sociales
 Commission des services juridiques
 Conseil des arts et des lettres du Québec
 Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain
 Fondation de la faune du Québec
 Fonds d'aide aux recours collectifs
 Fonds de la recherche en santé du Québec
 Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche
 Institut de police du Québec
 Institut de recherche et d'information sur la rémunération
 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
 Musée d'art contemporain de Montréal
 Musée de la civilisation
 Musée du Québec
 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs
 Régie de l'assurance-maladie du Québec
 Régie des installations olympiques
 Société de développement des entreprises culturelles
 Société de la Place des Arts de Montréal
 Société de télédiffusion du Québec
 Société d'habitation du Québec
 Société du Centre des congrès de Québec
 Société du Palais des congrès de Montréal
 Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Société québécoise d'assainissement des eaux
 Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre
 Société québécoise de récupération et de recyclage
 Société québécoise d'information juridique

FONDS EN FIDUCIE ADMINISTRÉS PAR DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

Caisse de dépôt et placement du Québec
 Commission de la santé et de la sécurité du travail
 Commission des normes du travail
 Curateur public (Le)
 Régie des rentes du Québec
 Société de l'assurance automobile du Québec

ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT À CAPITAL-ACTIONS

Loto-Québec
 Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)
 Société des alcools du Québec
 Société des établissements de plein air du Québec
 Société des traversiers du Québec
 Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud
 Société immobilière du Québec
 Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)
 Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1997

ANNEXE 4

(en millions de dollars)

	1997	1996
Impôts sur les revenus et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	12 598	12 362
Cotisations au Fonds des services de santé	3 768	3 694
Impôts des sociétés	2 931	2 517
Autres	(1)	
	19 296	18 573
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	5 213	5 614
Carburants	1 454	1 407
Tabac	283	264
Pari mutuel		2
	6 950	7 287
Droits et permis		
Véhicules automobiles	490	482
Boissons alcooliques	123	126
Ressources naturelles	227	236
Autres	180	174
	1 020	1 018
Revenus divers		
Ventes de biens et services	560	548
Intérêts	234	268
Amendes, confiscations et recouvrements	354	448
	1 148	1 264
Revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement		
Société des alcools du Québec	372	351
Loto-Québec	972	806
Hydro-Québec	661	422
Autres	181	348
	2 186	1 927
Total des revenus autonomes	30 600	30 069
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	4 102	4 321
Contributions aux programmes sociaux	2 554	
Contributions aux programmes de bien-être	(2)	2 031
Autres transferts liés aux accords fiscaux	(37)	1 689
Autres programmes	104	105
	6 721	8 146
Total des transferts du gouvernement du Canada	6 721	8 146
Total des revenus	37 321	38 215

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES DÉPENSES PAR MISSION ET PORTEFEUILLE
ET PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1997
 (en millions de dollars)

ANNEXE 5-1

	1997	1996
		(note 2)
PAR MISSION ET PORTEFEUILLE		
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
Santé et services sociaux	12 975	13 148
ÉDUCATION ET CULTURE		
Affaires municipales	42	45
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	505	520
Culture et Communications	429	420
Éducation	8 976	9 374
Relations avec les citoyens et Immigration	89	92
Transports	437	429
	10 478	10 880
SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES		
Emploi, Solidarité et Condition féminine	4 045	4 107
Justice	157	139
Office des services de garde à l'enfance	238	240
	4 440	4 486
ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT		
Affaires municipales	750	789
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	590	647
Développement des régions et Affaires autochtones	124	153
Emploi, Solidarité et Condition féminine	196	231
Environnement et Faune	235	248
Industrie, Commerce, Science et Technologie	360	433
Métropole	23	89
Relations internationales	81	98
Ressources naturelles	336	363
Transports	905	1 435
	3 600	4 486
GOUVERNE ET JUSTICE		
Affaires municipales	433	460
Assemblée nationale et Personnes désignées	107	169
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	772	769
Conseil exécutif	51	76
Développement des régions et Affaires autochtones	4	5
Emploi, Solidarité et Condition féminine	5	5
Finances (excluant le service de la dette)	81	84
Justice	281	290
Relations avec les citoyens et Immigration	46	39
Revenu	606	482
Sécurité publique	741	719
Travail	68	69
	3 195	3 167
SERVICE DE LA DETTE		
Finances	5 861	6 038
TOTAL DES MISSIONS	40 549	42 205
Provision pour pertes sur placements en actions	(11)	(39)
TOTAL DES DÉPENSES	40 538	42 166

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES DÉPENSES PAR MISSION ET PORTEFEUILLE
ET PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1997
 (en millions de dollars)

ANNEXE 5-2

	1997	1996
		(note 2)
PAR PORTEFEUILLE		
Affaires municipales	1 225	1 294
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	590	647
Assemblée nationale et Personnes désignées	107	169
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	1 277	1 289
Conseil exécutif	51	76
Culture et Communications	429	420
Développement des régions et Affaires autochtones	128	158
Éducation	8 976	9 374
Emploi, Solidarité et Condition féminine	4 246	4 343
Environnement et Faune	235	248
Finances (excluant le service de la dette)	81	84
Industrie, Commerce, Science et Technologie	360	433
Justice	438	429
Métropole	23	89
Office des services de garde à l'enfance	238	240
Relations avec les citoyens et Immigration	135	131
Relations internationales	81	98
Ressources naturelles	336	363
Revenu	606	482
Santé et Services sociaux	12 975	13 148
Sécurité publique	741	719
Transports	1 342	1 864
Travail	68	69
	34 688	36 167
AUTRE POSTE		
Provision pour pertes sur placements en actions	(11)	(39)
Total des dépenses de programmes	34 677	36 128
Finances (service de la dette)	5 861	6 038
TOTAL DES DÉPENSES	40 538	42 166

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
DÉTAIL DES DÉPENSES PAR MISSION ET PORTEFEUILLE
ET PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1997
 (en millions de dollars)

	1997	1996
		(note 2)
PAR SUPERCATÉGORIE ET CATÉGORIE		
Transfert		
Rémunération	16 654	17 152
Fonctionnement	2 979	3 000
Capital	1 038	1 068
Intérêt	1 488	1 515
Support	7 784	8 093
	<u>29 943</u>	<u>30 828</u>
 Rémunération	 2 770	 2 878
Fonctionnement	1 374	1 485
Capital	154	636
Créances douteuses et autres provisions	436	301
Total des dépenses de programmes	<u>34 677</u>	<u>36 128</u>
 Service de la dette		
Opérations	5 839	5 991
Capital	22	47
	<u>5 861</u>	<u>6 038</u>
 TOTAL DES DÉPENSES	 <u>40 538</u>	 <u>42 166</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

ANNEXE 6

PLACEMENTS EN ACTIONS DANS LES ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

ET PROVISION POUR PERTES SUR CES PLACEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 1997

(en millions de dollars)

	Au 31 mars 1996			Partici- pation dans les résultats 1996-1997 ⁽³⁾	Montant inscrit à la dette nette	Au 31 mars 1997	
	Valeur de consoli- dation modifiée	Provision pour pertes	Placements réalisés 1996-1997			Valeur de consoli- dation modifiée	Provision pour pertes
Hydro-Québec	12 224			661 ⁽²⁾		12 885	
Loto-Québec	47			47 ⁽¹⁾		94	
Sidbec		40		15 ⁽²⁾			25
Société de développement de la Baie James	3			(2)		3	
Société de récu- pération, d'exploitation et de dévelop- pement forestiers du Québec (REXFOR)	227			(1)		226	
Société des alcools du Québec	33			8 ⁽¹⁾		41	
Société des établis- sements de plein air du Québec		13		(3) ⁽²⁾			16
Société des traver- siers du Québec		4		(1)			5
Société générale de financement du Québec (SGF)	550			24 ⁽²⁾		574	
Société immobilière du Québec	80			2		82	
Société nationale de l'amiante				5		5	
Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM)	72					72	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)	96			12		108	
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	222		(186)	(16) ⁽¹⁾		20	
Autres (*)	2					2	
Sous-total	13 556	57	(186)	753		14 112	46
Opérations entre apparentés: gain non réalisé				(22)	3	(19)	
Total	13 556	57	(186)	731	3	14 093	46

(*) Entreprises (Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud et Société québécoise des transports) dont la valeur de consolidation modifiée est inférieure à 2 millions de dollars.

(1) Participation dans les résultats inscrite aux revenus et diminuée des dividendes de Loto-Québec (925 millions de dollars), de la Société des alcools du Québec (364 millions de dollars) et de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (177 millions de dollars).

(2) Ces résultats proviennent d'états financiers vérifiés au 31 décembre 1996, à l'exception de ceux de la Société des établissements de plein air du Québec au 31 mai 1996, ajustés des résultats intérimaires non vérifiés du 1^{er} janvier au 31 mars 1997 (1^{er} juin 1996 au 31 mars 1997 pour la Société des établissements de plein air du Québec).

(3) La participation dans les résultats de l'année financière terminée le 31 mars 1997 se détaille comme suit:
(en millions de dollars)

Revenus provenant des organismes et entreprises du Gouvernement	2 186
Moins:	
Dividendes déclarés	(1 466)
Participation dans les résultats 1996-1997 qui affecte la valeur de consolidation modifiée	720
Plus:	
Diminution de la provision pour pertes sur placements en actions	11
Participation dans les résultats 1996-1997	731

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

ANNEXE 7-1

(en millions de dollars)

ENGAGEMENTS

	1997	1996
TRANSFERTS		(redressé)
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	6 515	5 766
Établissements de santé et de services sociaux	3 243	2 962
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	1 211	1 226
Assainissement des eaux	3 893	3 771
Infrastructures	162	51
Organismes, entreprises et fonds spéciaux du Gouvernement et divers autres organismes	838	367
Pour autres dépenses en capital:		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	1 036	1 405
Établissements de santé et de services sociaux	1 262	1 357
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	347	444
Assainissement des eaux	897	883
Infrastructures	238	359
Organismes et entreprises du Gouvernement et divers autres organismes	149	295
AUTRES ENGAGEMENTS	45	45
	<u>19 836 *</u>	<u>18 931 *</u>

* Les engagements en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

ANNEXE 7-2

(en millions de dollars)

INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES⁽¹⁾

	1997	1996
GARANTIES D'EMPRUNTS		
Organismes et entreprises du Gouvernement		
Hydro-Québec	38 194	37 672
Sidbec	54	79
Société de développement industriel du Québec	100	144
Société immobilière du Québec	311	361
Société québécoise d'assainissement des eaux	178	263
Autres	19	69
	38 856⁽²⁻³⁾	38 588⁽²⁻³⁾
Particuliers et sociétés		
Prêts aux étudiants	3 014	2 745
Prêts aux pêcheurs	50	52
Prêts aux travailleurs	33	31
Autres	76	67
	3 173⁽²⁻³⁾	2 895⁽²⁻³⁾
CAUTIONNEMENTS		
Société de développement industriel	629	768
Société d'habitation du Québec	476	471
Autres	44	35
	1 149	1 274
Total des garanties d'emprunts et des cautionnements	43 178	42 757
ACTIFS GARANTIS PAR LE GOUVERNEMENT		
Société de développement industriel du Québec	1 229	1 301
Total des garanties d'emprunts, des cautionnements et des actifs garantis par le Gouvernement	44 407	44 058
Moins: provisions		
Pour pertes sur les interventions financières garanties	634	681
Pour pertes sur placements en actions	25	40
Pour financer l'assainissement des eaux	124	115
Total des provisions	783	836
INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES NETTES	43 624	43 222

(1) Les interventions financières garanties sont présentées au brut, sur la base des montants autorisés par les programmes gouvernementaux, desquelles sont déduites les provisions présentées séparément pour en arriver aux interventions financières garanties nettes.

(2) Les garantis d'emprunts en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

(3) Principal des emprunts.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié les états financiers suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1997 :

- revenus et dépenses ;
- dette nette ;
- actif et passif ;
- besoins financiers et financement ;
- emploi des crédits.

La responsabilité de la préparation de ces états financiers incombe au ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction des ministères et des organismes du gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Conformément aux conventions comptables sur les régimes de retraite énoncées à la note complémentaire 1, le gouvernement ne comptabilise qu'une partie de ses obligations envers ses régimes de retraite autres que le RREGOP (service régulier) et il fournit à la note complémentaire 9g) les estimations de ses obligations actuarielles. À mon avis, cette convention comptable n'est pas appropriée puisque les obligations du gouvernement qui découlent des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif et qu'elles devraient être comptabilisées à ce titre. De plus, conformément à ces mêmes conventions comptables, le gouvernement amortit les coûts des modifications apportées aux régimes de retraite sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP, et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile au cours de laquelle les modifications deviennent effectives. À mon avis, ces coûts auraient dû être portés aux dépenses et au déficit des opérations budgétaires des années financières au cours desquelles ces modifications ont eu lieu. En 1996-1997, le coût des modifications apportées aux régimes de retraite a été de 1 946 millions de dollars. Le fait de ne pas comptabiliser entièrement les obligations du gouvernement ni les coûts des modifications dans les années financières au cours desquelles elles ont lieu a pour conséquence que les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1997 sont sous-évalués de 2 143 millions de dollars (1 270 millions de dollars en 1996). Pour leur part, le passif relatif aux régimes de retraite et la dette nette sont sous-évalués d'au moins 12 458 millions de dollars (31 mars 1996 : d'au moins 10 494 millions de dollars) à cette même date.

À mon avis, à l'exception des effets de la comptabilisation non appropriée des obligations des régimes de retraite et des coûts des modifications qui leur sont apportées mentionnés au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière au 31 mars 1997 de l'entité comptable définie par le gouvernement du Québec ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note complémentaire 1. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., c. V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement apporté à la comptabilisation des coûts relatifs aux congés de maladie et de vacances mentionné à la note complémentaire 2, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente. Par ailleurs, à mon avis, compte tenu de la restriction indiquée précédemment et du fait que ces états financiers ne sont pas consolidés et ne rendent pas compte de l'ensemble des activités financières du gouvernement du Québec, ils ne présentent pas fidèlement, selon les conventions comptables applicables aux gouvernements et recommandées par l'Institut canadien des comptables agréés, la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 1997, ni les résultats de ses opérations, ni l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date. En conséquence, les lecteurs des présents états financiers ne peuvent les utiliser pour comprendre et évaluer l'ensemble de la gestion financière du gouvernement du Québec.

Comparabilité des états financiers

La constitution par le gouvernement au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1997 de 15 fonds spéciaux (4 en 1996) ayant leur propre entité comptable, dont le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, le Fonds de gestion des départs assistés et les quatre fonds des technologies de l'information, a eu pour effet de soustraire des activités importantes de l'entité comptable définie par le gouvernement. Cette façon de faire compromet la comparabilité des états financiers et elle nuit à la compréhension de l'évolution du déficit des opérations budgétaires et de la dette nette d'une année financière à l'autre. En effet, en procédant par paiements de transferts à ces fonds spéciaux, le gouvernement inscrit par amortissement ou par tranches sur plusieurs années financières des dépenses qu'il devrait porter à ses livres dans l'année financière au cours de laquelle il acquiert les biens ou encourt ces dépenses.

La constitution de ces 15 fonds spéciaux a eu pour effet de diminuer le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1997 et la dette nette à cette date d'environ 529 millions de dollars (augmentation de 0,5 million de dollars en 1996 pour les fonds spéciaux constitués en 1995-1996).

En ce qui a trait à l'état de l'emploi des crédits, il représente, à mon avis, les crédits autorisés, utilisés et non utilisés selon les notes explicatives qui accompagnent cet état.

Les observations qui sont présentées à la suite de ce rapport contiennent des explications et des commentaires sur les états financiers du gouvernement et sur le rapport qui les accompagne.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, FCA

Québec, le 26 novembre 1997

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997**

**OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1997**

La section qui précède présente les états financiers annuels du gouvernement du Québec ainsi que le rapport du Vérificateur général sur ces états financiers. Ce rapport comprend notamment une énumération des états financiers que le Vérificateur général a examinés, la portée et la nature de sa vérification, la restriction qu'il a formulée ainsi que son opinion.

Les observations présentées ici comportent des commentaires et des explications au sujet des états financiers consolidés du gouvernement, de la restriction sur les régimes de retraite, d'un gain sur disposition d'un placement et de la publication des états financiers.

A. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT

Selon le Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public (CCVSP) de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA), « les états financiers doivent présenter un compte rendu global de la nature et de l'étendue des activités et des ressources financières dont le gouvernement est responsable, y compris celles qui ont trait aux activités des agences du gouvernement et des sociétés d'État ».¹

Les états financiers publiés actuellement par le gouvernement portent sur l'entité comptable définie par celui-ci, incluant le Fonds consolidé du revenu et le Fonds des services de santé. Ils ne comprennent pas toutes ses activités et ses ressources. Les données financières des fonds spéciaux et de certains organismes, telles la Corporation d'hébergement du Québec et la Société d'habitation du Québec, ne font pas partie de ces états financiers.

La constitution par le gouvernement, au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1997 de 15 fonds spéciaux (4 en 1996) ayant leur propre entité comptable, dont le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, le Fonds de gestion des départs assistés et les quatre fonds des technologies de l'information, a eu pour effet de soustraire des activités importantes de l'entité comptable définie par le gouvernement. La constitution de ces fonds spéciaux a entraîné la diminution du déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1997 et de la dette nette à cette date d'environ 529 millions de dollars (augmentation de 0,5 million de dollars en 1996 pour les fonds spéciaux constitués en 1995-1996).

Le CCVSP mentionne pourtant très clairement que les états financiers du gouvernement doivent rendre compte des activités des fonds spéciaux : « Pour rendre compte pleinement de la nature et de l'étendue des affaires du gouvernement, les états financiers de ce dernier doivent rendre compte non seulement de l'entité représentée par le fonds général (ou fonds consolidé), mais également des fonds spéciaux, des agences et des entreprises qui ne font pas partie du fonds général. Les états financiers d'un gouvernement doivent donc être fondés sur cette conception large de l'obligation de rendre compte. »²

Le traitement accordé aux fonds spéciaux par le gouvernement du Québec, à savoir leur exclusion des états financiers, ne répond pas à l'objectif de reddition de comptes établi par le CCVSP. De plus, cette façon de faire compromet la comparabilité des états financiers et elle nuit à la compréhension de l'évolution du déficit des opérations budgétaires et de la dette nette d'une année financière à l'autre. En effet, en procédant par transferts à ces fonds spéciaux, le gouvernement inscrit par amortissement ou par tranches sur plusieurs années financières des dépenses qu'il devrait porter à ses livres dans l'année financière au cours de laquelle il acquiert les biens ou encourt ces dépenses.

Les états financiers de tout organisme doivent fournir des informations utiles. L'information fournie doit donc être compréhensible, pertinente, fiable et comparable. La comparabilité de l'information est importante pour assurer l'analyse adéquate de la performance d'une entité par rapport à une autre, ou d'une même entité à des dates ou exercices différents. La comparabilité de l'information est un concept de base dans la préparation des états financiers. Les recommandations du CCVSP indiquent ceci : « Les états financiers doivent fournir une comparaison des chiffres de l'exercice avec ceux de l'exercice (ou des exercices) précédent(s) ».³

Afin d'être comparables, les états financiers doivent présenter la même entité économique selon les mêmes règles et politiques comptables, appliquées de manière uniforme. Tout changement dans la définition de l'entité économique par rapport à une définition légale ou réglementaire pourra nuire à la comparabilité de l'information fournie. Or, le gouvernement du Québec a défini à la note complémentaire 1 des états financiers l'entité comptable comme « l'ensemble des opérations financières des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu, à ce titre, par des allocations du Parlement tirées sur ces fonds ».

¹ Manuel de comptabilité et de vérification pour le secteur public, ICCA, chapitre SP 1400, paragraphe 29.

² Manuel de comptabilité et de vérification pour le secteur public, ICCA, chapitre SP 1400, paragraphe 28.

³ Manuel de comptabilité et de vérification pour le secteur public, ICCA, chapitre SP 1500, paragraphe 15.

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

Bien que cette définition soit la même que celle de l'exercice précédent, l'entité économique n'est pas la même. Certaines activités effectuées par les fonds spéciaux au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1997 ont été exclues des états financiers à cette date. Cependant, ces activités ont fait partie des états financiers du gouvernement de l'exercice précédent. Par conséquent, l'entité économique présentée dans les états financiers de 1996 a été modifiée et les informations financières qui s'y rapportent ne sont plus comparables.

Compte tenu, entre autres, de l'importance des sommes en cause au regard des fonds et des autres entités qui ne sont pas inclus dans les états financiers du gouvernement, nous sommes d'avis que ces états ne présentent pas fidèlement, selon les conventions comptables applicables aux gouvernements et recommandées par l'ICCA, la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 1997, ni les résultats de ses opérations, ni l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date. Les parlementaires et les autres utilisateurs de ces états sont donc privés d'une information adéquate quant à une partie notable des activités financières dont le gouvernement est responsable. La reddition de comptes du gouvernement est donc incomplète.

Cela fait plus de dix ans, tant dans nos rapports à l'Assemblée nationale que dans nos observations qui accompagnent les états financiers du gouvernement dans les Comptes publics, que nous incitons le gouvernement à publier des états financiers consolidés. Le Québec est maintenant le seul gouvernement au Canada à ne pas procéder ainsi.

B. RÉGIMES DE RETRAITE

Les conventions comptables sur les régimes de retraite et leur application font l'objet d'une restriction dans mon rapport sur les états financiers du gouvernement, puisqu'elles ne permettent pas une présentation fidèle du passif et de la dette nette au 31 mars 1997 ainsi que des dépenses et du déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée à cette date.

Selon la méthode de la comptabilité d'exercice, tous les coûts relatifs aux régimes de retraite devraient être comptabilisés. La participation du gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite et les intérêts de leur financement devraient être comptabilisés d'une façon telle que la totalité du passif et des dépenses annuelles du gouvernement soit présentée dans les états financiers.

a) Passif non inscrit

D'après la convention comptable en vigueur, le passif non inscrit de tous les régimes autres que le RREGOP (service régulier) est amorti sur une période de 50 ans se terminant en 2028-2029. Cette méthode d'inscription de ce passif n'est ni réaliste ni appropriée puisqu'elle ne permet pas, actuellement, une diminution progressive du passif non inscrit pour ces régimes.

Le CCVSP a émis, en novembre 1988, des recommandations au sujet de la comptabilisation des obligations découlant des régimes de retraite des salariés dans les états financiers des gouvernements. Ces recommandations portent notamment sur le traitement comptable à accorder au montant initial non comptabilisé de la dette au titre des régimes de retraite. Le Conseil recommande d'inclure immédiatement, dans l'état de la situation financière, cette dette non comptabilisée.

b) Modifications apportées aux régimes de retraite

Selon la convention comptable énoncée à la note complémentaire 1, les coûts des modifications apportées aux régimes de retraite (200 millions de dollars en 1990-1991, 340 millions de dollars en 1991-1992, 1 074 millions de dollars en 1995-1996 et 1 946 millions de dollars en 1996-1997) sont amortis sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants au RREGOP, et ce, à compter de l'année financière commençant dans l'année civile au cours de laquelle les modifications deviennent effectives.

La méthode utilisée par le gouvernement pour porter les coûts des modifications à ses dépenses et à son passif n'est pas appropriée. En effet, le CCVSP recommande de comptabiliser les coûts des modifications apportées aux régimes de retraite dans les années financières au cours desquelles elles ont lieu afin de reconnaître immédiatement le coût des décisions du gouvernement.

c) Incidences sur les états financiers

Les incidences des deux éléments ci-dessus sur le passif net inscrit et la dette nette au 31 mars 1997 ainsi que sur les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée à cette date sont détaillés aux tableaux 1 et 2 qui suivent :

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

Tableau 1 - Incidence sur le passif net inscrit et la dette nette au 31 mars

	1997	1996
	(en millions \$)	
Passif non inscrit - régimes autres que le RREGOP (service régulier):		
Obligations actuarielles - tous les régimes (note 9g)	36 987	35 041
Moins: obligations actuarielles - RREGOP (service régulier) (note 9g)	12 405	11 285
Obligations actuarielles - autres régimes	24 582	23 756
Moins: passif net inscrit - autres régimes	11 124	10 369
	13 458	13 387
Moins: modifications apportées aux autres régimes avant 1996-1997	335	359
	13 123	13 028
Moins: trop inscrit du RREGOP		
Écart entre obligations actuarielles et passif net inscrit	2 946	2 893
Modifications apportées au régime avant 1996-1997	990	1 036
	3 936	3 929
	9 187	9 099
Modifications apportées aux régimes de retraite:		
Avant 1996-1997	1 325	1 395
En 1996-1997	1 946	
	3 271	1 395
	12 458	10 494

Tableau 2 - Incidence sur les dépenses et le déficit des opérations budgétaires
de l'année financière terminée le 31 mars

	1997	1996
	(en millions \$)	
Passif non inscrit - régimes autres que le RREGOP (service régulier)	267	235
Modifications apportées aux régimes de retraite:		
Avant 1996-1997	(70)	1 035
En 1996-1997	1 946	
	1 876	1 035
	2 143	1 270

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite)

Au 31 mars 1997, le passif net inscrit ne comprend pas un montant net d'au moins 9 187 millions de dollars (31 mars 1996 : d'au moins 9 099 millions de dollars) qui devrait être inscrit à titre d'obligations du gouvernement envers l'ensemble des régimes. Le fait de ne pas comptabiliser entièrement les obligations du gouvernement a pour conséquence qu'un montant de 267 millions de dollars (235 millions de dollars en 1996) n'a pas été inclus dans les dépenses ni dans le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1997. Ce montant correspond aux intérêts supplémentaires qui auraient été portés au compte « Régimes de retraite » si les obligations du gouvernement envers l'ensemble des régimes avaient été inscrites, diminué de l'amortissement du passif actuariel non inscrit.

Si le gouvernement avait appliqué la recommandation du CCVSP quant aux modifications apportées aux régimes de retraite, le compte « Régimes de retraite » et la dette nette du gouvernement auraient été augmentés de 3 271 millions de dollars (1 395 millions de dollars en 1996). Ce montant résulte des coûts des modifications qui ont pris effet le 22 mars 1997 et au cours des années antérieures, diminués des amortissements des coûts de ces dernières et augmentés des intérêts supplémentaires qui auraient découlé de leur inscription immédiate. Les dépenses de l'année financière terminée le 31 mars 1997 et le déficit des opérations budgétaires seraient augmentés de 1 876 millions de dollars (1 035 millions de dollars en 1996).

Le Vérificateur général recommande au gouvernement de redresser ses pratiques comptables dans le sens proposé par le CCVSP, en comptabilisant dans ses états financiers la partie non inscrite du passif des régimes de retraite et les modifications apportées aux régimes de retraite dans l'exercice au cours duquel elles ont lieu.

C. GAIN SUR DISPOSITION D'UN PLACEMENT

Les placements en actions dans les organismes et entreprises du gouvernement sont inscrits selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Selon cette méthode, les gains et pertes non réalisés qui subsistent dans l'entité comptable du gouvernement doivent être éliminés. Les placements en actions au 31 mars 1997 et les revenus provenant des organismes et entreprises du gouvernement au cours de l'année financière terminée à cette date tiennent compte d'une participation, dans les résultats de SOQUIP, d'un montant de 115,6 millions de dollars, ce qui correspond à un gain sur la disposition, en substance, d'un placement à une autre entité incluse dans l'entité comptable du gouvernement soit Hydro-Québec. Ce gain non réalisé aurait dû être éliminé pour se conformer aux règles applicables à la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Ceci a pour effet de sous-évaluer le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1997 de 115,6 millions de dollars et la dette nette à cette date de 118,6 millions de dollars et de surévaluer d'autant les placements en actions dans les organismes et entreprises du gouvernement. Le gouvernement diffère cependant d'opinion avec le Vérificateur général à cet égard. Selon le gouvernement, sur la base d'un avis obtenu auprès d'une firme indépendante d'experts comptables, cette disposition s'est effectuée avec un tiers soit IPL Énergie et à ce titre SOQUIP était en droit de considérer un gain et de le refléter dans la participation du gouvernement dans SOQUIP.

D. PUBLICATION DES ÉTATS FINANCIERS

La publication des états financiers du gouvernement a lieu habituellement près de neuf mois après la fin de l'année financière. La publication tardive des documents de reddition de comptes est susceptible d'amoindrir leur utilité.

Plusieurs provinces canadiennes ainsi que le gouvernement fédéral publient leurs états financiers beaucoup plus tôt que le gouvernement du Québec, et ce, même s'ils sont consolidés, ce qui demande plus d'efforts de préparation.

Nous incitons le gouvernement à publier ses états financiers plus rapidement après la fin de l'année financière.

COMMENTAIRES DU MINISTÈRE DES FINANCES : « Les dernières réformes majeures des conventions comptables du gouvernement ont été introduites en 1986 et 1987. De plus, en 1989, le gouvernement a précisé dans ses conventions comptables les modalités d'inscription des modifications aux régimes de retraite. Le Vérificateur général demande, depuis plus de dix ans, que les conventions comptables du gouvernement soient substantiellement réformées, notamment à l'égard du traitement comptable des régimes de retraite et de la consolidation des états financiers.

Un comité est ainsi mis sur pied afin de proposer au gouvernement au plus tard en mars 1998, une réforme des conventions comptables du gouvernement du Québec. Ce comité sera formé de représentants du ministère des Finances, du Contrôleur des finances et du Vérificateur général. Le mandat sera notamment, en plus de revoir le traitement comptable des régimes de retraite, de redéfinir le périmètre comptable du gouvernement du Québec, permettant de produire des états financiers consolidés conformes aux recommandations de l'ICCA pour le secteur public. Tous les efforts seront faits pour que cette réforme des conventions comptables s'applique dès l'année financière 1997-1998. »

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

SECTION 1

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Cette section regroupe certains détails sur les liquidités utilisées pour des activités de fonctionnement et pour des activités d'investissement, ainsi que le détail du compte "Régimes de retraite".

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	1-3
Activités de fonctionnement	
Déficit des opérations budgétaires à financer	1-4
Régimes de retraite	1-4
Comptes à fin déterminée	1-5
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	1-6
Activités d'investissement	1-7
Détail du compte Régimes de retraite	1-9

DÉTAIL DES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

Activités de fonctionnement

Déficit des opérations budgétaires à financer	253 237
Régime de retraite	
Excédent des prestations et autres paiements sur les cotisations des participants et des employeurs autonomes	- 1 328 362
Comptes à fin déterminée	235
Variation des autres éléments de l'actif et du passif reliés au fonctionnement	- 920 133
	- 1 995 023

Activités d'investissement - Placements

Organismes et entreprises du Gouvernement	128 764
Municipalités et organismes municipaux	2 592
Particuliers, sociétés et autres	- 271 579
	- 140 223

Besoins financiers nets	- 2 135 246
--------------------------------	--------------------

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1997

DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES À FINANCER

(en milliers de dollars)

Déficit des opérations budgétaires		3 217 385
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Participation dans les résultats des organismes et entreprises inscrite aux revenus moins les dividendes déclarés:		
Hydro-Québec	661 000	
Loto-Québec	47 348	
Société de développement de la Baie James	(223)	
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	(1 212)	
Société des alcools du Québec	7 596	
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	(25)	
Société générale de financement du Québec	23 959	
Société immobilière du Québec	2 001	
Société nationale de l'amiante	5 359	
Société québécoise d'exploration minière	137	
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	12 104	
Société québécoise d'initiatives pétrolières	(16 589)	
Société québécoise des transports	22	
Opérations entre apparentés - Gain non réalisé	(22 032)	719 445
Congés de maladie et vacances		121
Augmentation (diminution) des provisions inscrites aux dépenses:		
Provision pour créances douteuses	(371 449)	
Provisions pour pertes sur placements en actions:		
Sidbec	15 486	
Société des établissements de plein air du Québec	(3 210)	
Société des Traversiers du Québec	(1 171)	
	11 105	
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties:		
Prêts aux étudiants	(64 832)	
Société de développement industriel du Québec	(14 679)	
Autres	3 735	
	(75 776)	(436 120)
Contribution pour financer l'assainissement des eaux		(44 523)
Participation du Gouvernement à titre d'employeur aux régimes de retraite (1)		(1 216 382)
Financement des régimes de retraite		(2 039 865)
Amortissement des frais reportés		(391 170)
Amortissement de la perte de change non réalisée		(62 128)
Déficit des opérations budgétaires à financer		(253 237)

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 1997

RÉGIMES DE RETRAITE (1)

(en milliers de dollars)

Prestations et autres paiements	1 506 421
Cotisations des participants et des employeurs autonomes	(178 059)
Excédent des prestations et autres paiements sur les cotisations des participants et des employeurs autonomes	1 328 362

(1) Pour plus de détail voir page 1-9, Détail du compte «Régimes de retraite».

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1997

COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

(en milliers de dollars)

		Rentrées et autres crédits		Excédent
		Transferts du gouvernement du Canada - Autres programmes	Ventes de biens et services	
	Paie- ments et autres débits			
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services	92 011		92 011	
Compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale	1 249		1 249	
Compte pour le financement de la certification et de la vérification des appareils de jeux	887		887	
Compte pour le financement du bureau d'évaluation médicale	1 456		1 456	
Compte pour le financement du Bureau du commissaire général du travail	2 000		2 000	
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	7 411		7 410	(1)
Compte pour le financement des unités autonomes de services	26		26	
Transferts du gouvernement du Canada:				
Enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	4 923	4 923		
Entente auxiliaire sur le développement économique des régions du Québec	3 158	3 249		91
Environnement durable en agriculture	2 616	2 616		
Développement agro-alimentaire	3 117	3 117		
Développement forestier	1 008	1 153		145
Développement minéral	4 521	4 521		
Programme conjoint en protection civile	1 024	1 024		
Programme d'alphabétisation	2 272	2 272		
Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière	6 020	6 020		
Travaux d'infrastructure	163 465	163 465		
		192 360	105 039	
	297 164	297 399		235

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1997

VARIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF ET DU PASSIF

(en milliers de dollars)

	31 mars 1997	31 mars 1996	Montant porté à la dépense	Montant porté à la dette nette	Variation (*)
Éléments de l'actif:		(redressé)			
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	66 970	245 386			178 416
Débiteurs:					
Agents et mandataires	1 646 472	1 883 752			237 280
Autres débiteurs	2 556 108	2 440 519	291 431		(407 020)
Intérêts courus sur placements	12 468	4 346			(8 122)
Frais reportés	123 091	80 648	391 170		(433 613)
Perte de change non réalisée	816 741	1 952 943	1 116 702 (1)		19 500
	<u>5 221 850</u>	<u>6 607 594</u>	<u>1 799 303</u>		<u>(413 559)</u>
Éléments du passif:					
Chèques en circulation	622 099	538 468			83 631
Compte d'accords de perception fiscale	383 271	342 341			40 930
Créditeurs et frais à payer	2 309 204	2 791 292			(482 088)
Intérêts courus sur emprunts	1 481 749	1 649 982			(168 233)
Congés de maladie et vacances	712 442		(121)	779 032	(66 469)
Avances des fonds en fidéicommis	391 321	147 809			243 512
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	634 120	680 731	75 776		(122 387)
Provision pour pertes sur les placements en actions	46 388	57 493	(11 105)		
Provision pour financer l'assainissement des eaux	124 077	115 024	44 523		(35 470)
	<u>6 704 671</u>	<u>6 323 140</u>	<u>109 073</u>	<u>779 032</u>	<u>(506 574)</u>
Excédant des éléments du passif sur les éléments de l'actif relié au fonctionnement	<u>1 482 821</u>	<u>(284 454)</u>	<u>1 908 376</u>	<u>779 032</u>	<u>(920 133)</u>

(*) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

(1) Incluant l'amortissement de la perte de change de 62 128 imputé à la dépense et la variation de change de 1 054 574 imputée en contrepartie des emprunts.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
Année financière terminée le 31 mars 1997

PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Organismes et entreprises du Gouvernement	56 551	585	185 900		(128 764)
Municipalités et organismes municipaux	2 400		1 701	3 291	(2 592)
Particuliers, sociétés et autres	124 740	178 986	24 424	7 723	271 579
	183 691	179 571	212 025	11 014	140 223
	<u>363 262</u>		<u>223 089</u>		<u>140 223</u>

DÉTAIL

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Organismes et entreprises du Gouvernement:					
Actions et mises de fonds:					
Société québécoise d'initiatives pétrolières			185 900		(185 900)
			185 900		(185 900)
Prêts et avances:					
Commission de la santé et de la sécurité du travail	13	585			598
Société de développement des entreprises culturelles	5 000				5 000
Société innovatech Québec et Chaudière - Appalaches	6 883				6 883
Société innovatech du Sud du Québec	3 655				3 655
Société innovatech du Grand Montréal	26 000				26 000
Société des établissements de plein air du Québec	15 000				15 000
	56 551	585			57 136
	56 551	585	185 900		(128 764)
Municipalités et organismes municipaux:					
Obligations et billets			1 493		(1 493)
Prêts et avances	2 400		208	3 291	(1 099)
	2 400		1 701	3 291	(2 592)

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (suite)
Année financière terminée le 31 mars 1997

PLACEMENTS (suite)

(en milliers de dollars)

DÉTAIL (suite)

	Placements effectués		Placements réalisés		Total
	Déboursés	Redressements	Recettes	Redressements	
Particuliers, sociétés et autres					
Actions et mises de fonds					
Pêcheurs		473			473
Prêts et avances:					
Particuliers					
Étudiants	102 665	7 927 (1)	13 043	1 130	96 419
Pêcheurs	19		432	1 764	(2 177)
Producteurs agricoles	53		56		(3)
	102 737	7 927	13 531	2 894	94 239
Sociétés et autres:					
Avances permanentes aux employés du					
Gouvernement (frais de déplacement)					
et fonds locaux	608		1 622	346	(1 360)
Coopératives			6		(6)
Corporations agricoles	610		28		582
Corporations industrielles	13 968		1 560	1 097 (2)	11 311
Corporations minières		27			27
Fonds d'aide aux entreprises	6 402				6 402
Fonds d'assistance financière des					
régions sinistrées		1 232			1 232
Fonds de construction et d'amélioration					
du réseau routier		15 474			15 474
Fonds de gestion des départs assistés		101 669			101 669
Fonds de la gestion des immeubles du					
Québec à l'étranger			550		(550)
Fonds des biens et services du					
ministère des Ressources naturelles		4			4
Fonds des pensions alimentaires		1 432			1 432
Fonds des services de police		21 703			21 703
Fonds des services gouvernementaux			6 049		(6 049)
Fonds des technologies de l'information -					
Revenu		15 056			15 056
Fonds des technologies de l'information -					
Finances		3 092			3 092
Fonds des technologies de l'information -					
Emploi et solidarité		8 694			8 694
Fonds des technologies de l'information -					
Conseil du trésor		913			913
Fonds du Bureau de la statistique					
du Québec			69		(69)
Groupe Gérard Saucier Ltée			150		(150)
Office des professions				3 386	(3 386)
Pêcheurs	415	1 290	859		846
	22 003	170 586	10 893	4 829	176 867
	124 740	178 986	24 424	7 723	271 579

(1) Montant formé d'intérêts capitalisés.

(2) Montant de 1 097 inscrit à la dépense.

DÉTAIL DU COMPTE RÉGIMES DE RETRAITE
Année financière terminée le 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Régimes	Cotisations des partici- pants et des employeurs autonomes (4) +	Participation du Gouverne- ment à titre d'employeur -	Prestations et autres + paiements (-)	Redressements +	Intérêts =	Excédent
R.R.E.G.O.P.	5 537	293 446	246 321	(14 646)(3)	1 216 401	1 254 417
R.R.E.	69 921 (1)	504 361	688 611		506 049	391 720
R.R.C.E.	18 964 (3)	63 618	95 953	13 724 (3)	41 989	42 342
R.R.F.	56 396 (1)	258 962	359 056	(1 047)(3)	112 201	67 456
R.R.M.S.Q.	15 119 (1)	68 043	84 221		125 719	124 660
R.R.M.A.N.	814	9 215	8 671		647	2 005
R.R.J.C.Q.	848	10 969	12 047		10 450	10 220
R.R.A.P.S.C.	9 877	8 873	11 519	1 969 (3)	26 068	35 268
R.R.E.F.Q.	583	(1 105)	22		341	(203)
	178 059	1 216 382 (2)	1 506 421		2 039 865	1 927 885

(1) Y compris des cotisations des employeurs autonomes de 177 pour le R.R.E., 4 698 pour le service courant et 17 000 pour le service passé pour le R.R.F., et de 200 pour le R.R.M.S.Q..

	Coût annuel des prestations constituées (*)	Amortissement des (gains) ou des pertes actuariels	Amortissement du passif actuariel non inscrit et coût des modifications	Total
R.R.E.G.O.P.	534 075	(512 644)(**)	272 015 (**)	293 446
R.R.E.	86 598		417 763	504 361
R.R.C.E.	9 146		54 472	63 618
R.R.F.	27 842		231 120	258 962
R.R.M.S.Q.	31 040		37 003	68 043
R.R.M.A.N.	2 359		6 856	9 215
R.R.J.C.Q.	5 597		5 372	10 969
R.R.A.P.S.C.	5 217	(2 153)	5 809	8 873
R.R.E.F.Q.	660	(1 765)		(1 105)
	702 534	(516 562)(**)	1 030 410 (**)	1 216 382

(*) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services.

(**) Tenant compte de 235 215 pour l'amortissement de l'insuffisance relative aux intérêts calculé, à compter de 1987-1988, selon la méthode de nivellement des cotisations.

(3) Y compris un montant de 18 136 versé par la Caisse de dépôt et placement du Québec au Fonds consolidé du revenu, en vertu de la loi sur le Régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., c. R-9.1), représentant la somme des cotisations des participants, antérieures au 1^{er} avril 1996 à ce régime, dont 11 800 avait été encaissées au R.R.E.G.O.P.; en conséquence, la portion des contributions du Gouvernement à titre d'employeur qui avait été cumulée au passif du compte R.R.E.G.O.P. a été transférée au compte du Régime de retraite de certains enseignants pour un montant de 13 724. De plus, des montants de 922 pour le R.R.E.G.O.P. et 1 047 pour le R.R.F. ont été transférés au R.R.A.P.S.C., représentant les sommes cumulées à ces régimes pour des participants ayant opté pour le R.R.A.P.S.C..

(4) Incluant 1 739 au R.R.E.G.O.P., 206 au R.R.F. et 583 au R.R.E.F.Q. pour la participation de l'employeur inscrite aux comptes à fin déterminée.

R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.

R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.

R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.

R.R.M.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.

R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.

R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.

R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.

R.R.E.F.Q. = Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec.

SECTION 2

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Variation de liquidités relatives à l'encaisse	2-4
Nouveaux emprunts	2-4
Remboursements d'emprunts	2-11

FINANCEMENT
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

SOMMAIRE

		Pour le gouvernement du Québec	Pour le Fonds de financement
PAGE	Besoins financiers nets		
1-3	Activités de fonctionnement	1 995 023	
1-3	Activités d'investissement	140 223	1 513 089
		<u>2 135 246</u>	<u>1 513 089</u>
	Financement		
2-4	Variation de liquidités relatives à l'encaisse	1 432 315	31 678
2-4	Nouveaux emprunts	7 048 820	1 751 574
2-11	Remboursements d'emprunts (1)	- 6 254 858	206 807
	Variation des emprunts	793 962	1 544 767
	Revenu sur le Fonds d'amortissement des régimes de retraite	- 91 031	
		<u>702 931</u>	<u>1 544 767</u>
		<u>2 135 246 (2)</u>	<u>1 513 089 (2)</u>

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Incluant des contributions au fonds d'amortissement de 214 709 pour le gouvernement du Québec et de 2 244 pour le Fonds de financement.

(2) Excluant, en monnaie du Canada, la variation de change de l'année financière sur les emprunts en devises étrangères pour un montant de 1 054 574 pour le gouvernement du Québec et de 8 471 pour le Fonds de financement.

FINANCEMENT (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

VARIATION DE LIQUIDITÉS RELATIVES À L'ENCAISSE

DÉTAIL	Pour le gouvernement du Québec	Pour le Fonds de financement
	Variation	Variation
Espèces en banque	64 964	
Placements temporaires	1 367 351	
Emprunts temporaires		(31 678)
	1 432 315	(31 678)

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS

SOMMAIRE

	Valeur nominale (1)	Pour le gouvernement du Québec En équivalent canadien (2)	Pour le Fonds de financement En équivalent canadien (2)
MONNAIE DU CANADA (\$CAN)			
Bons du trésor	270 000		270 000
Produits d'épargne	476 949	476 949	
Obligations et billets	2 621 740	1 648 193	1 026 936
Billets à moyen terme sur le marché canadien	193 450	206 086	5 131
	3 562 139	2 331 228	1 302 067
MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (\$US)			
Billets de trésorerie	13 125		17 942
Obligations et billets	850 000	1 008 000	136 673
Billets à moyen terme sur le marché américain	463 506	496 722	135 600
Billets à moyen terme sur le marché européen	100 000		134 604
	1 426 631	1 504 722	424 819
MONNAIE DU JAPON (¥)			
Billets à moyen terme sur le marché américain	3 400 000	40 444	
Billets à moyen terme sur le marché européen	187 905 025	2 210 039	24 688
	191 305 025	2 250 483	24 688
MONNAIE DE L'ALLEMAGNE (DM)			
Billets à moyen terme sur le marché européen	116 500	103 099	
MONNAIE DE LA FRANCE (FF)			
Billets à moyen terme sur le marché européen	2 000 000	533 367	
MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE (£)			
Obligations et billets	150 000	325 549	
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises		372	
		7 048 820	1 751 574

FINANCEMENT (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (1)	Pour le gouvernement du Québec En équivalent canadien (2)	Pour le Fonds de financement En équivalent canadien (2)
MONNAIE DU CANADA				\$CAN		
Bons du trésor diverses	diverses	divers	divers	270 000		270 000 (3)
Produits d'épargne						
Obligations d'épargne du Québec						
1995-06-01	2005-06-01	4,5000 (a)	100,000	2 143	2 143	
1996-06-01	2006-06-01	4,5000 (b)	100,000	124 376	124 376	
				126 519	126 519	
Plan d'épargne placements diverses	diverses	divers	100,000	39 133	39 133	
Obligations à terme du Québec à taux fixe diverses	diverses	divers	100,000	29 203	29 203	
Obligations à terme du Québec à taux progressif diverses	diverses	divers	100,000	282 094	282 094	
				476 949	476 949	
Obligations et billets						
diverses	1997-2023	6,00 - 11,00		21 740 (4)	19 804	1 936
1996-04-01	2006-03-30	7,7500	97,227	350 000	350 000	
1996-04-19	2000-09-01	7,2500	99,517	125 000		125 000
1996-04-19	2002-04-01	9,2500	106,787	150 000	160 181 (5)	
1996-04-19	2006-03-30	7,7500	97,421	250 000	250 000	
1996-04-26	2009-04-01	11,0000	119,679	150 000	179 519 (6)	
1996-06-14	2023-01-16	9,3750	107,822	175 000	188 689 (7)	
1996-06-28	2003-12-01	7,5000	97,416	250 000	100 000	150 000
1996-07-19	2026-04-01	8,5000	98,301	400 000	400 000	
1996-11-29	2002-04-01	5,2500	98,564	400 000		400 000
1997-02-25	2007-10-01	6,5000	98,380	350 000		350 000
				2 621 740	1 648 193	1 026 936
Billets à moyen terme sur le marché canadien						
diverses	2000-2035	6,000 - 14,00		10 450 (4)	10 319	131
1996-08-14	2006-08-14	7,3000 (c)	98,449	4 000	4 000	
1996-08-14	2006-08-14	7,3000 (c)	98,361	3 000	3 000	
1996-08-28	2013-10-01	10,0000	114,984	25 000	28 746 (8)	
1996-09-11	2013-12-28	10,0000	112,742	32 000	36 077 (9)	
1996-12-27	2026-04-01	8,5000	109,944	100 000	109 944 (10)	
1997-02-05	2007-02-05	6,7000 (c)	98,622	3 000	3 000	
1997-02-05	2007-02-05	6,7000 (c)	98,152	11 000	11 000	
1997-03-10	2008-12-15	6,9800	100,000	5 000		5 000
				193 450	206 086	5 131
				3 562 139	2 331 228	1 302 067

FINANCEMENT (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (1)	Pour le gouvernement du Québec En équivalent canadien (2)	Pour le Fonds de financement En équivalent canadien (2)
MONNAIE DES ÉTATS-UNIS				\$US		
Billets de trésorerie diverses				13 125		17 942 (11)
Obligations et billets						
1997-01-30	2007-01-30	7,0000	99,166	750 000	1 008 000 (12)	
1997-03-05	2007-03-05	variable	99,630	100 000		136 673
				850 000	1 008 000	136 673
Billets à moyen terme sur le marché américain						
diverses	1997-2007	5,125 - 8,35		3 506 (4)	4 752	
1996-04-09	2026-04-09	6,620 - 7,380(d)	100,000	100 000		135 600 (13)
1996-04-11	2026-04-15	6,89 - 7,5 (e)	100,000	50 000	67 893	
1996-04-11	2026-04-15	6,86 - 7,5 (e)	100,000	50 000	67 893	
1996-07-22	2036-07-22	7,22 - 7,97 (f)	100,000	160 000	219 264 (14)	
1996-07-22	2026-07-22	7,2950	100,000	100 000	136 920 (15)	
				463 506	496 722	135 600
Billets à moyen terme sur le marché européen						
1997-01-15	2002-07-15	variable	100,000	50 000		67 538
1997-02-05	2002-08-05	variable	99,830	50 000		67 066
				100 000		134 604
				1 426 631	1 504 722	424 819
MONNAIE DU JAPON				¥		
Billets à moyen terme sur le marché américain						
1996-10-30	2017-10-30	3,9700	99,700	1 700 000	20 299	
1996-10-30	2018-10-30	3,9700	99,700	1 700 000	20 145	
				3 400 000	40 444	
Billets à moyen terme sur le marché européen						
1994-11-01	2009-11-01			5 025 (4)	61	
1996-06-06	2011-06-06	4,0600	100,000	5 000 000	62 777	
1996-06-20	2011-06-20	4,0000	99,500	2 000 000	25 106	
1996-07-10	2016-06-27	4,3050	100,000	8 000 000	98 699	
1996-07-11	2016-07-11	4,5000	101,480	5 000 000	62 640	
1996-07-17	2006-07-17	4,4500 (g)	99,325	1 100 000	13 712 (16)	
1996-09-19	2006-09-19	4,1500 (h)	99,250	500 000	6 223	
1996-09-26	2011-09-26	3,8750	100,000	10 000 000	124 764	

FINANCEMENT (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

					Pour le gouvernement du Québec	Pour le Fonds de financement
Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (1)	En équivalent canadien (2)	En équivalent canadien (2)
MONNAIE DU JAPON (suite)				¥		
Billets à moyen terme sur le marché européen (suite)						
1996-09-26	2006-09-26	3,3000	100,000	5 000 000	62 339	
1996-09-26	2011-09-26	3,8500	100,000	10 000 000	124 677	
1996-09-26	2016-09-26	4,1250	100,000	5 000 000	62 339	
1996-09-26	2011-09-26	indexé (i)	100,000	500 000	6 219	
1996-10-17	2011-10-17	3,6700	99,900	500 000	6 059	
1996-10-21	2011-10-21	3,6600	99,750	1 000 000	12 062	
1996-10-24	2011-10-24	3,6450	99,388	2 000 000	24 108	
1996-10-24	2011-10-24	3,7000	99,800	500 000	6 008	
1996-10-24	2016-10-24	4,0000	99,500	500 000	6 003	
1996-10-25	2017-10-25	4,0200	100,000	6 000 000	71 739	
1996-10-28	2011-10-28	5,0000 (j)	99,000	10 000 000	120 282	
1996-10-28	2016-10-28	4,0000	99,560	5 000 000	59 863	
1996-10-28	2011-10-28	3,6500	99,200	5 000 000	59 856	
1996-11-07	2016-11-07	3,9500	99,780	9 600 000	113 178	
1996-11-14	2016-11-14	3,8000	98,440	20 000 000	235 761	
1996-11-21	2016-11-21	4,0000	100,000	1 000 000	12 057	
1996-11-22	2016-12-16	3,9600	100,000	1 000 000	12 052	
1996-11-27	2006-11-27	3,5500 (k)	99,700	1 000 000	12 023	
1996-11-29	2016-11-29	3,7500	100,000	1 000 000	11 927	
1996-12-18	2016-12-19	3,8200	100,000	5 000 000	59 717	
1996-12-18	2016-12-19	3,7600	100,000	3 000 000	36 423	
1996-12-19	2016-12-19	4,9000 (l)	100,000	2 000 000	23 904	
1996-12-19	2011-12-19	3,3100	99,400	7 700 000	92 720	
1996-12-19	2016-12-19	3,8000	100,000	5 000 000	60 368 (17)	
1996-12-24	2016-12-19	3,8000	99,710	5 000 000	59 894 (18)	
1997-01-09	2017-01-09	4,7000 (m)	99,700	3 000 000	35 129 (19)	
1997-01-22	2003-01-22	2,2500	101,410	2 000 000		23 096
1997-01-23	2017-01-23	3,7100	97,600	5 000 000	57 072 (20)	
1997-02-20	2012-03-20	3,4400	100,000	30 000 000	328 470 (21)	
1997-02-28	2017-02-28	3,7400	100,000	4 000 000	43 808	
1993-03-31	1998-03-31	8,1300				1 592 (4)
				187 905 025	2 210 039	24 688
				191 305 025	2 250 483	24 688
MONNAIE DE L'ALLEMAGNE				DM		
Billets à moyen terme sur le marché européen						
1996-04-26	1998-04-28	3,9000	99,950	5 000	4 473	
1996-05-02	1998-04-28	3,9000	99,950	2 000	1 794	
1996-06-26	1997-06-23	3,5000	99,980	7 500	6 704	
1996-09-26	1998-04-28	3,4500	100,000	2 000	1 808	
1996-11-29	2017-01-22	7,0800	99,070	100 000	88 320	
				116 500	103 099	

FINANCEMENT (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

				Pour le gouvernement du Québec	Pour le Fonds de financement	
Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale (1)	En équivalent canadien (2)	En équivalent canadien (2)
MONNAIE DE LA FRANCE				FF		
Billets à moyen terme sur le marché européen						
1996-09-20	2007-09-20	6,8750	100,805	2 000 000	533 367 (22)	
MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE				£		
Obligations et billets						
1996-11-04	2011-11-04	8,6250	98,644	150 000	325 549	
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises					372	
					7 048 820	1 751 574

(a) Taux d'intérêt de 6,25 % du 1^{er} juin 1995 au 31 mai 1996 et 4,5 % du 1^{er} juin 1996 au 31 mai 1997. Par la suite, le taux sera déterminé par le Gouvernement.

(b) Taux d'intérêt de 4,5 % du 1^{er} juin 1996 au 31 mai 1997. Par la suite, le taux sera déterminé par le Gouvernement.

(c) Intérêts payable mensuellement.

(d) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 9 avril 2003, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,38 % jusqu'à échéance.

(e) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 17 avril 2006, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,5 % jusqu'à échéance.

(f) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 22 juillet 2006, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,97 % jusqu'à échéance.

(g) Taux d'intérêt fixe de 4,45 % payable annuellement en monnaie de l'Australie (569 \$A).

(h) Taux d'intérêt fixe de 4,15 % payable semi-annuellement en monnaie de la Nouvelle-Zélande (138 \$NZ).

(i) Taux d'intérêt = $12,7\% \times (\$/87,5) - 6,2\%$. La lettre «S» correspond au taux de change yen / \$australien.

(j) Taux d'intérêt fixe de 5 % payable annuellement en monnaie de l'Australie (5 618 \$A).

(k) Taux d'intérêt fixe de 3,55 % payable annuellement en monnaie des États-Unis (318 \$US).

(l) Taux d'intérêt fixe de 4,9 % payable annuellement en monnaie de l'Australie (1 072 \$A).

(m) Taux d'intérêt fixe de 4,7 % payable annuellement en monnaie des États-Unis (1 252 \$US).

(1) En milliers d'unités monétaires.

(2) Équivalent canadien de la valeur de réalisation ou de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

FINANCEMENT (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(3) Bons du trésor		Pour le Fonds de financement
Émis		270 000
Remboursés		
Net		270 000
(4) Montants d'intérêts capitalisés sur des emprunts émis à fort taux de prime ou d'escompte au cours des années antérieures.		
(5) Émission d'obligations à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 7,801 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 150 000 à l'échéance pour un capital reçu de 160 181.		
(6) Émission d'obligations à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,4655 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 150 000 à l'échéance pour un capital reçu de 179 519.		
(7) Émission d'obligations à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,619 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 175 000 à l'échéance pour un capital reçu de 188 689.		
(8) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,338 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 25 000 à l'échéance pour un capital reçu de 28 746.		
(9) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 8,571 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 32 000 à l'échéance pour un capital reçu de 36 077.		
(10) Emprunt à fort taux de prime dont le taux effectif pour l'acheteur est de 7,643 %. Les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale en monnaie du Canada de 100 000 à l'échéance pour un capital reçu de 109 944.		
(11) Billets de trésorerie		Pour le Fonds de financement
Monnaie des États-Unis		
Émis		53 829
Remboursés		35 887
Net		17 942
(12) Emprunt en monnaie des États-Unis de 750 000 ayant fait l'objet de quatre contrats d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 1 008 000 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.		
(13) Emprunt en monnaie des États-Unis de 100 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 135 600 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux fixe.		
(14) Emprunt en monnaie des États-Unis de 160 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 219 264 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.		
(15) Emprunt en monnaie des États-Unis de 100 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 136 920 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.		
(16) Emprunt en monnaie du Japon de 1 100 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 9 995 (équivalent canadien 13 712) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.		

FINANCEMENT (suite)
au 31 mars 1997(en milliers de dollars)

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

- (17) Emprunt en monnaie du Japon de 5 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 60 368 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (18) Emprunt en monnaie du Japon de 5 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 59 894 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts trimestriels à taux variable.
- (19) Emprunt en monnaie du Japon de 3 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 26 000 (équivalent canadien 35 129) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.
- (20) Emprunt en monnaie du Japon de 5 000 000 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 42 680 (équivalent canadien 57 072) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts semestriels à taux variable.
- (21) Emprunt en monnaie du Japon de 30 000 000 (équivalent canadien 329 903) dont 5 000 000 (équivalent canadien 55 350) ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis pour un montant de 40 400 (équivalent canadien 54 597). Une somme de 5 000 000 (équivalent canadien 55 350) a fait aussi l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada pour un montant de 54 670 lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux fixe, intérêts semestriels et trimestriels à taux variable.
- (22) Emprunt en monnaie de la France de 2 000 000 (équivalent canadien 532 492) dont 500 000 (équivalent canadien 133 300) ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie de la Suisse pour un montant de 118 765 (équivalent canadien 134 175) lors de l'émission et au remboursement avec intérêts annuels à taux fixe et semestriels à taux variable.

FINANCEMENT (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

SOMMAIRE

		Pour le gouvernement du Québec	Pour le Fonds de financement
	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (1)	En équivalent canadien (1)
MONNAIE DU CANADA (\$CAN)			
Bons du trésor	1 070 000	1 070 000	
Billets de trésorerie	52 520		52 520
Produits d'épargne	472 508	472 508	
Obligations et billets	2 396 454	2 264 929	131 525
Billets à moyen terme sur le marché canadien	6 000	6 000	
Billets à moyen terme sur le marché européen	505 792	505 792	
	<u>4 503 274</u>	<u>4 319 229</u>	<u>184 045</u>
MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (\$US)			
Billets de trésorerie	865 000	1 179 776	
Obligations et billets	13 657	18 617	
Billets à moyen terme sur le marché américain	54 000	73 613	
Billets à moyen terme sur le marché européen	115 051	136 320	20 518
	<u>1 047 708</u>	<u>1 408 326</u>	<u>20 518</u>
MONNAIE DU JAPON (¥)			
Billets à moyen terme sur le marché européen	<u>7 000 000</u>	<u>89 250</u>	
MONNAIE DE LA SUISSE (FS)			
Obligations et billets	<u>113 000</u>	<u>129 520</u>	
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises		<u>93 824</u>	
		<u>6 040 149</u>	<u>204 563</u>
PLUS: CONTRIBUTION AU FONDS D'AMORTISSEMENT DES EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		<u>214 709</u>	<u>2 244</u>
		<u>6 254 858</u>	<u>206 807</u>

FINANCEMENT (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

		Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
Date d'échéance	Date d'émission	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (1)	En équivalent canadien (1)	
MONNAIE DU CANADA		SCAN			
Bons du trésor diverses	diverses	1 070 000	1 070 000 (2)		
Billets de trésorerie diverses	diverses	52 520		52 520 (3)	
Produits d'épargne					
Obligations d'épargne du Québec					
1996-06-01	1981-06-01	74 002	74 002		
1996-06-01	1986-06-01	63 792	63 792		
1996-06-01	1989-06-01	64 522	64 522		
1997-06-01	1982-06-01	5 689	5 689		
1997-06-01	1987-06-01	3 711	3 711		
1998-06-01	1988-06-01	3 447	3 447		
2000-06-01	1990-06-01	9 378	9 378		
2001-06-01	1991-06-01	11 798	11 798		
2002-06-01	1992-06-01	15 722	15 722		
2003-06-01	1993-06-01	21 276	21 276		
2004-06-01	1994-06-01	23 445	23 445		
2005-06-01	1995-06-01	151 039	151 039		
2006-06-01	1996-06-01	15 146	15 146		
		462 967	462 967		
Plan d'épargne placements diverses	diverses	8 793	8 793		
Obligations à terme du Québec à taux fixe diverses	diverses	30	30		
Obligations à terme du Québec à taux progressif diverses	diverses	718	718		
		472 508	472 508		
Obligations et billets					
diverses	1963 - 1967	968	968		
diverses	1976 - 1977	7 653	7 653		
1996-04-09	1991-04-09	250 000	250 000		
1996-06-18	1981-06-18	149 015	149 015		
1996-09-02	1986-09-02	122 000	122 000		
1996-09-02	1986-09-02	75 000	75 000		
1996-09-02	1986-12-22	190 000	190 000		
1996-09-02	1987-01-15	50 000	50 000		

FINANCEMENT (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Pour le gouvernement du Québec	Pour le Fonds de financement
Date d'échéance	Date d'émission	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	En équivalent canadien (1)	En équivalent canadien (1)
MONNAIE DU CANADA (suite)		\$CAN		
Obligations et billets (suite)				
1996-09-09	1975-09-09	1 288	1 288 (4)	
1996-09-09	1975-09-09	53 779	53 779 (4)	
1996-10-08	1980-10-08	200 000	200 000	
1996-10-09	1991-10-09	131 525		131 525 (5)
1996-10-16	1978-10-16	125 000	125 000 (6)	
1996-10-20	1981-10-20	149 656	149 656	
1996-10-20	1981-11-10	50 000	50 000	
1996-11-01	1976-11-01	8 921	8 921	
1996-11-10	1975-11-10	750	750 (7)	
1996-11-10	1976-01-15	406	406 (7)	
1997-01-15	1985-12-23	100 000	100 000	
1997-01-29	1987-01-29	150 000	150 000	
1997-01-31	1972 - 1979-04-01	30 860	30 860 (8)	
1997-02-10	1987-02-10	164 000	164 000	
1997-02-10	1987-03-13	100 000	100 000	
1997-02-10	1987-04-23	50 000	50 000	
1997-03-01	1976-03-01	1 435	1 435 (9)	
1997-03-15	1977-03-15	60 000	60 000 (10)	
1997-03-22	1977-03-22	1	1	
1997-03-22	1982-03-22	174 197	174 197	
		2 396 454	2 264 929	131 525
Billets à moyen terme sur le marché canadien				
1997-02-28	1994-02-28	3 000	3 000	
1997-02-28	1994-02-28	3 000	3 000	
		6 000	6 000	
Billets à moyen terme sur le marché européen				
1996-06-14	1994-06-14	345 710	345 710 (11)	
1996-07-18	1995-01-18	144 600	144 600 (12)	
1997-01-23	1995-01-23	15 482	15 482 (13)	
		505 792	505 792	
		4 503 274	4 319 229	184 045

FINANCEMENT (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Unités monétaires en monnaies étrangères (1)	Pour le gouvernement du Québec En équivalent canadien (1)	Pour le Fonds de financement En équivalent canadien (1)
MONNAIE DES ÉTATS-UNIS		\$US		
Billets de trésorerie diverses	diverses	865 000	1 179 776 (3)	
Obligations et billets 1996-06-25	1986-06-24	13 657	18 617 (14)	
Billets à moyen terme sur le marché américain 1997-01-30	1991-11-26	54 000	73 613	
Billets à moyen terme sur le marché européen 1996-09-23	1995-03-23	100 000	136 320 (15)	
	1997-02-07	15 051		20 518 (16)
		115 051	136 320	20 518
		1 047 708	1 408 326	20 518
MONNAIE DU JAPON		¥		
Billets à moyen terme sur le marché européen 1996-08-31	1994-08-31	3 000 000	38 250	
	1997-03-26	2 000 000	25 500	
	1997-03-26	2 000 000	25 500	
		7 000 000	89 250	
MONNAIE DE LA SUISSE		FS		
Obligations et billets 1996-11-20	1986-11-20	113 000	129 520 (17)	
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises			93 824	
PLUS: CONTRIBUTION AU FONDS D'AMORTISSEMENT DES EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC			214 709	2 244
			6 254 858	206 807

FINANCEMENT (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères et en monnaie du Canada tiennent compte des contrats d'échange de devises et sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1996.

(2) Bons du trésor

	Pour le gouvernement du Québec	Pour le Fonds de financement
Remboursés	12 450 000	
Émis	11 380 000	
Net	1 070 000	

(3) Billets de trésorerie

Monnaie du Canada		
Remboursés		249 411
Émis		196 891
Net		52 520
Monnaie des États-Unis		
Remboursés	3 468 387	
Émis	2 288 611	
Net	1 179 776	

(4) Obligations échéant le 9 septembre 2000 remboursées par anticipation le 9 septembre 1996, tel que permis par l'option.

(5) Billets en monnaie de l'Italie de 150 000 000 venant à échéance le 9 octobre 1996 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis dans un premier temps. Le tout a refait l'objet de deux contrats d'échange de devises en monnaie du Canada.

(6) Obligations échéant le 16 octobre 2000 remboursées par anticipation le 16 octobre 1996, tel que permis par l'option.

(7) Obligations échéant le 10 novembre 2000 remboursées par anticipation le 10 novembre 1996, tel que permis par l'option.

(8) Obligations échéant du 1^{er} avril 2002 au 1^{er} avril 2006 remboursées par anticipation le 31 janvier 1997, tel que permis par l'option.

(9) Obligations échéant le 1^{er} mars 2001 remboursées par anticipation le 1^{er} mars 1997, tel que permis par l'option.

(10) Obligations échéant le 15 mars 2001 remboursées par anticipation le 15 mars 1997, tel que permis par l'option.

(11) Emprunt en monnaie du Japon ayant fait l'objet de contrats de change à terme en monnaie du Canada.

(12) Emprunt en monnaie des États-Unis ayant fait l'objet de contrats de change à terme en monnaie du Canada.

(13) Billets à moyen terme échéant le 23 janvier 1998 remboursés par anticipation le 23 janvier 1997, tel que permis par l'option. De plus, cet emprunt en monnaie du Japon a fait l'objet d'un contrat de change à terme en monnaie du Canada.

(14) Billets en monnaie du Japon de 1 800 000 venant à échéance le 25 juin 1996 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis.

(15) Billets à moyen terme échéant le 23 mars 2000 remboursés par anticipation le 23 septembre 1996, tel que permis par l'option.

(16) Billets à moyen terme en monnaie de la Grande-Bretagne de 10 000 venant à échéance le 7 février 1997 ayant fait l'objet d'un contrat d'échange de devises en monnaie des États-Unis.

(17) Obligations échéant le 20 novembre 1998 remboursées par anticipation le 20 novembre 1996, tel que permis par l'option.

SECTION 3

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

au 31 mars 1997

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	3-3
Débiteurs	3-4
Intérêts courus sur placements	3-5
Placements	3-6
Continuité de la provision pour créances douteuses	3-22
Frais reportés	3-23
PASSIF	
Emprunts temporaires	3-24
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	3-25
Comptes à fin déterminée	3-25
Créditeurs et frais à payer	3-26
Intérêts courus sur emprunts	3-26
Continuité du comptes des congés de maladie et vacances	3-26
Continuité de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties	3-27
Continuité de la provision pour pertes sur placements en actions	3-27
Continuité de la provision pour financer l'assainissement des eaux	3-27
Continuité du compte Régimes de retraite	3-28
Sommaire des emprunts par monnaie	3-29
Sommaire des emprunts par monnaie et catégorie d'emprunt	3-30
Emprunts	3-32
Fonds d'amortissement	3-43
Provenance et utilisation des fonds - Fonds d'amortissement	3-44
Échéancier sommaire des emprunts	3-45
Engagements	3-46
Échéancier sommaire des engagements de transfert pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	3-47
Détail des engagements	3-48
Interventions financières garanties	3-74

ACTIF
PLACEMENTS TEMPORAIRES
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1997	1996
Détail					
En monnaie du Canada:					
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1996-03-21	1996-04-01	5,0600		2 995
Banque Fuji du Canada	1996-03-29	1996-04-01	5,1500		25 000
Banque de Hong Kong du Canada	1996-03-27	1996-04-01	4,9900		50 000
Banque de Montréal	1996-03-21	1996-04-01	5,0000		135 000
Banque de Montréal	1996-03-27	1996-04-02	4,9500		165 000
Banque Laurentienne du Canada	1996-03-19	1996-04-01	5,1800		4 192
Banque Nationale du Canada	1996-02-23	1996-05-10	5,2300		13 254
Banque Nationale du Canada	1996-03-05	1996-04-26	5,1700		16 689
Banque Nationale du Canada	1996-03-06	1996-05-10	5,1900		17 311
Banque Nationale du Canada	1996-03-08	1996-05-24	5,2500		14 836
Banque Nationale du Canada	1996-03-20	1996-04-01	5,0500		11 000
Banque Nationale du Canada	1996-03-22	1996-04-04	4,9300		59 895
Banque Nationale du Canada	1996-03-25	1996-04-01	4,9500		40 000
Banque Nationale du Canada	1996-03-27	1996-04-01	4,9500		27 000
Banque Royale du Canada	1996-03-21	1996-04-04	5,0500		2 795
Banque Royale du Canada	1996-03-22	1996-04-01	4,8750		110 000
Banque Royale du Canada	1996-03-25	1996-04-04	4,9300		11 584
Banque Toronto-Dominion	1996-03-20	1996-04-04	5,0800		8 682
Banque Toronto-Dominion	1996-03-20	1996-04-04	5,0800		21 954
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1996-03-20	1996-04-01	5,0625		25 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1996-03-22	1996-04-01	5,0000		100 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1996-03-25	1996-04-01	5,0000		75 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1996-03-29	1996-04-04	5,0500		10 000
CTI Capital Inc.	1996-03-08	1996-05-03	5,2500		4 960
CTI Capital Inc.	1996-03-08	1996-05-17	5,2450		9 900
CTI Capital Inc.	1996-03-20	1996-04-30	5,0600		54 391
Merrill Lynch Canada Inc.	1996-03-06	1996-05-03	5,1900		1 666
Nesbitt Burns	1996-03-05	1996-04-26	5,1700		7 346
RBC Dominion Securities Inc.	1996-03-05	1996-05-03	5,1700		11 901
Richardson Greenshields du Canada Ltée	1996-03-29	1996-04-01	5,1250		240 000
Société Générale (Canada)	1996-03-29	1996-04-01	5,1250		50 000
Union de Banques Suisses (Canada)	1996-03-28	1996-04-01	5,0500		40 000
					1 367 351

DÉBITEURS
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires - remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1997	1996	1997	1996 (reclassé)	1997	1996 (reclassé)
Par catégorie et sous-catégorie de revenus						
Impôts sur les revenus et les biens:						
Impôt sur le revenu des particuliers	470 498	455 517	1 412 114	1 296 068	1 882 612	1 751 585
Cotisations au Fonds des services de santé	125 329	122 351			125 329	122 351
Impôts des sociétés			354 871	316 630	354 871	316 630
Droits de successions			138	1 165	138	1 165
Taxes à la consommation:						
Ventes au détail	833 516	1 022 953	544 086	496 049	1 377 602	1 519 002
Carburants	123 603	188 083	20 468	18 398	144 071	206 481
Tabac	25 657	22 041	22 064	19 469	47 721	41 510
Pari mutuel		157	294	294	294	451
Droits et permis:						
Ressources forestières			26 969	18 765	26 969	18 765
Véhicules automobiles	59 514	61 240			59 514	61 240
Autres	8 355	11 410	11 450	13 693	19 805	25 103
Revenus divers:						
Ventes de biens et services			137 999	186 420	137 999	186 420
Autres			458 866	311 351	458 866	311 351
Revenus provenant des organismes et entreprises du gouvernement -						
Dividendes:						
Société des alcools du Québec			30 000	33 000	30 000	33 000
Autres			37 200		37 200	
Total des revenus autonomes	1 646 472	1 883 752	3 056 519	2 711 302	4 702 991	4 595 054
Transferts du gouvernement du Canada:						
Aide financière - Catastrophes			7 406	59 089	7 406	59 089
Aide juridique			4 058	4 162	4 058	4 162
Assurance - Récolte			2 067	1 228	2 067	1 228
Bilinguisme			43 498	12 071	43 498	12 071
Enseignement aux enfants indiens			2 602	139 703	2 602	139 703
Formation professionnelle des adultes			50 933	42 047	50 933	42 047
Réadaptation professionnelle des personnes handicapées			383	8 158	383	8 158
Réseau routier de l'Outaouais				3 704		3 704
Services de traitement et de réadaptation			6 002	881	6 002	881
Autres (1)			9 388	7 044	9 388	7 044
Total des transferts du gouvernement du Canada			126 337	278 087	126 337	278 087
Total des revenus	1 646 472	1 883 752	3 182 856	2 989 389	4 829 328	4 873 141

DÉBITEURS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	Agents et mandataires - remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1997	1996	1997	1996	1997	1996
				(reclassé)		(reclassé)
Par catégorie et sous-catégorie de revenus (suite)						
Comptes à fin déterminée:						
Revenus divers						
Ventes de biens et services:						
Gestion de la T.P.S. -						
Opération			1 914		1 914	
Gestion de la T.P.S. -						
Implantation						
Revenus autonomes de						
l'Assemblée nationale			49	67	49	67
Autres			2 703	3 636	2 703	3 636
Transferts du gouvernement du						
Canada - Autres programmes						
Développement forestier				7 110		7 110
Développement minéral			9 118	10 407	9 118	10 407
Programme stratégique Canada-						
Québec d'amélioration routière			5 421	4 631	5 421	4 631
Travaux d'infrastructure			121 729	113 714	121 729	113 714
Autres (1)			4 795	7 032	4 795	7 032
Total des comptes à fin déterminée			145 729	146 597	145 729	146 597
Dépenses et autres			446 784	253 390	446 784	253 390
Total des débiteurs	1 646 472	1 883 752	3 775 369 (2)	3 389 376	5 421 841	5 273 128 (2)
Moins: Provision pour						
créances douteuses			1 219 261 (2)	948 857	1 219 261	948 857 (2)
	1 646 472	1 883 752	2 556 108	2 440 519	4 202 580	4 324 271

(1) Comprend des montants inférieurs à 3 000.

(2) Après avoir déduit des créances radiées de 21 027.

INTÉRÊTS COURUS SUR PLACEMENTS
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Municipalités et organismes municipaux	2 245	2 389
Particuliers, sociétés et autres	10 224	344
Placements temporaires		1 613
	12 469	4 346

PLACEMENTS
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1997	1996
Sommaire			
1	Organismes et entreprises du Gouvernement	14 093 171 40 610 (1)	13 556 872 40 610 (1)
2	Municipalités et organismes municipaux (voir pages 3-16 à 3-19)		
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	
3	Particuliers, sociétés et autres (voir pages 3-20 et 3-21)	14 473	14 000
		14 148 254	13 611 482

		Actions	
		1997	1996
1	Organismes et entreprises du Gouvernement		
1	Commission de la santé et de la sécurité du travail		
2	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
3	Hydro-Québec	12 884 509	12 223 509
4	Loto-Québec	93 853	46 505
5	Société de financement agricole		
6	Société de développement de la Baie James	2 751	2 974
7	Société de développement des entreprises culturelles		
8	Société de développement industriel du Québec	32 944 (1)	32 944 (1)
9	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR	226 156	227 368
10	Société des alcools du Québec	41 326	33 730
11	Société des établissements de plein air du Québec		
12	Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	1 464	1 489
13	Société générale de financement du Québec	573 718	549 759
14	Société immobilière du Québec	82 209	80 208
		7 666 (1)	7 666 (1)
15	Société Innovatech du Grand Montréal		
16	Société Innovatech du Sud du Québec		
17	Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches		
18	Société nationale de l'amiante	5 621	262
19	Société québécoise des transports	565	543
20	Société québécoise d'exploration minière	72 766	72 629
21	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	107 617	95 513
22	Société québécoise d'initiatives pétrolières	19 894	222 383
23	Télé-Québec		
24	Opérations entre apparentés - Gain non réalisé	(19 278)	
		14 093 171 40 610 (1)	13 556 872 40 610 (1)

Note: Les actions sont inscrites selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Les dotations et les obligations et billets le sont au coût alors que les prêts et avances le sont à la valeur de réalisation.

(1) Dotations

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1997	1996	1997	1996	1997	1996
9 000	9 000	89 216	32 080	14 191 387 40 610 (1)	13 597 952 40 610 (1)
24 759	26 251 1	4 886 2 400	5 093 3 292	29 645 2 400	31 344 3 293
24 759	26 252	7 286	8 385	32 045	34 637
		414 556	223 468	429 029	237 468
33 759	35 252	511 058	263 933	14 693 071	13 910 667

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1997	1996	1997	1996	1997	1996
		598		598	1
		10 000	10 000	10 000	2
		6 500	6 500	12 891 009	12 230 009 3
				93 853	46 505 4
		100	100	100	100 5
				2 751	2 974 6
		5 000		5 000	7
				32 944 (1)	32 944 8
		13 680	13 680	239 836	241 048 9
				41 326	33 730 10
		15 000		15 000	11
				1 464	1 489 12
				573 718	549 759 13
				82 209	80 208 14
				7 666 (1)	7 666
		26 000		26 000	15
		3 655		3 655	16
		6 883		6 883	17
				5 621	262 18
				565	543 19
				72 766	72 629 20
				116 617	104 513 21
9 000	9 000			19 894	222 383 22
		1 800	1 800	1 800	1 800 23
				(19 278)	24
9 000	9 000	89 216	32 080	14 191 387 40 610 (1)	13 597 952 40 610 (1)

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1997	1996
<hr/>			
Commission de la santé et de la sécurité du travail L.R.Q., c. A-3.001, a. 342	Avances	598	
<hr/>			
<p>Les cas d'accidents de travail survenus avant le 1^{er} janvier 1981 sont indemnisés à partir des avances des ministères ou organismes du Gouvernement consignés à la CSST. Ces avances ne comportent aucune modalité de remboursement et sont sans intérêt. Au 31 mars 1997, elles s'élèvent à 598.</p>			
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers L.R.Q., c. A-29.1, aa. 23.2 et 23.3	Avances	10 000	10 000
<hr/>			
<p>Selon les dispositions de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, avancer au Fonds les montants nécessaires pour l'application de cette loi.</p> <p>Au 31 mars 1997, les taux d'intérêt et les modalités de remboursement de ces avances n'étaient pas déterminés.</p>			
Hydro-Québec L.R.Q., c. H-5, aa. 3.2 et 28	Actions	12 884 509	12 223 509
	Avances	6 500	6 500
		<hr/>	<hr/>
		12 891 009	12 230 009
<hr/>			
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 divisé en 50 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1997, le ministre des Finances détient 43 741 090 actions et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980 au montant de 4 374 109.</p> <p>Au 31 mars 1997, ces actions ont une valeur de consolidation de 12 884 509.</p> <p>Au 31 mars 1997, les avances en cours s'élèvent à 6 500 remboursable jusqu'en l'an 1998, par Nouveler Inc., filiale d'Hydro-Québec. Ces avances sont sans intérêt.</p>			
Loto-Québec L.R.Q., c. S-13.1, aa. 5 et 6	Actions	93 853	46 505
<hr/>			
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 170 divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>Au 31 mars 1997, le Ministre détient 1 700 actions pour un coût de 170 dont la valeur de consolidation est de 93 853.</p>			

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Sidbec L.R.Q., c. E-14, aa. 1, 14, 14.1 et 16 L.Q., 1988, c. 70, aa. 9 et 10		
Actions		
Le fonds social autorisé de la Société est de 800 000. Il est divisé en 80 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.		
Au 31 mars 1997, le ministre des Finances détenait 64 589 398 actions ordinaires acquises pour 663 560 dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 688 593 (704 079 en 1996) de cette entreprise.		
Société de développement de la Baie James L.R.Q., c. D-8, aa. 24 et 25		
Actions	2 751	2 974
Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu et ce, au rythme de 10 000 par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.		
Au 31 mars 1997, Le Ministre détient 6 000 000 d'actions pour un coût de 60 000 dont la valeur de consolidation est de 2 751.		
Société de développement des entreprises culturelles L.R.Q., c. S-10.002, a. 38		
Avances	5 000	

La Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles prévoit que le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société à même le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire pour rencontrer ses obligations ou pour l'exercice de ses objets ou pouvoirs.

Au 31 mars 1997, le ministre des Finances a consentie une avance de 5 000 au taux du rendement versé par le Fonds d'investissement, Société en commandite. Le remboursement de l'avance sera effectué au plus tard le 31 décembre 2006.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Société de développement industriel du Québec		
L.R.Q., c. S-11.01, a. 46.1		
Dotation	32 944	32 944
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le ministre des Finances à la Société.</p> <p>Au 31 mars 1997, le Ministre avait versé 32 944 à ce titre qui fut appliqué au remboursement des avances consenties par le Ministre.</p>		
Société de financement agricole		
L.R.Q., c. S-11.0101, a. 29		
L.R.Q., c. C-78, a. 46.3		
Avances	100	100
<p>Pour l'exécution du mandat de la Loi sur la Société de financement agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, le ministre des Finances a consenti des avances sans intérêt pour le fonds de roulement de la Société.</p> <p>Au 31 mars 1997, les avances consenties sont de 100 et les modalités de remboursements de ces avances n'étaient pas déterminées</p>		
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - REXFOR		
L.R.Q., c. S-12, aa. 4, 6, 7, 7.1 et 22		
L.Q., 1996, c. 24, a. 4		
Actions	226 156	227 368
Avances	13 680	13 680
	239 836	241 048
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 400 000 divisé en 4 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1997, le ministre des Finances détient 2 103 900 actions pour un coût de 210 390 dont la valeur de consolidation est de 226 156.</p> <p>Au 31 mars 1997, le ministre des Finances a consenti une avance de 13 680 sans intérêt pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée.</p>		

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1997	1996
<hr/>		
Société des alcools du Québec L.R.Q., c. S-13, aa. 5 et 6	Actions	
	41 326	33 730
<hr/>		
<p>Le fonds social de la Société est de 30 000 divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>Au 31 mars 1997, le ministre des Finances détient 300 000 actions pour un coût de 30 000 dont la valeur de consolidation est de 41 326.</p>		
Société des établissements de plein air du Québec L.R.Q., c. S-13.01, aa. 20, 21, 24 et 26	Actions	
	15 000	
	Avances	
	15 000	
<hr/>		
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 divisé en 750 000 actions d'une valeur de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, Le Gouvernement a transféré à la Société, des biens meubles et immeubles pour une valeur de 26 862. À titre de paiement, la Société a émis 268 617 actions en faveur du ministre des Finances. Le ministre des Finances a également versé 24 125 pour 241 250 actions.</p> <p>Au 31 mars 1997, le ministre des Finances détient 509 867 actions dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 67 090 (63 880 en 1996) de cette entreprise.</p> <p>De plus, pour permettre à la Société d'accomplir correctement son mandat et afin de corriger sa structure financière le Gouvernement a autorisé, par le décret 429-97, le Secrétariat du Développement des régions à consentir un prêt sans intérêt à la Société.</p> <p>Au 31 mars 1997, le prêt s'élevait à 15 000 et les modalités de remboursements étaient indéterminées.</p>		
Société des Traversiers du Québec L.R.Q., c. S-14, aa. 4 et 5	Actions	
<hr/>		
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au ministre des Finances.</p> <p>Au 31 mars 1997, le Ministre détient 15 000 actions pour un coût de 1 500 dont la valeur de consolidation est nulle tenant compte du déficit accumulé de 6 752 (5 581 en 1996) de cette entreprise.</p>		

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud L.R.Q., c. S-16.01, aa. 11 et 12		
Actions	1 464	1 489

Le fonds social autorisé de la Société est de 1 divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60 % et 40 %.

Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de la Société. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre de l'Expansion industrielle régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.

Au 31 mars 1997, le ministre des Finances a versé 600 \$ dans la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud. Le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie détient 600 actions de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud pour un coût de 600 \$ dont la valeur de consolidation est de 1 464.

Société générale de financement du Québec
L.R.Q., c. S-17, aa. 6, 8, 10 et 11

Actions	573 718	549 759
----------------	---------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 850 000 divisé en 85 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 50 250 000 actions ordinaires.

Au 31 mars 1997, le ministre des Finances détient 34 749 995 actions ordinaires pour un coût de 343 768. La valeur de consolidation de ce placement en actions est de 573 718.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Société immobilière du Québec		
L.R.Q., c. S-17.1, aa. 24, 31 et 64		
Actions	82 209	80 208
Dotations	7 666	7 666
	89 875	87 874

Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$.

Pour l'exécution de son mandat, le Gouvernement a transféré à la Société des biens meubles et immeubles pour une valeur de 527 985. À titre de paiement, la Société a émis 80 001 d'actions et un billet à demande de 447 985 ne portant pas intérêt en faveur du ministre des Finances. Le solde dû sur le billet est nul au 31 mars 1997.

Au 31 mars 1997, le ministre des Finances détient 80 001 actions pour un coût de 80 001 dont la valeur de consolidation est de 82 209.

Depuis le 1^{er} octobre 1984, la Société s'est substituée à la Société de développement immobilier du Québec et, en cette qualité, elle en assume les pouvoirs, les obligations et en acquiert les droits. Une somme de 7 666, ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement, avait été versée par le ministre des Finances à la Société de développement immobilier du Québec et représente au 31 mars 1997 une dotation du ministère des Finances en faveur de la Société.

Société Innovatech du Grand Montréal
L.R.Q., c. S-17.2, a. 35

Avances	26 000
----------------	--------

La Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal prévoit que le ministre des Finances est autorisé à verser à la Société une contribution d'un montant n'excédant pas 300 000 pour la période du 23 juin 1992 au 31 mars 2000, en plusieurs versements, dont les dates, montants et conditions sont déterminées par le Gouvernement.

Au 31 mars 1997, le ministre d'État de l'Économie et des Finances et le ministre d'État à la Métropole ont consenti des avances de 26 000 à la Société, échéant le 31 mars 2000.

Société Innovatech du sud du Québec
L.R.Q., c. S-17.2.1, a. 35

Avances	3 655
----------------	-------

Le ministre des Finances est autorisé à verser à la Société, pour la réalisation de sa mission, une contribution, sous forme de subventions et d'avances, d'un montant n'excédant pas quarante millions de dollars pour la période du 16 mai 1995 au 31 mars 2000.

Au 31 mars 1997, le ministre d'État de l'Économie et des Finances et la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce ont consenti des avances de 3 655 à la Société sans intérêt et sans échéance déterminée.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

		1997	1996
<hr/>			
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches L.R.Q., c. S-17.3, a. 35			
	Avances	6 883	
<hr/>			
<p>Le ministre des Finances est autorisé à verser à la Société, pour la réalisation de sa mission, une contribution, sous forme de subventions et d'avances, d'un montant n'excédant pas soixante millions de dollars pour la période du 17 décembre 1993 au 31 mars 2000.</p> <p>Au 31 mars 1997, le ministre d'État de l'Économie et des Finances et la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce ont consenti des avances de 6 883 à la Société sans intérêt et sans échéance déterminée.</p>			
Société nationale de l'amiante L.R.Q., c. S-18.2, aa. 11 et 13			
	Actions	5 621	262
<hr/>			
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1997, le ministre des Finances détient 158 369 actions pour un coût de 158 369 dont la valeur de consolidation est de 5 621.</p>			
Société québécoise des transports L.R.Q., c. S-22.1, aa. 23 et 25			
	Actions	565	543
<hr/>			
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1997, le ministre des Finances détient 286 798 actions ordinaires pour un coût de 28 680.</p> <p>De plus, le ministre des Transports détient 6 666 666 actions privilégiées de catégorie B, participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. (filiale de cette Société) qu'il a acquis en 1981 pour 15 000.</p> <p>La valeur de consolidation de ce placement au 31 mars 1997 est de 565.</p>			
Société québécoise d'exploration minière - SOQUEM L.R.Q., c. S-19, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 11.1 et 21.1			
	Actions	72 766	72 629
<hr/>			
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1997, le Ministre détient 4 660 000 actions pour un coût de 46 600 dont la valeur de consolidation est de 72 766.</p>			

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)
Organismes et entreprises du Gouvernement

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires - SOQUIA L.R.Q., c. S-21, aa. 5, 7 et 7.1		
Actions	107 617	95 513
Billets	9 000	9 000
	116 617	104 513

Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1997, le Ministre détient 588 000 actions pour un coût de 58 800 dont la valeur de consolidation est de 107 617.

La Société a émis un billet à ordre de 9 000 en faveur du gouvernement du Québec à titre de paiement partiel du billet émis antérieurement par Sucre Lantic Ltée. La date de remboursement du billet se situe entre le 15 mars 1998 et le 15 mars 2002.

Société québécoise d'initiatives pétrolières - SOQUIP
L.R.Q., c. S-22, aa. 4, 6, 7, 8, 9, 9.1, 9.2, 9.2.1 et 9.3

Actions	19 894	222 383
----------------	--------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 2 600 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1997, le Ministre détient 60 000 actions pour un coût de 3 000 dont la valeur de consolidation est de 19 894.

Au cours de l'exercice 1996-1997, le ministre des Finances a demandé à la Société de procéder à la réduction de 185 900 de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital. Cette réduction n'a eu aucun effet sur son capital-actions autorisé.

Télé-Québec
L.Q., c. 20, a. 22

Avances	1 800	1 800
----------------	-------	-------

La Loi sur la Société de télédiffusion du Québec prévoit que le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat.

Au 31 mars 1997, le ministre des Finances a consenti une avance de 1 800 à Télé-Québec sans intérêt et sans échéance déterminée aux fins de la constitution d'un fonds spécifique de production de matériel audio-visuel à caractère éducatif.

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces organismes et entreprises dans lesquels le Gouvernement a investi, il faut consulter leurs états financiers ou le volume «États financiers des entreprises du gouvernement du Québec» publié annuellement, qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(en milliers de dollars)

			Taux %
2 Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités			
1	Alma	B	6,70570
2	Beauport (Giffard)	B	6,94800
3	Bécancour	B	8,54370
4	Charlesbourg	B	7,82930
5	Deux-Montagnes	B	8,49770
6	Lachute	B	9,64550
7	Lachute	B	8,11520
8	Lévis (Lauzon)	B	7,93960
9	Lévis	B	7,48690
10	Lévis (St-David-de-l'Auberivière)	B	7,26940
11	Mirabel	B	10,00950
12	Montréal	C	
13	Oka	B	8,28120
14	Port-Cartier	B	7,36030
15	Port-Cartier	B	8,20480
16	Port-Cartier	B	7,73140
17	Port-Cartier	B	8,16210
18	Port-Cartier	B	8,34770
19	Port-Cartier	B	9,39330
20	Port-Cartier	B	7,35400
21	Port-Cartier	B	9,47380
22	Port-Cartier	B	9,98740
23	Québec	B	7,57440
24	Québec	B	7,58460
25	Québec	B	7,97370
26	Sept-Îles	B	7,01810
27	Sept-Îles	B	7,21270
28	Sept-Îles	B	7,37660
29	Sept-Îles	B	7,53240
30	Sept-Îles	B	8,65480
31	Sept-Îles	B	9,83100
32	St-Eustache	B	8,53590
33	St-Eustache	B	9,28910
34	St-Eustache	B	9,14540
35	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,88520
36	Ste-Foy	B	8,28500
37	Ste-Foy	B	9,36140
38	St-Henri	B	7,18320
39	St-Jérôme	B	8,51550
40	St-Jérôme	B	9,61750
41	Ste-Lucie-de-Beauregard	C	

Obligations et billets			Prêts et avances		Total		
Échéance	1997	1996	1997	1996	1997	1996	
2002-03-31	150	150			150	150	1
2002-03-31	72	72			72	72	2
2006-04-01	138	146			138	146	3
2005-04-01	706	759			706	759	4
2007-04-01	128	135			128	135	5
2007-04-01	373	392			373	392	6
2005-04-01			189	202	189	202	7
2006-04-01	529	563			529	563	8
2004-04-01	1 276	1 390			1 276	1 390	9
2003-04-01	221	245			221	245	10
1997-04-01	40	40			40	40	11
			2 400	3 292	2 400	3 292	12
2005-04-01	289	310			289	310	13
2003-04-01	208	231			208	231	14
2006-04-01	1 740	1 850			1 740	1 850	15
2005-04-01	137	147			137	147	16
2005-04-01	186	200			186	200	17
2007-04-01	174	184			174	184	18
2007-04-01	317	333			317	333	19
2004-04-01			5	5	5	5	20
2009-04-01			1 177	1 223	1 177	1 223	21
2009-04-01			1 222	1 267	1 222	1 267	22
2004-04-01	291	317			291	317	23
2005-04-01	2 121	2 281			2 121	2 281	24
2005-04-01	750	806			750	806	25
2002-03-31	201	201			201	201	26
2003-04-01	54	60			54	60	27
2004-04-01	751	818			751	818	28
2004-04-01	1 962	2 136			1 962	2 136	29
2006-04-01	144	153			144	153	30
2009-04-01	2 391	2 480			2 391	2 480	31
2006-04-01	179	191			179	191	32
2007-04-01	296	311			296	311	33
2007-04-01	34	35			34	35	34
2005-04-01	219	235			219	235	35
2006-04-01	363	385			363	385	36
2006-04-01	1 684	1 784			1 684	1 784	37
2002-03-31	7	7			7	7	38
2006-04-01	462	491			462	491	39
2009-04-01	61	63			61	63	40
2000-11-01		1				1	41

PLACEMENTS (suite)**DÉTAIL (suite)**

(en milliers de dollars)

			Taux %
<hr/>			
2	Municipalités et organismes municipaux (suite)		
	Municipalités (suite)		
42	St-Romuald	B	7,26940
43	Ste-Thérèse	B	9,35940
44	Ste-Thérèse	B	9,41460
45	Ste-Thérèse	B	8,27580
46	Ste-Thérèse	B	8,65460
47	Terrebonne	B	8,20940
48	Trois-Rivières	B	6,99390
49	Trois-Rivières	B	7,62970
50	Trois-Rivières	B	7,25510
51	Trois-Rivières	B	7,47960
52	Trois-Rivières	B	6,30080
53	Trois-Rivières	B	9,51470
	Organismes municipaux		
54	Comité d'enfouissement sanitaire Argenteuil/Deux-Montagnes (Lachute)	B	9,98210
55	Comité intermunicipal Deux-Montagnes (St-Eustache)	B	9,71250
56	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,44500
57	Communauté urbaine de Québec	B	7,35890
58	Communauté urbaine de Québec (B.A.E.Q.M.)	B	7,47540
59	Communauté urbaine de Québec	B	8,30520

Moins: Provision pour créances douteuses

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1997	1996	1997	1996	1997	1996
2003-04-01	56	62			56	62
2006-04-01	39	41			39	41
2006-04-01	115	122			115	122
2005-04-01	71	76			71	76
2006-04-01			250	265	250	265
2006-04-01	246	261			246	261
2002-03-01	424	424			424	424
2005-04-01	168	180			168	180
2003-04-01	236	261			236	261
2004-04-01	120	131			120	131
2005-04-01	41	45			41	45
2007-04-01	1 346	1 414			1 346	1 414
	21 516	22 919	5 243	6 254	26 759	29 173
2009-04-01			446	446	446	446
2007-04-01				489		489
2002-03-31	2 240	2 240			2 240	2 240
2004-04-01	582	634			582	634
2004-04-01	421	459			421	459
2007-04-01			1 597	1 685	1 597	1 685
	3 243	3 333	2 043	2 620	5 286	5 953
	24 759	26 252	7 286	8 874	32 045	36 126
				489		489
	24 759	26 252	7 286	8 385	32 045	34 637

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

(en milliers de dollars)

		Actions	
		1997	1996
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Autres		
4	Moins: Provision pour créances douteuses		
	Sociétés et autres		
5	Avances permanentes aux employés du Gouvernement (Frais de déplacement) et fonds locaux		
6	Conseil des cris d'Oujébougomou		
7	Coopératives		
8	Corporations agricoles		
9	Corporations industrielles		
10	Corporations minières		
11	Corporations touristiques		
12	Fonds d'aide aux entreprises		
13	Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées		
14	Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier		
15	Fonds de gestion des départs assistés		
16	Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger		
17	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	10 000	10 000
18	Fonds des pensions alimentaires		
19	Fonds des services gouvernementaux		
20	Fonds des services de police		
21	Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances		
22	Fonds des technologies de l'information sous la responsabilité de la ministre de la Sécurité du revenu et ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité		
23	Fonds des technologies de l'information du ministère du Conseil du trésor		
24	Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu		
25	Fonds d'information géographique et foncière		
26	Fonds du Bureau de la statistique du Québec		
27	Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles		
28	Groupe Gérard Saucier Ltée		
29	Office des professions du Québec	473	
30	Pêcheurs	4 000	4 000
31	Société de développement autochtone de la Baie James		
		14 473	14 000
32	Moins: Provision pour créances douteuses	14 473	14 000
		14 473	14 000

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1997	1996	1997	1996	1997	1996
		303 893 (1)	215 308	303 893	215 308
		3 237 (1)	5 977	3 237	5 977
		282	286	282	286
		307 412	221 571	307 412	221 571
		113 756 (1)	52 557	113 756	52 557
		193 656	169 014	193 656	169 014
		12 399 (1)	13 760	12 399	13 760
		5 000	5 000	5 000	5 000
		128	134	128	134
		743	161	743	161
		27 040 (1)	18 694	27 040	18 694
		125	98	125	98
		991	991	991	991
		10 204	3 802	10 204	3 802
		1 232		1 232	
		15 474		15 474	
		101 669		101 669	
		1 100	1 650	1 100	1 650
				10 000	
		5 182	3 751	5 182	3 751
			6 049		6 049
		21 703		21 703	
		3 092		3 092	
		8 694		8 694	
		913		913	
		15 056		15 056	
		449	449	449	449
		292	361	292	361
		3		3	
		3 050	3 200	3 050	3 200
		54	3 440	54	3 440
		13 781 (1)	13 006	14 254	13 006
				4 000	4 000
		248 374	74 546	262 847	88 546
		27 474 (1)	20 092	27 474	20 092
		220 900	54 454	235 373	68 454
		414 556	223 468	429 029	237 468

(1) Après déduction des créances radiées de 7 835 pour les étudiants, 565 pour les pêcheurs et 3 037 pour les sociétés et autres.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	Solde au 1 ^{er} avril 1996	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1997	Montant porté aux dépenses
DÉBITEURS	(reclassé)				
Ministères:					
Affaires municipales	421	421			138
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	587	44	543	681	(1)
Culture et Communications	107		107	106	
Éducation	4 576	9	4 567	6 447	1 880
Emploi, Solidarité et Condition féminine	165 333	5 683	159 650	183 630	23 980
Environnement et Faune	1 700	311	1 389	1 772	383
Finances	178	27	151	363	212
Industrie, Commerce, Science et Technologie	236	76	160	184	24
Justice	38 531		38 531	46 049	7 518
Office des services de garde à l'enfance	1 634		1 634	1 885	251
Ressources naturelles	3 923	3 252	671	897	226
Revenu	729 896	10 735	719 161	975 361	256 200
Santé et Services sociaux				200	200
Sécurité publique	262	41	221	267	46
Transports	358		358	427	69
Travail	1 055	421	634	932	298
Autres (1)	60	7	53	60	7
	<u>948 857</u>	<u>21 027</u>	<u>927 830</u>	<u>1 219 261</u>	<u>291 431</u>
PRÊTS ET AVANCES					
Municipalités et organismes municipaux:					
Comité intermunicipal Deux-Montagnes sud	489	489			
Particuliers:					
Étudiants	50 990	7 835	43 155	112 553	69 398
Pêcheurs	1 476	565	911	1 059	148
Autres (1)	91		91	144	53
	<u>52 557</u>	<u>8 400</u>	<u>44 157</u>	<u>113 756</u>	<u>69 599</u>
Sociétés et autres:					
Coopératives				100	100
Corporations agricoles				562	562
Corporations industrielles	9 645	2 966	6 679	8 783	2 104
Fonds d'aide aux entreprises	3 718		3 718	10 196	6 478
Pêcheurs (corporations)	6 728	70	6 658	7 825	1 167
Autres (1)	1	1		8	8
	<u>20 092</u>	<u>3 037</u>	<u>17 055</u>	<u>27 474</u>	<u>10 419</u>
	<u>73 138</u>	<u>11 926</u>	<u>61 212</u>	<u>141 230</u>	<u>80 018</u>
Total	<u>1 021 995</u>	<u>32 953</u>	<u>989 042</u>	<u>1 360 491</u>	<u>371 449</u>

(1) «Autres» comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100.

FRAIS REPORTÉS
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	1997		1996	
	Fonds de financement	Excluant le Fonds de financement	Fonds de financement	Excluant le Fonds de financement
Frais d'émission, escompte et prime	34 416	252 080	19 473	221 704
Escompte sur les bons du trésor	1 886	20 821		42 514
Compensation pour annulation de contrats d'échange		(198 752)		(241 370)
Instruments financiers de couverture		48 942		57 800
	36 302	123 091	19 473	80 648

PASSIF
EMPRUNTS TEMPORAIRES
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	Émissions et remboursements
Détail	
En monnaie du Canada:	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	251 642
Banque de Montréal	1 636 183
Banque Laurentienne du Canada	37 893
Banque Nationale du Canada	5 358 564
Banque République Nationale de New York au Canada	155 600
Banque Royale du Canada	1 228 847
Banque Scotia	211 981
Banque Toronto-Dominion	1 345 980
Caisse Centrale Desjardins du Québec	618 152
Caisse de dépôt et placement du Québec	562 500
Caisse de retraite Hydro-Québec Fonds 1	4 190
Caisse de retraite Hydro-Québec Fonds 2	271
Commission des affaires sociales	19 269
Commission de la santé et de la sécurité du travail	10 000
CTI Capital Inc.	162 800
Corporation d'hébergement du Québec	118 030
Fonds de financement	211 247
Fonds de la formation à distance	12 000
Fonds de la réforme du cadastre québécois	136 142
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	66 283
Fonds des services gouvernementaux	921 900
Fonds d'aide et d'indemnisation des victimes d'actes criminels	4 500
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	4 436 380
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	6 081 359
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	3 827 965
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commission scolaires	3 581 044
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement du Québec	22 758 039
Fonds d'information géographique et foncière	27 800
Fonds spécial olympique	22 625
Goldman, Sacks & Co. Inc.	65 000
Maxima Capital Inc.	98 500
Merrill Lynch Canada Inc.	50 660
Nesbitt Burns	101 017
RBC Dominion Securities Inc.	1 319 667
Richardson Greenshields du Canada Ltée	447 800
Société Générale (Canada)	132 000
Société Générale Valeurs Mobilières Inc.	381 000
SOQUIP	807 018
Scotia Mcleod	553 187
Wood Gundy Inc.	2 714 978
	60 480 013 (1)
Détail - Billets de trésorerie	
En monnaie des États-Unis:	
Banque Nationale du Canada	366 507
Citibank international plc.	55 121
Goldman Sacks & Co. Inc.	301 637
Gordon Capital Corporation	33 387
Merrill Lynch Canada Inc.	361 931
RBC Dominion Securities Inc.	711 195
SBC Warburg	33 258
	1 863 036 (2,3)
	62 343 049

(1) Excluant un montant en monnaie du Canada de 30 645 pour le Fonds de financement non remboursé au 31 mars 1997.

(2) Excluant un montant en monnaie du Canada de 147 075 pour le Fonds de financement non remboursé au 31 mars 1997.

(3) Équivalent canadien des billets de trésorerie en monnaie des États-Unis de 1 372 483.

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	Fiscalité municipale	Commission des normes du travail	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Autres	Total
Solde au début	331 853		(212)	487	10 213	342 341
Encaissements	368 027 (1)	33 270	41 123	3 459 243 (1)	177 343	4 079 006
Remises	351 511	32 344	41 666	3 459 730	152 825	4 038 076
Solde à la fin	<u>348 369</u>	<u>926</u>	<u>(755)</u>		<u>34 731</u>	<u>383 271</u>

(1) Les encaissements ont été diminués des frais de perception et de redistribution de 10 843 pour les «Diverses municipalités» ainsi que des frais de perception de 26 932 pour la Régie des rentes du Québec et de 293 pour la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (Fonds national de formation de la main-d'oeuvre) portés aux revenus «Ventes de biens».

COMPTES À FIN DÉTERMINÉE
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	1997			1996		
	Transferts du gouvernement du Canada - Autres programmes	Ventes de biens et services	Total	Transferts du gouvernement du Canada - Autres programmes	Ventes de biens et services	Total
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		378	378		379	379
Transferts du gouvernement du Canada:						
Entente auxiliaire sur le développement économique des régions du Québec	91		91			
Développement forestier	145		145			
Autres	17		17	17		17
	<u>253</u>	<u>378</u>	<u>631</u>	<u>17</u>	<u>379</u>	<u>396</u>

CRÉDITEURS ET FRAIS À PAYER
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Transferts aux		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement:		
Commissions scolaires	813 005	1 068 171
Collèges d'enseignement général et professionnel	48 414	56 893
Universités	7 686	17 447
Établissements de santé et de services sociaux	125 218	140 082
Municipalités et organismes municipaux	58 700	50 659
Organismes, entreprises du Gouvernement et fonds spéciaux	349 023	396 334
Autres bénéficiaires	153 790	203 460
	1 555 836	1 933 046
Rémunération	104 844	106 593
Fournisseurs et autres	648 524	751 653
	2 309 204	2 791 292

INTÉRÊTS COURUS SUR EMPRUNTS
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	1997		1996	
	Fonds de financement (1)	Excluant le Fonds de financement (1)	Fonds de financement (1)	Excluant le Fonds de financement (1)
En monnaie du Canada	175 874	1 075 819	159 345	1 334 899
En monnaie des États-Unis	4 450	281 560	2 773	228 878
En monnaie de l'Allemagne		16 499		19 714
En monnaie de la France		21 733		14 056
En monnaie de la Suisse		21 934		18 293
En monnaie du Japon	94	51 872		33 678
En monnaie de la Grande-Bretagne		12 324		464
En monnaie de la Nouvelle-Zélande		8		
	180 418	1 481 749	162 118	1 649 982

(1) Les intérêts courus sont présentés en monnaie de destination et tiennent compte des contrats d'échange de devises et de taux d'intérêts.

CONTINUITÉ DU COMPTE DES CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Montant porté à la dette nette au 1 ^{er} avril 1996	Paiements débités au compte	Montant porté aux dépenses	Solde à la fin
Maladies		539 287	49 751	(91)	489 445
Vacances		239 745	16 718	(30)	222 997
		779 032	66 469	(121)	712 442

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTES SUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Paie- ments débités à la provision	Montant porté aux dépenses	Solde à la fin
Prêts aux étudiants	159 243		64 832	224 075
Société de développement industriel du Québec	465 789	117 449	14 679	363 019
Autres	55 699	4 938	(3 735)	47 026
	680 731	122 387	75 776	634 120

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR PERTES SUR PLACEMENTS EN ACTIONS
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Déficit des opé- rations des or- ganismes et en- treprises du Gouvernement en excédent du coût des actions	Solde à la fin
Sidbec	40 519	(15 486)	25 033
Société des établissements de plein air du Québec	12 893	3 210	16 103
Société des Traversiers du Québec	4 081	1 171	5 252
	57 493	(11 105)	46 388

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR FINANCER L'ASSAINISSEMENT DES EAUX
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	Solde au début	Paie- ments débités à la provision	Montant porté aux dépenses	Solde à la fin
Études	46 944	10 274	1 166	37 836
Travaux d'assainissement	68 080	25 196	43 357	86 241
	115 024	35 470	44 523	124 077

CONTINUITÉ DU COMPTE RÉGIMES DE RETRAITE
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

	Solde au début		Excédent de la participation et des cotisations sur les prestations et autres paiements	Revenus du Fonds d'amortissement	Solde à la fin	
	Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance			Avant déduction de la participation inscrite d'avance	Participation du Gouvernement inscrite d'avance
R.R.E.G.O.P.	18 963 615	4 325 817	1 254 417		21 231 171	5 338 956
R.R.E.	6 283 822	194 182	391 720		6 783 427	302 067
R.R.C.E.	528 388	23 106	42 342		574 024	26 400
R.R.F.	1 405 605	55 413	67 456		1 513 876	96 228
R.R.M.S.Q.	1 572 732	59 871	124 660		1 721 592	84 071
R.R.M.A.N.	8 365	575	2 005		10 746	951
R.R.J.C.Q.	128 328	2 573	10 220		140 064	4 089
R.R.A.P.S.C.	331 925	18 234	35 268		372 041	23 082
R.R.E.F.Q.	4 109		(203)		3 906	
	<u>29 226 889</u>	<u>4 679 771</u>	<u>1 927 885 (*)</u>		<u>32 350 847</u>	<u>5 875 844</u>
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	(923 075)			(91 031)	(1 014 106)	
	<u>28 303 814</u>	<u>4 679 771</u>	<u>1 927 885 (*)</u>	<u>(91 031)</u>	<u>31 336 741</u>	<u>5 875 844</u>
	<u>23 624 043</u>				<u>25 460 897</u>	

(*) Voir le détail à la page 1-9.

- R.R.E.G.O.P. = Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.
R.R.E. = Régime de retraite des enseignants.
R.R.C.E. = Régime de retraite de certains enseignants.
R.R.F. = Régime de retraite des fonctionnaires.
R.R.M.S.Q. = Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.
R.R.M.A.N. = Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale.
R.R.J.C.Q. = Régime de retraite des juges de la Cour du Québec.
R.R.A.P.S.C. = Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.
R.R.E.F.Q. = Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec.

EMPRUNTS
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Sommaire par monnaie	Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien
EN MONNAIE DU CANADA (\$CAN)	33 460 343 \$CAN	33 460 343	6 924 092 \$CAN	6 924 092
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (\$US)	6 922 667 \$US	9 583 048 (1)	360 026 \$US	498 384 (1)
EN MONNAIE DU JAPON (¥)	478 008 767 ¥	5 348 918 (1)	2 000 000 ¥	22 380 (1)
EN MONNAIE DE LA SUISSE (FS)	2 598 950 FS	2 501 489 (1)		
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE (DM)	1 979 592 DM	1 643 655 (1)		
EN MONNAIE DE LA FRANCE (FF)	4 265 000 FF	1 052 176 (1)		
EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE (£)	200 000 £	455 500 (1)		
		54 045 129		7 444 856
MOINS: FONDS D'AMORTISSEMENT DES EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		(1 420 064)		(7 359)
		<u>52 625 065</u>		<u>7 437 497</u>

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères tiennent compte des contrats d'échange de devises et sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1997:

En monnaie des États-Unis, Dollar (\$US)	= 1,38430
En monnaie du Japon, Yen (¥)	= 0,01119
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse (FS)	= 0,96250
En monnaie de l'Allemagne, Deutsche Mark (DM)	= 0,83030
En monnaie de la France, Franc français (FF)	= 0,24670
En monnaie de la Grande-Bretagne, Livre Sterling (£)	= 2,27750
En monnaie des Pays-Bas, Florin néerlandais (FL)	= 0,73810
En monnaie de l'Australie, Dollar australien (\$A)	= 1,08530
En monnaie du Luxembourg, Franc Luxembourgeois (FLUX)	= 0,04024

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Sommaire par monnaie et par catégorie d'emprunt	Pour le gouvernement du Québec		Pour Le Fonds de financement	
	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien
EN MONNAIE DU CANADA (\$CAN)				
Bons du trésor	2 730 000	2 730 000	270 000	270 000
Produits d'épargne	1 563 534	1 563 534		
Obligations et billets	17 560 857	17 560 857	5 139 324	5 139 324
Billets à moyen terme sur le marché canadien	948 740	948 740	109 383	109 383
Billets à moyen terme sur le marché américain			82 000	82 000
Billets à moyen terme sur le marché européen	30 000	30 000		
Contrats d'échange de devises	10 627 212	10 627 212	1 323 385	1 323 385
	<u>33 460 343 \$CAN</u>	<u>33 460 343</u>	<u>6 924 092</u>	<u>6 924 092</u>
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (\$US)				
Billets de trésorerie	69 250	95 863	13 125	18 169
Obligations et billets	8 224 640	11 385 369	100 000	138 430
Billets à moyen terme sur le marché canadien	13 363	18 498		
Billets à moyen terme sur le marché américain	936 100	1 295 843	561 000	776 592
Billets à moyen terme sur le marché européen	1 016 924	1 407 728	118 000	163 347
Contrats d'échange de devises	(3 337 610)	(4 620 254)	(432 099)	(598 155)
	<u>6 922 667 \$US</u>	<u>9 583 048</u>	<u>360 026</u>	<u>498 384</u>
EN MONNAIE DU JAPON (¥)				
Obligations et billets	308 661 072	3 453 917	44 000 000	492 360
Billets à moyen terme sur le marché américain	3 400 000	38 046		
Billets à moyen terme sur le marché européen	509 415 931	5 700 364	7 912 868	88 545
Contrats d'échange de devises	(343 468 236)	(3 843 410)	(49 912 868)	(558 525)
	<u>478 008 767 ¥</u>	<u>5 348 918</u>	<u>2 000 000</u>	<u>22 380</u>
EN MONNAIE DE LA SUISSE (FS)				
Obligations et billets	866 280	833 795		
Contrats d'échange de devises	1 732 670	1 667 695		
	<u>2 598 950 FS</u>	<u>2 501 489</u>		
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE (DM)				
Obligations et billets	2 705 592	2 246 453	200 000	166 060
Billets à moyen terme sur le marché européen	147 000	122 054	100 000	83 030
Contrats d'échange de devises	(873 000)	(724 852)	(300 000)	(249 090)
	<u>1 979 592 DM</u>	<u>1 643 655</u>		

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Sommaire par monnaie et par catégorie d'emprunt (suite)	Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien
EN MONNAIE DE LA FRANCE (FF)				
Obligations et billets	9 800 000	2 417 660		
Billets à moyen terme sur le marché européen	2 000 000	493 400		
Contrats d'échange de devises	(7 535 000)	(1 858 885)		
	<u>4 265 000 FF</u>	<u>1 052 176</u>		
EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE (£)				
Obligations et billets	<u>200 000 £</u>	<u>455 500</u>		
EN MONNAIE DES PAYS-BAS (FL)				
Obligations et billets	350 000	258 335		
Contrats d'échange de devises	(350 000)	(258 335)		
	<u></u>	<u></u>		
EN MONNAIE DE L'AUSTRALIE (\$A)				
Obligations et billets	385 000	417 841		
Contrats d'échange de devises	(385 000)	(417 841)		
	<u></u>	<u></u>		
		54 045 129		7 444 856
MOINS: FONDS D'AMORTISSEMENT DES EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		(1 420 064)		(7 359)
		<u>52 625 065</u>		<u>7 437 497</u>

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
			En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (1)
EN MONNAIE DU CANADA			\$CAN		\$CAN	
Bons du trésor Du 1997-04-04 au 1998-03-13	1996 - 1997	2,993 - 5,725	2 730 000	2 730 000	270 000	270 000
Produits d'épargne						
Obligations d'épargne du Québec (a)						
1997-06-01	1982	10,500 (b)	224 450	224 450		
1997-06-01	1987	8,500 - 6,000 (b)	53 859	53 859		
1998-06-01	1988	8,500 - 6,000 (b)	55 664	55 664		
2000-06-01	1990	8,500 - variable	73 190	73 190		
2001-06-01	1991	8,500 - variable	90 231	90 231		
2002-06-01	1992	6,500 - variable	116 229	116 229		
2003-06-01	1993	5,000 - variable	157 724	157 724		
2004-06-01	1994	5,500 - variable	114 405	114 405		
2005-06-01	1995	6,250 - variable	227 663	227 663		
2006-06-01	1996	4,500 - variable	109 230	109 230		
			1 222 645	1 222 645		
Plan d'épargne placements diverses	1996 - 1997	divers	30 340	30 340		
Obligations à terme du Québec à taux fixe diverses	1996 - 1997	divers	29 173	29 173		
Obligations à terme du Québec à taux progressif diverses	1996 - 1997	divers	281 376	281 376		
			1 563 534	1 563 534		
Obligations et billets						
1997 - 2012	1977 - 1992	8,770 - 17,510 (*)	111 133	111 133		
1997-04-01	1991	8,500	264 984	264 984	110 016	110 016
1997-04-01	1992	8,500			396 782	396 782
1997-04-01	1992	8,500			200 000	200 000
1997-04-01	1994	8,500	104 887	104 887	48 197	48 197
1997-06-04	1987	10,000	75 000	75 000		
1997-06-04	1987	10,000	50 000	50 000		
1997-08-15	1980	12,150	200 000	200 000		
1997-11-01	1977	9,800	8 921	8 921		
1998-02-01	1978	10,000	600	600		
1998-03-25	1991	7,285	116 606	116 606		
1998-03-30	1992	8,000	323 053	323 053	51 947	51 947
1998-03-30	1995	8,000	50 000	50 000	75 000	75 000
1998-04-07	1988	10,250	199 000	199 000		
1998-04-07	1988	10,250	75 000	75 000		
1998-04-07	1988	10,250	200 000	200 000		
1998-04-07	1988	10,250	50 000	50 000		
1998-04-07	1988	10,250	445 879	445 879		
1998-04-07	1988	10,250	150 000	150 000		
1998-06-19	1986	9,250	120 000	120 000		
1998-06-19	1988	9,250	100 000	100 000		
1998-07-07	1986	9,750	125 000	125 000		

(*) Régime de pensions du Canada

(1) Les unités monétaires en monnaies étrangères sont converties en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1997.

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
			En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (1)
EN MONNAIE DU CANADA (suite)			SCAN		SCAN	
Obligations et billets (suite)						
1998-07-31	1985	10,750	50 000	50 000		
1998-07-31	1987	10,750	24 779	24 779		
1998 - 2005	1994 - 1995	8,673 -	10,410 (*)	147 278		
1998-11-01	1978	10,350	8 921	8 921		
1998-11-30	1988	10,500	250 000	250 000		
1999-02-01	1979	10,550	600	600		
1999-04-01	1993	6,000	100 000	100 000	400 000	400 000
1999-04-01	1994	6,000	1 290	1 290	27 914	27 914
1999-04-01	1995	6,000			125 000	125 000
1999-11-01	1979	12,000	15 000	15 000		
2000-02-01	1980	12,850	600	600		
2000-02-16	1993	8,500	300 000	300 000	200 000	200 000
2000-04-26	1989	10,000	150 000	150 000		
2000-04-26	1989	10,000	500 000	500 000		
2000-04-26	1990	10,000	189 223	189 223		
2000-04-26	1990	10,000	95 558	95 558		
2000-04-26	1994	10,000	190 260	190 260	9 740	9 740
2000-04-26	1995	10,000			129 227	129 227
2000-08-16	1990	11,500	250 000	250 000		
2000-09-01	1995	7,250	320 000	320 000	80 000	80 000
2000-09-01	1995	7,250	109 798	109 798	10 646	10 646
2000-09-01	1996	7,250			125 000	125 000
2001-01-15	1985	10,500	225 000	225 000		
2001-01-15	1991	10,500	150 000	150 000		
2001-02-01	1981	13,770	600	600		
2001-02-15	1990	11,750	100 000	100 000		
2001-05-04	1976	10,250	91 268	91 268		
2001-05-04	1976	10,250	114 812	114 812		
2001-10-15	1991	10,250	204 946	204 946	195 054	195 054
2001-10-15	1991	10,250	513 200	513 200	61 800	61 800
2001-10-15	1991	10,250			175 000	175 000
2001-10-30	1991	10,073	83 500	83 500		
2002-02-01	1982	16,900	600	600		
2002-04-01	1991	9,250	282 165	282 165	92 835	92 835
2002-04-01	1992	9,250			200 000	200 000
2002-04-01	1996	5,250			400 000	400 000
2002-04-01	1996	9,250	160 181	160 181		
2002-06-15	1979	10,350	150 000	150 000		
2002-12-15	1978	10,000	150 000	150 000		
2002-12-15	1979	10,000	150 000	150 000		
2002-12-22	1982	13,250	40 000	40 000		
2003-04-07	1983	13,000	50 841	50 841		
2003-04-07	1984	13,000	89 085	89 085		
2003-04-07	1984	13,000	71 720	71 720		
2003-04-07	1984	13,000	50 000	50 000		
2003-04-17	1979	10,625	150 000	150 000		
2003-05-01	1992	9,000	225 000	225 000		
2003-05-01	1993	9,000	300 000	300 000		
2003-05-01	1994	9,000	94 809	94 809	94 809	94 809
2003-12-01	1993	7,500	442 338	442 338	657 662	657 662
2003-12-01	1994	7,500	30 016	30 016	94 984	94 984
2003-12-01	1996	7,500	30 000	30 000	170 000	170 000
2003-12-01	1996	7,500	100 000	100 000	150 000	150 000
2004-05-31	1984	14,625	150 000	150 000		
2004-08-12	1994	10,080	100 000	100 000		

(*) Taux de rendement effectif

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
			En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (1)
EN MONNAIE DU CANADA (suite)			SCAN		SCAN	
Obligations et billets (suite)						
2004-09-24	1979	10,900	75	75		
2004-10-01	1994	8,000	200 000	200 000		
2004-10-01	1994	9,750	300 000	300 000	100 000	100 000
2004-11-29	1984	12,750	95 000	95 000		
2004-11-29	1984	12,750	75 000	75 000		
2004-11-29	1985	12,750	100 000	100 000		
2004-12-27	1979	11,700	75 000	75 000		
2004-12-28	1984	12,600	75 000	75 000		
2005-04-01	1995	9,500	105 500	105 500	144 500	144 500
2005-04-01	1995	9,500	64 972	64 972	35 028	35 028
2005-06-30	1985	12,250	100 000	100 000		
2005-10-03	1985	11,375	75 000	75 000		
2006-03-30	1996	7,750	350 000	350 000		
2006-03-30	1996	7,750	350 000	350 000		
2006-03-30	1996	7,750	250 000	250 000		
2006-05-01	1986	9,500	100 000	100 000		
2006-07-07	1986	10,000	75 000	75 000		
2007-10-01	1997	6,500			350 000	350 000
2009-04-01	1988	11,000	201 000	201 000		
2009-04-01	1988	11,000	75 000	75 000		
2009-04-01	1988	11,000	250 000	250 000		
2009-04-01	1988	11,000	100 000	100 000		
2009-04-01	1988	11,000	25 000	25 000		
2009-04-01	1989	11,000	50 000	50 000		
2009-04-01	1988	11,000	97 364	97 364		
2009-04-01	1988	11,000	125 000	125 000		
2009-04-01	1996	11,000	179 519	179 519		
2009-06-26	1985	10,750	171 000	171 000		
2009-06-26	1985	10,750	50 000	50 000		
2010-06-28	1989	10,000	500 000	500 000		
2011-03-28	1991	10,750	75 000	75 000		
2011-09-02	1986	9,500	178 000	178 000		
2011-09-02	1986	9,500	75 000	75 000		
2011-09-02	1986	9,500	60 000	60 000		
2011-09-02	1987	9,500	50 000	50 000		
2012-02-10	1987	9,000	161 000	161 000		
2012-06-04	1987	10,500	100 000	100 000		
2012-06-04	1987	10,500	97 255	97 255		
2012-10-09	1987	11,875	100 000	100 000		
2013-2017-03-01	1963-1967	5,125 - 5,375 (*)	29 527	29 527		
2014-06-01	1989	10,500	125 000	125 000		
2015-07-27	1990	11,000	50 000	50 000		
2023-01-16	1993	9,375	1 357 304	1 357 304	42 696	42 696
2023-01-16	1993	9,375			75 000	75 000
2023-01-16	1994	9,375	51 819	51 819	55 504	55 504
2023-01-16	1995	9,375	45 017	45 017	54 983	54 983
2023-01-16	1995	9,375	54 503	54 503		
2023-01-16	1996	9,375	188 551	188 551		
2023-03-30	1992	9,500	375 000	375 000		
2026-04-01	1996	8,500	400 000	400 000		
			17 560 857	17 560 857	5 139 324	5 139 324

(*) Société canadienne d'hypothèques et de logements

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
			En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (1)
EN MONNAIE DU CANADA (suite)			\$CAN		\$CAN	
Billets à moyen terme sur le marché canadien						
1998 - 2035	1994 - 1997	5,250 - 14,000	918 740	918 740	109 383	109 383
1999-06-07	1995	variable	30 000	30 000		
			948 740	948 740	109 383	109 383
Billets à moyen terme sur le marché américain						
2001-10-24	1991	10,240			82 000	82 000
Billets à moyen terme sur le marché européen						
2002-08-25	1992	8,100	30 000	30 000		
Contrats d'échange de devises						
Contrats d'échange de devises en monnaie du Canada						
Monnaie des États-Unis (7 227 051 \$US) (656 733 \$US)			9 745 843	9 745 843	876 364	876 364
Monnaie du Japon (96 630 000 ¥) (44 912 868 ¥)			1 216 288	1 216 288	447 021	447 021
Monnaie de l'Allemagne (711 320 DM)			559 640	559 640		
Monnaie de l'Australie (235 000 \$A)			200 000	200 000		
			11 721 771	11 721 771	1 323 385	1 323 385
Contrats d'échange de devises						
En monnaie des États-Unis			(793 118)	(793 118)		
En monnaie du Japon			(23 352)	(23 352)		
En monnaie de l'Allemagne			(103 643)	(103 643)		
En monnaie du Luxembourg			(174 446)	(174 446)		
			(1 094 559)	(1 094 559)		
			10 627 212	10 627 212	1 323 385	1 323 385
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS			\$US		\$US	
Billets de trésorerie						
Du 1997-04-25						
au 1997-06-17	1996 - 1997	5,060 - 5,974	69 250	95 863	13 125	18 169
Obligations et billets						
1997-05-31	1985	11,000	36 500			
1997-1998-01-16	1991	variable	100 000			
1997-2001-03-15	1996	variable	38 140			
1997-2001-08-22	1991	9,125	500 000			
1997-2001-10-25	1986	variable	300 000			
1998-04-07	1988	9,000	200 000			

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
			En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (1)
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)			\$US		\$US	
Obligations et billets (suite)						
1999-04-01	1989	9,375	250 000			
2000-03-01	1990	9,125	500 000			
2001-05-08	1991	9,000	300 000			
2002-07-15	1992	7,500	750 000			
2003-04-15	1991	8,800	500 000			
2005-01-19	1995	8,625	500 000			
2006-01-17	1996	6,500	500 000			
2007-01-30	1997	7,000	750 000			
2007-03-05	1997	variable			100 000	
2013-10-01	1983	13,000	100 000			
2014-09-15	1984	13,250	150 000			
2015-06-15	1985	11,000	200 000			
2016-04-01	1986	9,000	250 000			
2023-07-15	1993	7,500	1 000 000			
2024-02-09	1994	7,125	1 000 000			
2026-12-01	1986	8,625	300 000			
			8 224 640	11 385 369	100 000	138 430
Billets à moyen terme sur le marché canadien						
2007-10-15	1994	6,650 - 8,350	13 363	18 498		
Billets à moyen terme sur le marché américain						
1997 - 2036	1991 - 1996	6,350 - 9,150	585 050			
1997 - 1999	1994 - 1995	variable	91 050		61 000	
2026-02-27	1996	5,670 - 7,140 (c)			100 000	
2026-03-02	1996	5,735 - 7,485 (d)			150 000	
2026-03-06	1996	6,290 - 7,365 (e)			100 000	
2026-03-10	1996	6,185 - 7,035 (f)			50 000	
2026-04-09	1996	6,620 - 7,380 (g)			100 000	
2026-04-15	1996	6,890 - 7,500 (h)	50 000			
2026-04-15	1996	6,860 - 7,500 (h)	50 000			
2036-07-22	1996	7,220 - 7,970 (i)	160 000			
			936 100	1 295 863	561 000	776 592
Billets à moyen terme sur le marché européen						
1997 - 2001	1992 - 1995	5,125 - 7,640	502 024			
1998-07-20	1995	3,000 (j)	62 500 (j)			
1998 - 2004	1993 - 1997	variable	212 400		118 000	
2000-02-03	1993	5,300 indexé	240 000			
			1 016 924	1 407 728	118 000	163 347

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
			En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (1)
EN MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (suite)			\$US		\$US	
Contrats d'échange de devises						
Contrats d'échange de devises en monnaie des États-Unis						
Monnaie du Canada	(793 118 \$CAN)		618 460			
Monnaie des États-Unis	(62 500 \$US)		57 624			
Monnaie du Japon	(279 252 168 ¥)(5 000 000 ¥)		2 646 743		40 096	
Monnaie de l'Allemagne	(513 000 DM) (300 000 DM)		314 082		184 538	
Monnaie de la France	(7 507 750 FF)		1 424 449			
Monnaie des Pays-Bas	(350 000 FL)		195 215			
Monnaie du Luxembourg	(4 000 000 FLUX)		127 671			
			5 384 244		224 634	
Contrats d'échange de devises						
En monnaie du Canada			(7 227 051)		(656 733)	
En monnaie des États-Unis			(62 500)			
En monnaie du Japon			(113 206)			
En monnaie de la Suisse			(946 431)			
En monnaie de l'Allemagne			(238 535)			
En monnaie de la France			(134 131)			
			(8 721 854)		(656 733)	
			(3 337 610)	(4 620 254)	(432 099)	(598 155)
EN MONNAIE DU JAPON			¥		¥	
Obligations et billets						
1997-05-07	1987	5,000	30 000 000			
1997-1999-06-22	1992	variable			39 000 000	
1997-10-27	1987	5,700	11 130 000			
1997-2009-10-31	1986	6,400	20 000 000			
1998-2003-04-25	1988	5,500	20 000 000			
1998-2012-05-25	1987	5,300	30 000 000			
1998-06-03	1986	6,000	20 000 000			
1999-06-22	1992	variable	11 000 000			
1999-11-08	1989	5,450	5 000 000			
2000-08-08	1994	4,400	9 000 000			
2000-10-30	1990	9,000 (L)	20 000 000			
2001-02-28	1991	8,000 (L)	8 000 000			
2001-03-22	1991	7,150 (L)	8 778 429			
2001-03-28	1991	7,350 (L)	9 752 643			
2001-11-05	1991	6,250	50 000 000			
2003-02-26	1993	variable			5 000 000	
2003-08-21	1993	5,130	8 500 000			
2003-09-30	1993	4,800	10 000 000			
2004-08-18	1994	variable	5 000 000			
2004-08-18	1994	4,750	3 000 000			
2005-03-02	1995	4,900	6 500 000			
2005-08-30	1995	4,250 (L)	20 000 000			
2006-03-28	1996	3,425	3 000 000			
			308 661 072	3 453 917	44 000 000	492 360

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
			En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (1)
EN MONNAIE DU JAPON (suite)			¥		¥	
Billets à moyen terme sur le marché américain						
2017 - 2018	1996	3,970	3 400 000	38 046		
Billets à moyen terme sur le marché européen						
1998 - 2023	1993 - 1997	2,100 - 5,600	377 604 799		2 000 000	
1998 - 2005	1993 - 1997	variable	72 311 132		1 412 868	
2000-07-27	1995	2,000 - 2,650 (m)	30 000 000			
2001-09-12	1996	1,650 - 3,750 (n)			1 500 000	
2002-02-21	1995	4,800			3 000 000	
2002-03-29	1995	39,000 - 4,000 (o)	1 000 000			
2002-07-11	1995	3,250 - 3,500 (p)	1 500 000			
2003-07-07	1995	5,250 - 2,000 (q)	2 500 000			
2004-12-21	1994	6,000 (l)	2 400 000			
2005-03-28	1995	19,500 - 2,500 (r)	1 000 000			
2005-04-20	1995	14,250 - 2,500 (s)	1 000 000			
2006-07-17	1996	4,450 (l)	1 100 000			
2006-09-19	1996	4,150 (t)	500 000			
2006-11-27	1996	3,550 (u)	1 000 000			
2010-07-27	1995	3,600 - 4,500 (v)	2 000 000			
2011-09-26	1996	12,700 indexé	500 000			
2011-10-28	1996	5,000 (l)	10 000 000			
2016-12-19	1996	4,900 (l)	2 000 000			
2017-01-09	1997	4,700 (u)	3 000 000			
			509 415 931	5 700 364	7 912 868	88 545
Contrats d'échange de devises						
Contrats d'échange de devises en monnaie du Japon						
Monnaie du Canada	(23 352 \$CAN)		2 000 000			
Monnaie des États-Unis	(113 206 \$US)		14 416 835			
Monnaie de l'Australie	(150 000 \$A)		15 997 097			
			32 413 932			
Contrats d'échange de devises						
En monnaie du Canada			(96 630 000)		(44 912 868)	
En monnaie des États-Unis			(279 252 168)		(5 000 000)	
			(375 882 168)		(49 912 868)	
			(343 468 236)	(3 863 410)	(49 912 868)	(558 525)

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
			En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (1)
EN MONNAIE DE LA SUISSE			FS			
Obligations et billets						
1997-2003-07-15	1987	5,000	175 000			
1997-2005-11-06	1985	5,500	180 000			
1997-2006-11-20	1986	5,250	112 200			
1997-2008-04-07	1988	5,000	199 080			
2001-03-14	1991	6,750	200 000			
			<u>866 280</u>	<u>833 795</u>		
Contrats d'échange de devises						
Contrats d'échange de devises en monnaie de la Suisse						
Monnaie des États-Unis (946 431 \$US)			1 393 100			
Monnaie de l'Allemagne (160 000 DM)			134 670			
Monnaie de la France (792 250 FF)			204 900			
			<u>1 732 670</u>	<u>1 667 695</u>		
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE			DM		DM	
Obligations et billets						
1997-04-01	1987	6,000	300 000			
1998-03-01	1986	6,500	300 000			
2000-02-09	1995	variable	1 000 000			
2002-02-18	1992	8,200			200 000	
2002-02-27	1992	8,000	500 000			
2003-11-03	1993	6,375	500 000			
2006-02-07	1996	variable	105 592			
			<u>2 705 592</u>	<u>2 246 453</u>	<u>200 000</u>	<u>166 060</u>
Billets à moyen terme sur le marché européen						
1997 - 2017	1994 - 1996	3,450 - 7,080	134 000			
2003-04-08	1993 - 1994	variable	13 000		100 000	
			<u>147 000</u>	<u>122 054</u>	<u>100 000</u>	<u>83 030</u>

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
			En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (1)
EN MONNAIE DE L'ALLEMAGNE (suite)			DM		DM	
Contrats d'échange de devises						
Contrats d'échange de devises en monnaie de l'Allemagne						
Monnaie du Canada	(103 643 \$CAN)		115 810			
Monnaie des États-Unis	(238 535 \$US)		400 000			
Monnaie de la France	(1 000 000 FF)		291 125			
			806 935			
Contrats d'échange de devises						
En monnaie du Canada			(711 320)			
En monnaie des États-Unis			(513 000)		(300 000)	
En monnaie de la Suisse			(160 000)			
En monnaie de la France			(295 615)			
			(1 679 935)		(300 000)	
			(873 000)	(724 852)	(300 000)	(249 090)
EN MONNAIE DE LA FRANCE			FF			
Obligations et billets						
1997-08-11	1992	9,250	2 000 000			
1999-12-20	1991	9,375	2 000 000			
2001-05-22	1986	7,875	800 000			
2004-04-22	1994	6,875	5 000 000			
			9 800 000	2 417 660		
Billets à moyen terme sur le marché européen						
2007-09-20	1996	6,875	2 000 000	493 400		
Contrats d'échange de devises						
Contrats d'échange de devises en monnaie de la France						
Monnaie des États-Unis	(134 131 \$US)		765 000			
Monnaie de l'Allemagne	(295 615 DM)		1 000 000			
			1 765 000			
Contrats d'échange de devises						
En monnaie des États-Unis			(7 507 750)			
En monnaie de la Suisse			(1 000 000)			
En monnaie de l'Allemagne			(792 250)			
			(9 300 000)			
			(7 535 000)	(1 858 885)		

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Pour le gouvernement du Québec		Pour le Fonds de financement	
			En milliers d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En milliers d'unités monétaires (1)	Total en équivalent canadien (1)
EN MONNAIE DE LA GRANDE-BRETAGNE			£			
Obligations et billets						
2011-11-04	1996	8,625	150 000			
2020-03-15	1984	12,250	50 000			
			200 000	455 500		
EN MONNAIE DES PAYS-BAS			FL			
Obligations et billets						
2002-12-18	1992	7,750	350 000	258 335		
Contrats d'échange de devises						
En monnaie des États-Unis			(350 000)	(258 335)		
EN MONNAIE DE L'AUSTRALIE			\$A			
Obligations et billets						
1998-11-29	1988	6,670	100 000			
1999-11-08	1989	7,270	50 000			
2002-10-02	1992	9,500	235 000			
			385 000	417 841		
Contrats d'échange de devises						
En monnaie du Canada			(235 000)			
En monnaie du Japon			(150 000)			
			(385 000)	(417 841)		
EN MONNAIE DU LUXEMBOURG			FLUX			
Contrats d'échange de devises en monnaie du Luxembourg						
Monnaie du Canada (174 446 \$CAN)			4 000 000			
Contrats d'échange de devises						
En monnaie des États-Unis			(4 000 000)			

EMPRUNTS (suite)
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

- (a) Remboursables au gré du détenteur. Le taux d'intérêt en vigueur au 31 mars 1997 est 4,5 %.
- (b) Taux minimum jusqu'à l'échéance.
- (c) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 27 février 2001, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,140 % jusqu'à l'échéance.
- (d) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 2 mars 2001, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,485 % jusqu'à l'échéance.
- (e) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 6 mars 2003, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,365 % jusqu'à l'échéance.
- (f) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 10 mars 2003, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,035 % jusqu'à l'échéance.
- (g) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 9 avril 2003, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,38 % jusqu'à l'échéance.
- (h) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 17 avril 2006, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,50 % jusqu'à l'échéance.
- (i) Option de rétractabilité détenue par l'investisseur. Si l'option n'est pas exercée le 22 juillet 2006, le taux d'intérêt sera augmenté à 7,97 % jusqu'à l'échéance.
- (j) Taux d'intérêt fixe de 3 % payable en monnaie du Japon sur un emprunt de 5 000 000 ¥.
- (k) Emprunt d'une valeur nominale de 5 000 000 en monnaie du Japon remboursable à l'échéance en monnaie des États-Unis pour un montant de 62 500.
- (l) Intérêts payable annuellement en monnaie de l'Australie (\$A).
- (m) Taux d'intérêt fixe de 2 % jusqu'au 27 juillet 1998 et 2,65 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (n) Taux d'intérêt de 1,65 % la première année, 2,15 % la deuxième année, 2,65 % la troisième année, 3,15 % la quatrième année et 3,75 % la cinquième année et le dernier paiement.
- (o) Taux d'intérêt fixe de 39 % jusqu'au 29 mars 1995 et de 4 % jusqu'à l'échéance.
- (p) Taux d'intérêt fixe de 3,25 % payable annuellement en monnaie du Japon jusqu'au 11 juillet 2000 et 3,50 % payable annuellement en monnaie de l'Australie par la suite (856 \$A).
- (q) Taux d'intérêt fixe de 5,25 % jusqu'au 5 juillet 1997 et 2 % par la suite jusqu'à l'échéance.
- (r) Taux d'intérêt fixe de 19,5 % jusqu'au 28 mars 1996 et 2,5 % jusqu'à l'échéance.
- (s) Taux d'intérêt fixe de 14,25 % jusqu'au 20 avril 1996 et 2,5 % jusqu'à l'échéance.
- (t) Intérêts payable semestriellement en monnaie de Nouvelle-Zélande (\$NZ).
- (u) Intérêts payable annuellement en monnaie des États-Unis (\$US).
- (v) Taux d'intérêt fixe de 3,6 % payable annuellement en monnaie du Japon jusqu'au 27 juillet 2000 et 4,50 % payable annuellement en monnaie de l'Allemagne par la suite (1 468DM).

FONDS D'AMORTISSEMENT
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

SOLDE DU FONDS

		Total
Solde au début		1 210 470
Plus: Versements du Fonds consolidé du revenu (1)	94 154	
Revenu net (2)	100 795	
Revenus sur contrats d'échange de taux d'intérêts	37 218	
	<u>232 167</u>	
Moins : Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	15 214	216 953
Solde à la fin		<u>1 427 423</u>

Bilan
au 31 mars 1997

Placements

Bons du trésor		
Gouvernement du Québec	50 895	
Gouvernement du Canada	14 535	65 430
Certificats de dépôts		151 420
Prêts sur titres		108 719
Obligations		
Gouvernement du Québec	760 345	
Gouvernement du Canada	320	
Gouvernement des États-Unis	3 461	
Garanties par le gouvernement du Québec	401 780	1 165 906
		<u>1 491 475</u>

Autres éléments d'actif

Encaisse	20 288	
Intérêts courus sur placements	17 329	
Débiteurs sur contrats d'échange de taux d'intérêts	37 218	74 835
		<u>1 566 310</u>

Passif

Gain de change non réalisé	14 757	
Crédits reportés	112 014	
Gains reportés sur contrats à terme	12 116	138 887
Solde du Fonds		<u>1 427 423</u>

(1) Incluant un montant de 2 244 versé au Fonds consolidé du revenu par le Fonds de financement.

(2) Incluant un gain de change de 949 représentant l'amortissement du gain de change non réalisé de 15 708 sur les placements en monnaies étrangères réévalués au taux de change en vigueur le 31 mars 1997.

FONDS D'AMORTISSEMENT
PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Provenance des fonds

Fonds reçus du Fonds consolidé du revenu, revenu net et revenu - Fonds d'amortissement des emprunts octroyés	232 167
Valeurs échues ou vendues	39 219 493
	<u>39 451 660</u>
Diminution des intérêts courus sur placement	7 791
Augmentation des gains reportés sur contrats à terme	7 747
	<u>39 467 198</u>

Utilisations des fonds

Achats d'obligations et de billets	39 437 250
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunt spécifique	15 214
	<u>39 452 464</u>
Augmentation du solde de banque	14 734
	<u>39 467 198</u>

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES EMPRUNTS
au 31 mars 1997

(en milliers de dollars)

Échéance	En monnaie du Canada (1)	En monnaie des États-Unis (1)	En monnaie de l'Allemagne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie de la Grande- Bretagne (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	Total	
								1997	1996
1997									8 754 727
1998	6 433 114	(2)	593 664	540 459		481 250	435 426	8 483 913	4 665 088
1999	3 498 168	488 502	15 776	(5)		144 375	(6) 4 146 821	4 167 728	4 167 728
2000	3 348 647	726 553	531 392			156 888	(6) 4 763 480	5 175 416	5 175 416
2001	3 405 439	(3)	(4)	497 941		392 671	4 296 051	4 490 924	4 490 924
2002	1 294 364	1 480 657	332 120	236 892		399 375	3 743 408	4 109 512	4 109 512
	17 979 732	2 695 712	1 472 952	1 275 292		1 574 559	435 426	25 433 673	31 363 395
2003 - 2007	9 575 297	1 615 420	87 673	1 052 608		735 316	123 350	13 189 664	11 736 616
2008 - 2012	2 079 664	188 074		1 168 849	341 625	191 614	493 400	4 463 226	2 634 809
2013 - 2017	639 537	749 220	83 030	1 523 183				2 994 970	1 914 595
2018 - 2022	116 524	138 430		105 186	113 875			474 015	323 124
2023 ET PLUS	2 094 697	3 751 020		223 800				6 069 517	4 913 138
TOTAL	32 485 451	9 137 876	1 643 655	5 348 918	455 500	2 501 489	1 052 176(7)	52 625 065(8)	52 885 677

NOTE: Cet échéancier tient compte d'un montant de 2 730 000 en 1998, pour les bons du trésor, d'un montant de 93 838 en 1998 pour les billets de trésorerie et il est établi en tenant compte, pour les obligations remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 528 465 en 1998, 236 804 en 1999, 153 819 en 2000, 153 033 en 2001, 122 015 en 2002 et 340 226 pour les années 2003-2007. Par ailleurs, les montants en monnaie du Canada et des États-Unis tiennent compte des fonds d'amortissement ainsi que des contributions futures à ces fonds diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

- (1) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars.
- (2) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 1999 pour un montant de 165 579.
- (3) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 2002 pour un montant de 129 897.
- (4) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 2002 pour un montant de 83 030.
- (5) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 2000 et de 2001 pour un montant de 272 253.
- (6) L'excédent de l'encaissement des devises, suite à la réalisation des contrats d'échange de devises en 1999 et 2000 pour des montants respectifs de 246 700, a été appliqué en diminution du solde des emprunts à rembourser de 2003 à 2007.
- (7) En monnaie de la France 1 052 176; en monnaie de la Grande-Bretagne 455 500.
- (8) Excluant les emprunts pour le Fonds de financement dont l'échéancier apparaît ci-après:

Échéance	En monnaie du Canada (1)	En monnaie des États-Unis (1)	En monnaie du Japon (1)	Total	
				1997	1996
1997					206 807
1998	1 193 141			1 193 141	901 356
1999	31 931	84 442		116 373	115 086
2000	1 119 475			1 119 475	1 119 254
2001	755 355			755 355	630 987
2002	726 234			726 234	726 234
	3 826 136	84 442		3 910 578	3 699 724
2003 - 2007	2 537 213	413 942	22 380	2 973 535	1 986 113
2008 - 2012	366 220			366 220	11 220
2013 - 2017	11 220			11 220	11 220
2018 - 2022	11 220			11 220	11 220
2023 ET PLUS	164 724			164 724	164 762
TOTAL	6 916 733	498 384	22 380	7 437 497(2)	5 884 259

- (1) Les montants indiqués par monnaie le sont après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises et, l'équivalent canadien est établi sur les monnaies étrangères selon le taux de conversion au 31 mars 1997.
- (2) Excluant des emprunts temporaires de 177 720 en 1997.

ENGAGEMENTS

(en milliers de dollars)

	Détail en page	Autorisés par le Gouver- nement (2)	Autorisés par le ou la Ministre (3)	1997	1996
					(Redressé)
TRANSFERTS					
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital (1)					
Commissions scolaires et institutions d'enseignement:					
Commissions scolaires	3-48	3 408	3 470 219	3 473 627 (7)	3 185 514
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-51	42 548	1 097 693	1 140 241 (7)	1 109 093
Universités	3-52	173 820	1 727 061	1 900 881 (7)	1 471 386
Établissements de santé et de services sociaux	3-53	75 027 (4)	3 167 754	3 242 781 (7)	2 962 116
Municipalités et organismes municipaux	3-63	5 266 373		5 266 373	5 048 291
Organismes, entreprises et fonds spéciaux du Gouvernement et divers autres organismes	3-67	838 175		838 175	366 738
		<u>6 399 351</u>	<u>9 462 727</u>	<u>15 862 078 (5)</u>	<u>14 143 138</u>
Pour autres dépenses en capital					
Commissions scolaires et institutions d'enseignement:					
Commissions scolaires	3-48		569 090	569 090	624 510
Collèges d'enseignement général et professionnel	3-51		332 884	332 884	350 957
Universités	3-52		134 212	134 212	429 653
Établissements de santé et de services sociaux	3-63		1 261 624	1 261 624 (8)	1 356 495
Municipalités et organismes municipaux:	3-68				
Aqueducs, égouts et autres		347 371		347 371	443 710
Assainissement des eaux		897 265		897 265	883 388
Infrastructures		238 085		238 085	358 674
Organismes et entreprises du Gouvernement et divers autres organismes	3-73	148 708		148 708	295 259
		<u>1 631 429</u>	<u>2 297 810</u>	<u>3 929 239</u>	<u>4 742 646</u>
AUTRES ENGAGEMENTS				45 000	45 000
				<u>19 836 317 (6)</u>	<u>18 930 784</u>

- (1) Les emprunts en monnaies étrangères apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale aux taux de change en vigueur au 31 mars en tenant compte des contrats d'échange de devises.
- (2) Autorisés par le Gouvernement ou le Conseil du trésor.
- (3) Autorisés par la ministre de l'Éducation ou le ministre de la Santé et des Services sociaux.
- (4) Excluant 166 426 (169 010 en 1996) pour les établissements de santé et de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.
- (5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.
- (6) Ces engagements financiers seront liquidés à mêmes les crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale.
- (7) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts d'universités 11 703 (12 231 en 1996) et d'établissements de santé et de services sociaux 2 (7 759 en 1996) ainsi que d'un montant de 8 en 1996 pour les commissions scolaires.
- (8) Les engagements envers les régies régionales de la santé et des services sociaux seront financés par des emprunts à long terme par la Corporation d'hébergement du Québec.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS DE TRANSFERT
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
Au 31 mars 1997**

(en milliers de dollars)

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Établis- sements de santé et de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Organismes, entreprises et fonds spé- ciaux du Gou- vernement et divers autres organismes	Total
1998	451 848 (1)	220 919 (1)	244 377 (1)	475 885 (1)	291 312	41 929	1 726 270
1999	290 943	142 969	234 262	141 794	302 464	34 410	1 146 842
2000	795 626	141 754	278 433	473 342	301 435	32 047	2 022 637
2001	290 935	136 252	254 248	368 625	632 503	39 341	1 721 904
2002	417 206	89 591	188 542	241 859	419 018	214 907	1 571 123
1998 - 2002	2 246 558 (1)	731 485 (1)	1 199 862 (1)	1 701 505 (1)	1 946 732	362 634	8 188 776
2003 - 2007	950 104	348 131	656 747	1 291 112	2 283 249	169 829	5 699 172
2008 - 2012	225 994	36 693	38 310	140 801	393 383	283 388	1 118 569
2013 - 2017	43 498	13 143	3 695	67 700	285 536	22 324	435 896
2018 - 2022	7 323	5 882	2 267	21 231	234 319		271 022
2023 - 2027	150	3 102		18 945	65 588		87 785
2028 - 2032		1 805		1 487	44 570		47 862
2033 - 2037					12 996		12 996
	<u>3 473 627 (1)</u>	<u>1 140 241 (1)</u>	<u>1 900 881 (1)</u>	<u>3 242 781 (1)</u>	<u>5 266 373 (*)</u>	<u>838 175</u>	<u>15 862 078</u>

(*) Incluant les emprunts bancaires de 348 282 à la Société québécoise d'assainissement des eaux qui sont remboursés selon une cédule d'amortissement de 25 ans pour les études et les travaux.

(1) Après avoir déduit les revenus accumulés des fonds d'amortissement afférents à des emprunts d'universités 11 703 et d'établissements de santé et de services sociaux 2.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé modifiant l'échéancier tel que présenté plus haut.

**DÉTAIL DES ENGAGEMENTS
COMMISSIONS SCOLAIRES**

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par la ministre de l'Éducation.

B Pour autres dépenses en capital.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Eastern Quebec (Prot)		4 721	4 721	1 581	6 302	6 224
Greater Quebec (Prot)		5 752	5 752	1 578	7 330	6 241
Greater Seven Islands (Prot)		1 387	1 387	801	2 188	2 061
St-Maurice (Prot)		1 709	1 709	1 841	3 550	3 368
Saguenay (Prot)		820	820	1 055	1 875	1 793
Intégrées:						
Abitibi		12 832	12 832	5 540	18 372	15 372
Amiante		24 065	24 065	3 157	27 222	26 937
Argile-Bleue		16 503	16 503	2 346	18 849	18 044
Asbesterie		6 873	6 873	3 322	10 195	9 545
Aylmer		24 990	24 990	2 422	27 412	27 646
Baie-Comeau (Prot)				372	372	354
Baie-des-Chaleurs		6 983	6 983	1 027	8 010	7 905
Baie-des-Ha! Ha!		10 482	10 482	3 327	13 809	12 600
Barraute-Senneterre		6 428	6 428	301	6 729	6 688
Beauce-Abénaquis		11 789	11 789	1 570	13 359	12 946
Beauport		30 890	30 890	4 138	35 028	31 315
Bellechasse				2 961	2 961	554
Belles Rivières		16 521	16 521	3 381	19 902	19 476
Bersimis		6 772	6 772	1 145	7 917	7 875
Berthier-Nord-Joli		17 204	17 204	942	18 146	17 796
Brossard		21 038	21 038	1 329	22 367	22 495
Cantons, des		54 787	54 787		54 787	48 517
Centre de la Mauricie		12 110	12 110	2 491	14 601	13 905
Chapais-Chibougamau		5 774	5 774	968	6 742	6 759
Charlesbourg		21 288	21 288	5 062	26 350	23 154
Châteauguay		15 841	15 841	2 961	18 802	18 548
Châteauguay-Valley		11 762	11 762	2 565	14 327	14 113
Chaudière-Etchemin		68 333	68 333	3 283	71 616	71 815
Chavigny		15 262	15 262	1 130	16 392	16 409
Chênes, des		38 278	38 278		38 278	33 907
Chicoutimi		31 339	31 339	6 302	37 641	34 839
Chomedey-de-Laval		50 345	50 345	7 467	57 812	56 452
Chutes-de-la-Chaudière		46 967	46 967	3 492	50 459	50 124
Chutes-Montmorency		21 782	21 782		21 782	18 956
Coaticook		5 850	5 850	612	6 462	6 039
Commission des écoles catholiques de Montréal		60 000	60 000	118 586	178 586	
Commission des écoles catholiques de Québec	1 957	71 482	73 439	4 520	77 959	76 402
Côte-du-Sud		24 284	24 284	1 781	26 065	25 743
Crie				2 588	2 588	10
Davignon		12 973	12 973	1 371	14 344	14 116
Découvreurs, des		50 227	50 227	3 116	53 343	53 362
De La Jonquière		45 664	45 664	6 478	52 142	49 002
Des Basques		3 250	3 250	761	4 011	3 876
Des Cascades-l'Achigan		28 878	28 878	4 848	33 726	31 485
Des Frontières		956	956	2 275	3 231	2 541
Des Îlets		20 470	20 470	10 329	30 799	31 132
Des Mille-îles		71 940	71 940		71 940	66 715
Des Montagnes		2 670	2 670	1 017	3 687	3 483
Des Rivières		4 930	4 930	3 038	7 968	7 256
District de Bedford		11 120	11 120	928	12 048	11 760
Draveurs, des		62 691	62 691	6 848	69 539	68 961

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Eastern Townships (Prot)		14 468	14 468		14 468	13 722
Eau-vive, de l'		93 988	93 988	11 087	105 075	94 425
Falaises, des		16 331	16 331	6 125	22 456	19 935
Fermont		2 051	2 051	1 018	3 069	2 981
Gaspesia-Les îles		8 795	8 795	1 348	10 143	9 735
Goéland, du		62 312	62 312	12 073	74 385	67 922
Gouffre, du		10 950	10 950		10 950	9 641
Grandpré		10 881	10 881	2 861	13 742	13 262
Greenfield Park		4 826	4 826	801	5 627	4 969
Harricana		30 539	30 539	4 190	34 729	34 169
Haut-St-Maurice		4 518	4 518	1 271	5 789	5 674
Haute-Gatineau		5 186	5 186	2 291	7 477	7 255
Huntingdon		6 234	6 234	1 850	8 084	8 040
Iberville		8 696	8 696	4 036	12 732	11 676
Îles, des		7 266	7 266	602	7 868	7 979
Industrie		28 129	28 129	650	28 779	26 141
Jacques-Cartier		40 022	40 022	13 234	53 256	39 970
Jean-Chapais		3 226	3 226	1 482	4 708	4 568
Jean-Rivard		5 461	5 461	693	6 154	6 032
Kativik				3 823	3 823	2 369
Lac-Mégantic		6 613	6 613	1 373	7 986	7 505
Lac-Saint-Jean		35 244	35 244	5 618	40 862	35 121
Lac-Témiscamingue		14 789	14 789	951	15 740	15 900
La Jeune Lorette		34 331	34 331	11 718	46 049	41 653
La Mitis		17 235	17 235	810	18 045	18 436
La Neigette		35 594	35 594		35 594	33 382
La Pocatière		4 279	4 279	579	4 858	4 653
La Riveraine		17 546	17 546	3 810	21 356	18 646
La Sapinière		2 383	2 383	2 301	4 684	4 473
La Tourelle		6 636	6 636	648	7 284	6 858
Laure-Conan		9 756	9 756	2 109	11 865	12 088
Laurentian (Prot)		7 540	7 540	2 094	9 634	9 656
Laurentides		21 820	21 820	2 907	24 727	24 214
Laurentienne (Prot)				1 438	1 438	1 359
Laurenval (Prot)		23 799	23 799	3 598	27 397	26 892
La Vallière		3 124	3 124	1 578	4 702	4 289
Le Gardieur		69 405	69 405	19 583	88 988	75 928
Les Écores		21 957	21 957	3 862	25 819	21 483
Lévis		55 824	55 824		55 824	52 801
L'Islet-Sud		2 705	2 705	293	2 998	2 822
Littoral				108	108	97
Long-Sault, du		9 529	9 529	752	10 281	9 816
Lotbinière		17 151	17 151	1 142	18 293	18 139
Louis-Hémon		18 266	18 266	3 281	21 547	21 096
Malartic		3 640	3 640	478	4 118	3 990
Manicouagan		32 707	32 707	1 304	34 011	34 054
Manoirs, des		84 611	84 611	11 852	96 463	84 726
Marieville		5 913	5 913	751	6 664	6 589
Matane		18 267	18 267	2 897	21 164	20 293
Memphrémagog		9 803	9 803	1 552	11 355	11 319
Miguasha		17 724	17 724	4 421	22 145	21 531
Moissons, des		8 390	8 390	3 062	11 452	11 343
Mont-Fort		23 871	23 871	5 425	29 296	27 091
Morilac		10 155	10 155	2 097	12 252	12 194
Moyenne-Côte-Nord		9 981	9 981	734	10 715	11 018
Normandie		4 315	4 315	730	5 045	4 913
Normandin		6 136	6 136		6 136	5 682
Nouveau-Québec		5 665	5 665	257	5 922	5 958
Outaouais-Hull		36 852	36 852	3 633	40 485	40 812
Patriotes		76 032	76 032		76 032	70 440
Pierre-Neveu		15 420	15 420	1 472	16 892	16 193

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Pontiac		4 361	4 361	637	4 998	4 894
Portage-du-Fort						42
Port-Cartier		10 581	10 581	577	11 158	11 443
Portneuf		25 856	25 856	2 663	28 519	27 349
Prince-Daveluy		7 089	7 089	804	7 893	7 953
Provençal		3 261	3 261	1 815	5 076	4 946
Quévillon		820	820	1 052	1 872	1 752
Rivière-du-Loup		45 954	45 954		45 954	45 811
Roberval		7 110	7 110	4 461	11 571	8 254
Rocher-Percé		7 295	7 295	854	8 149	8 034
Rouyn-Noranda		21 944	21 944	7 822	29 766	27 015
Saint-Hyacinthe		41 305	41 305	3 505	44 810	45 322
St-Jean-sur-Richelieu		51 321	51 321	3 612	54 933	54 631
Saint-Jérôme		69 029	69 029	10 279	79 308	77 761
Sainte-Thérèse		53 283	53 283	3 253	56 536	56 358
Samuel-De Champlain		12 413	12 413	3 724	16 137	15 644
Seigneurie		6 785	6 785	765	7 550	7 429
Sept-Îles		29 490	29 490	3 568	33 058	32 154
Sherbrooke		89 169	89 169	7 296	96 465	92 620
Sorel		17 674	17 674	2 625	20 299	20 377
South Shore (Prot)	853	23 147	24 000	2 417	26 417	23 869
Tadoussac		932	932	1 361	2 293	2 302
Taillon		14 967	14 967	2 842	17 809	17 298
Témiscouata		4 012	4 012	2 313	6 325	5 832
Tracy		9 335	9 335	2 140	11 475	11 684
Trois-Lacs		46 379	46 379	5 331	51 710	48 381
Trois-Rivières		30 494	30 494	278	30 772	29 657
Val-d'Or		18 185	18 185	2 230	20 415	20 230
Valin		18 469	18 469		18 469	17 133
Vallée-de-la-Lièvre		16 215	16 215	2 952	19 167	15 901
Vallée-de-la-Matapédia		13 397	13 397	1 803	15 200	15 304
Valleyfield	598	14 299	14 897	2 091	16 988	13 601
Val-Maurice		26 530	26 530	890	27 420	28 010
Victoriaville		22 500	22 500	3 073	25 573	25 206
Warwick		7 994	7 994	855	8 849	8 887
Western Quebec (Prot)		16 697	16 697	3 636	20 333	18 825
Conseil scolaire						
Île-de-Montréal		414 028	414 028	45 960	459 988	595 589
	3 408	3 470 219	3 473 627	569 090	4 042 717	3 810 032
Moins: Les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec						8
	3 408	3 470 219	3 473 627	569 090	4 042 717	3 810 024

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par la ministre de l'Éducation.

B Pour autres dépenses en capital.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
Abitibi-Témiscamingue	2 172	19 940	22 112	8 851	30 963	29 445
Ahuntsic, Montréal	1 800	35 535	37 335	11 998	49 333	48 813
Alma		5 838	5 838	4 946	10 784	10 715
André-Laurendeau, LaSalle	1 942	27 164	29 106	5 409	34 515	34 738
Baie-Comeau	1 181	6 441	7 622	6 770	14 392	14 592
Beauce-Appalaches		10 061	10 061	9 602	19 663	19 673
Bois-de-Boulogne, Montréal	616	9 203	9 819	10 531	20 350	20 261
Champlain (Régional), Sherbrooke	2 728	21 901	24 629	10 510	35 139	34 966
Chicoutimi	400	32 719	33 119	4 166	37 285	37 056
Dawson, Montréal		74 788	74 788	2 310	77 098	77 723
Drummondville		17 394	17 394	4 800	22 194	22 573
Édouard-Montpetit, Longueuil	9 000	41 480	50 480	2 848	53 328	52 066
François-Xavier-Garneau, Québec		25 263	25 263	9 675	34 938	34 773
Gaspésie et des Îles, Gaspé	2 066	25 400	27 466	2 518	29 984	30 220
Granby-Haute-Yamaska		8 528	8 528	1 492	10 020	9 792
Héritage		12 224	12 224	1 340	13 564	13 945
John-Abbott, Sainte-Anne-de-Bellevue	1 890	34 598	36 488	8 668	45 156	44 912
Joliette de Lanaudière		14 827	14 827	7 226	22 053	21 870
Jonquière	3 184	30 556	33 740	6 050	39 790	39 153
La Pocatière	1 378	23 703	25 081	6 515	31 596	31 982
Lévis-Lauzon, Lauzon	1 235	30 039	31 274	7 105	38 379	35 984
Limoilou, Québec		63 741	63 741	12 762	76 503	75 052
Lionel-Groulx, Sainte-Thérèse-de-Blainville	1 721	25 603	27 324	9 919	37 243	37 108
Maisonnette, Montréal	158	20 763	20 921	7 774	28 695	27 318
Marie-Victorin	723	34 240	34 963	4 207	39 170	39 678
Matane		10 987	10 987	768	11 755	11 660
Montmorency, Laval		20 980	20 980	9 273	30 253	29 957
Outaouais		38 603	38 603	6 251	44 854	45 097
Région de l'Amiante, Thetford Mines	701	15 070	15 771	7 219	22 990	23 105
Rimouski	2 513	28 959	31 472	12 283	43 755	41 699
Rivière-du-Loup		9 585	9 585	8 288	17 873	17 382
Rosemont, Montréal	203	22 943	23 146	6 875	30 021	29 512
St-Félicien	2 092	13 076	15 168	2 902	18 070	17 243
Ste-Foy		31 001	31 001	6 380	37 381	36 993
St-Hyacinthe		19 240	19 240	8 557	27 797	27 911
St-Jean-sur-Richelieu,		10 310	10 310	9 805	20 115	19 605
St-Jérôme	2 418	17 630	20 048	7 742	27 790	27 562
St-Laurent, Montréal		21 369	21 369	7 714	29 083	29 174
Sept-Îles		6 004	6 004	7 947	13 951	14 360
Shawinigan		11 899	11 899	4 850	16 749	16 861
Sherbrooke		23 350	23 350	13 971	37 321	36 435
Sorel-Tracy		4 517	4 517	11 439	15 956	16 150
Trois-Rivières	677	27 952	28 629	8 880	37 509	37 500
Valleyfield	677	19 013	19 690	3 163	22 853	23 108
Vanier, Montréal	440	35 194	35 634	2 831	38 465	37 554
Victoriaville	141	14 300	14 441	7 718	22 159	21 518
Vieux-Montréal	492	43 762	44 254	10 036	54 290	55 256
	42 548	1 097 693	1 140 241	332 884	1 473 125	1 460 050

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
UNIVERSITÉS

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par la ministre de l'Éducation.

B Pour autres dépenses en capital.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
Bishop's, Lennoxville		9 440	9 440	1 232	10 672	10 072
Concordia, Montréal	17 850	110 795	128 645	29 118	157 763	153 019
École des hautes études commerciales, Montréal		72 376	72 376	7 745	80 121	83 507
École polytechnique, Montréal	10 325	68 789	79 114	1 007	80 121	78 099
Laval, Sainte-Foy	25 332	234 234	259 566	5 012	264 578	255 105
McGill, Montréal	32 080	220 417	252 497	14 415	266 912	249 888
Montréal	33 646	270 409	304 055	13 292	317 347	299 225
Sherbrooke	13 456	104 021	117 477	1 900	119 377	104 535
Université du Québec	52 834	636 580	689 414	60 491	749 905	679 820
	185 523	1 727 061	1 912 584	134 212	2 046 796	1 913 270
Moins: Les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements uni- versitaires du Québec	11 703		11 703		11 703	12 231
	173 820	1 727 061	1 900 881	134 212	2 035 093	1 901 039

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

(en milliers de dollars)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le ministre de la Santé et des Services sociaux.

B Pour autres dépenses en capital.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Alma: Centre d'hébergement et de soins de longue durée Le Jeanmois		2 818	2 818	8 348	11 166	11 089
Amos:						
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos		7 683	7 683		7 683	8 061
Clair-Foyer Inc.		1 292	1 292		1 292	1 349
Amqui: Centre hospitalier d'Amqui				6 118	6 118	3 829
Asbestos: Les Centres locaux de services communau- taires, Centre hospitalier et Centre d'hébergement et de soins de longue durée de la MRC d'Asbestos		2 957	2 957		2 957	1 883
Baie-Comeau:						
Centre d'accueil N.A. Labrie		2 484	2 484		2 484	2 592
Centre hospitalier régional Baie-Comeau		6 358	6 358	26 846	33 204	28 621
Centre de jeunesse Côte-Nord						93
Centre de réadaptation L'Émergent Inc.				2 762	2 762	
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord				9 105	9 105	6 574
Baie-Saint-Paul: Centre hospitalier de Charlevoix		999	999		999	1 047
Beaconsfield: Promotions sociales Taylor-Thibodeau (Les)				502	502	498
Beauharnois: Centre d'accueil Le Vaisseau d'Or				14	14	324
Beauport:						
Centre hospitalier Robert-Giffard		21 130	21 130	7	21 137	22 181
Clinique Roy-Rousseau		920	920		920	963
Bedford: Centre hospitalier de Bedford		2 124	2 124		2 124	2 227
Bernierville: Hôpital St-Julien		2 941	2 941		2 941	3 090
Blainville: Centres jeunesse des Laurentides (Les)		284	284		284	297
Brossard: Centre d'accueil Champlain				1 779	1 779	
Bromptonville: Foyer de Bromptonville Inc.				120	120	1 264
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham		2 017	2 017		2 017	2 126
Cap-aux-Meules: Centre hospitalier de l'Archipel		35 278	35 278	431	35 709	37 442
Cap-Chat: Centre d'accueil de Cap-Chat (La corporation du)		3 397	3 397	156	3 553	3 542
Cap-de-la-Madeleine: Regroupement Cloutier - Du Rivage		8 867	8 867	78	8 945	9 254
Chambly: Les Centres Butters-Savoy et Horizon		1 354	1 354		1 354	1 420
Chandler: Centre hospitalier de Chandler		4 162	4 162		4 162	4 377

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Charlesbourg: Centre de réadaptation la Triade		250	250		250	262
Charry: Complexe de santé et Centre local de services communautaires Paul-Gilbert		9 026	9 026	6 366	15 392	9 483
Châteauguay: Foyer de Châteauguay				4 361	4 361	
Chibougamau:						
Hôpital de Chibougamau				1 630	1 630	1 388
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nord-du-Québec				1 093	1 093	1 085
Centre de santé et de services sociaux de la Radissonie		720	720		720	760
Chicoutimi:						
Centre d'hébergement et de soins de longue durée de Chicoutimi		786	786		786	833
Centre de réadaptation du Saguenay		579	579		579	603
Centres jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean (Les)		7 057	7 057		7 057	1 368
Complexe hospitalier de la Sagamie		14 501	14 501	8 947	23 448	23 764
Institut St-Georges Inc. (La Corporation de l')				1	1	137
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean				10 807	10 807	10 545
Chisasibi: Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James		1 140	1 140	5 330	6 470	6 401
Coaticook: Centre local de services communautaires et Centre d'hébergement et de soins de longue durée de la MRC de Coaticook		821	821	4 349	5 170	5 408
Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent: Centre de santé de la Basse-Côte-Nord		22 302	22 302	3 836	26 138	26 483
Côte-Saint-Luc: Centre hospitalier gériatrique Maimonides		4 546	4 546		4 546	4 779
Cowansville: Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins		2 441	2 441	7 197	9 638	9 481
Des Ruisseaux: Centre hospitalier et Centre de réadaptation Antoine-Labelle		12 886	12 886	175	13 061	13 535
Dolbeau: Centre hospitalier, Centre d'hébergement et de soins de longue durée et Centre local de services communautaires Maria-Chapdelaine		3 037	3 037	10	3 047	3 186
Drummondville:						
Centre Frédéric-Georges-Hériot		3 320	3 320		3 320	3 479
Hôpital Ste-Croix		5 535	5 535	9 129	14 664	12 104
East Angus: Centre local de services communautaires, Centre d'hébergement et de soins de longue durée du Haut-St-François		3 892	3 892		3 892	
Fort-Coulonge:						
Centre local de services communautaires Pontiac				1 399	1 399	1 385
Manoir du Sacré-Cœur				1 771	1 771	1 793
Gaspé:						
Centre hospitalier Mgr-Ross		4 356	4 356	13	4 369	4 626
Centre jeunesse Gaspésie/Les Îles				2 672	2 672	2 458

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Gaspé: (suite)						
Centre local de services communautaires de la Pointe		1 089	1 089		1 089	1 149
Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Gaspé		4 001	4 001		4 001	4 181
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				4 578	4 578	5 290
Gatineau:						
Centre hospitalier de Gatineau		32 494	32 494	10 869	43 363	45 362
Centre hospitalier de Gatineau Memorial				7 792	7 792	7 651
Gracefield: Foyer d'accueil de Gracefield				1 656	1 656	1 584
Granby:						
Centre hospitalier de Granby		4 439	4 439	5 448	9 887	7 934
Villa Bonheur Inc.				835	835	829
Grand-Mère: Centre d'hébergement et de soins de longue durée du Centre Mauricie		2 880	2 880	3 094	5 974	6 101
Greenfield Park: Hôpital Charles-Lemoyne		7 075	7 075		7 075	7 436
Havre-Saint-Pierre:						
Centre de santé de la Minganie		1 455	1 455	733	2 188	2 248
Foyer de Havre-St-Pierre Inc.				201	201	1 697
Hull:						
Centre hospitalier Pierre-Janet (La corporation du)		2 400	2 400		2 400	2 400
Centre hospitalier régional de l'Outaouais		13 855	13 855		13 855	14 241
Centres Jeunesses de l'Outaouais (Les)		1 246	1 246	43	1 289	1 280
Centre local de services communautaires de Hull		1 256	1 256		1 256	1 319
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais				9 852	9 852	10 240
Iberville: Centre local de services communautaires et Centre d'hébergement et de soins de longue durée de la Vallée des Forts		2 219	2 219	17	2 236	2 321
Joliette: Régie régionale de la santé et des services sociaux de Lanaudière				6 865	6 865	6 256
Jonquière: Centre hospitalier Jonquière		3 155	3 155		3 155	3 306
Kangiqsujuaq: Dispensaire de Kangiqsujuaq				1 500	1 500	
Kangirsuk: Dispensaire de Kangirsuk				1 500	1 500	
Kuujuuaq:						
Centre de santé Tulattavik de l'Ungava				2 570	2 570	
Hôpital de l'Ungava		6 364	6 364	4 088	10 452	10 658
Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik				4 647	4 647	3 672
La Baie: Hôpital de la Baie-des-Ha!-Ha! Inc.		5 891	5 891	301	6 192	6 559
Lac-Etchemin: Les Centres locaux de services sociaux et Centre d'hébergement et de soins de longue durée de la MRC des Etchemins		913	913		913	964
Lachine:						
Centre d'accueil de Lachine (Corporation du)		3 879	3 879	99	3 978	3 969

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Lachine: (suite)						
Centre hospitalier de Lachine		14 490	14 490		14 490	15 157
Hôpital Général de Lachine				1 491	1 491	1 431
Lachute: Hôpital d'Argenteuil		9 200	9 200		9 200	9 600
Lac-Mégantic:						
Centre hospitalier Lac-Mégantic		2 281	2 281	53	2 334	2 452
Maison Paternelle (La)		312	312	12	324	321
La Malbaie: Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie		7 098	7 098	2 830	9 928	8 127
La Pocatière: Hôpital Notre-Dame-de-Fatima		376	376		376	394
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise de La Sarre		760	760		760	805
L'Assomption: Centres d'accueil du Chemin du Roy (Les)		526	526		526	549
La Tuque:						
Centre local de services communautaires du Haut-Saint-Maurice				259	259	256
Carrefour de santé et services sociaux de la Saint-Maurice		1 040	1 040		1 040	1 092
Laurier-Station: Centre local de services communautaires et Centre d'hébergement et de soins de longue durée de la MRC de Lotbinière		2 833	2 833		2 833	820
Laval:						
Centre jeunesse de Laval		1 563	1 563		1 563	1 631
Centre local de services communautaires du Marigot		1 155	1 155		1 155	1 210
Centre local de services communautaires de Ste-Rose de Laval		1 397	1 397		1 397	1 464
Centre de séjour Laval Inc.		995	995	80	1 075	1 068
Cité de la santé de Laval		53 563	53 563	4 489	58 052	60 335
Hôpital Juif de réadaptation		1 002	1 002	1 047	2 049	2 090
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval				6 768	6 768	8 305
Les Escoumins: Centre communautaire de services de santé et de services sociaux de la Haute-Côte-Nord		4 021	4 021		4 021	4 242
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis		16 920	16 920	782	17 702	18 484
Longueuil:						
Centre hospitalier Pierre-Boucher		31 922	31 922		31 922	33 480
Centre local de services communautaires de Longueuil-Ouest				3 947	3 947	3 660
Centres jeunesse de la Montérégie (Les)		1 561	1 561		1 561	1 631
Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie				26 813	26 813	21 768
Loretteville: Foyer de Loretteville Inc.				3 121	3 121	3 148
Louiseville: Regroupement de santé et de services sociaux de la MRC de Maskinongé		364	364	2 391	2 755	2 718
Magog: Hôpital La Providence de Magog				1 446	1 446	1 439

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Malartic: Villa St-Martin Inc.				227	227	3 205
Maniwaki:						
Centre hospitalier de Maniwaki (La Corporation du)		11 232	11 232	257	11 489	11 123
Foyer Père Guinard				2 624	2 624	2 620
Mansfield-et-Pontefract: Centre local de services communautaires, Centre d'hébergement et de soins de longue durée et Centre hospitalier du Pontiac		13 154	13 154		13 154	13 755
Maria: Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs		6 134	6 134	6 330	12 464	12 424
Marieville: Centre d'accueil de Rouville				5 019	5 019	4 914
Matane:						
Centre hospitalier et Centre d'hébergement et de soins de longue durée de Matane		7 106	7 106	18 372	25 478	25 747
Centre local de services communautaires de Matane		326	326		326	342
Matapédia: Centre local de services communautaires Malauze		3 425	3 425	44	3 469	3 680
Mont-Joli: Hôpital de Mont-Joli Inc.		1 236	1 236		1 236	1 298
Montmagny: Hôtel-Dieu de Montmagny		8 713	8 713	25	8 738	9 156
Montréal:						
Boscoville		1 082	1 082		1 082	1 132
Centre d'accueil Juif		13 308	13 308	316	13 624	14 160
Centre hospitalier Côte-des-Neiges		3 774	3 774	2 059	5 833	6 031
Centre hospitalier Fleury		16 617	16 617	1 903	18 520	20 220
Centre hospitalier Jacques-Viger		6 024	6 024	39	6 063	6 311
Centre hospitalier J.-Henri-Charbonneau		3 863	3 863	15	3 878	4 043
Centre hospitalier Juif de l'Espérance				2 766	2 766	2 641
Centre hospitalier de St-Mary's		5 905	5 905	2 183	8 088	8 439
Centre hospitalier St-Michel (Corporation du)		5 129	5 129		5 129	5 376
Centre local de services communautaires Rivière-des-Prairies		1 308	1 308		1 308	1 371
Centre local de services communautaires St-Henri		1 276	1 276		1 276	1 337
Centre local de services communautaires St-Louis-du-Parc		1 998	1 998		1 998	2 098
Centre de réadaptation Lucie-Bruneau		1 463	1 463		1 463	1 540
Centre de santé de St-Henri Inc.		2 761	2 761		2 761	2 900
Centre de soins prolongés de Montréal (Le)				565	565	560
Centres d'hébergement et de soins de longue durée du Plateau Mont-Royal (Les)		4 113	4 113	1 085	5 198	5 418
Centres jeunesse de Montréal (Les)		5 214	5 214	10	5 224	5 525
École Mont St-Antoine Inc.		2 181	2 181		2 181	2 290
Foyer Presbytérien St-Andrew Inc.				5 302	5 302	5 053
Foyer Rousselot				581	581	576
Hôpital Chinois de Montréal (1963)		2 109	2 109		2 109	2 220
Hôpital Général Juif Sir-Mortimer-B.-Davis		11 701	11 701	4 930	16 631	17 162
Hôpital Général de Montréal		11 325	11 325	4 482	15 807	16 202
Hôpital Jean-Talon		19 389	19 389	496	19 885	20 845
Hôpital Louis-H.-Lafontaine		4 435	4 435		4 435	4 662
Hôpital Maisonneuve-Rosemont		7 190	7 190	37 508	44 698	44 327
Hôpital Marie-Enfant		1 246	1 246		1 246	1 305
Hôpital de Montréal pour Enfants		3 726	3 726		3 726	3 906
Hôpital Mont-Sinai	702	1 710	2 412	14 720	17 132	17 222

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Montréal: (suite)						
Hôpital neurologique de Montréal		3 884	3 884		3 884	4 061
Centre hospitalier de l'Université de Montréal	1 000	45 920	46 920	60 649	107 569	107 882
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.		23 157	23 157	501	23 658	23 769
Hôpital Rivière-des-Prairies		8 596	8 596	206	8 802	9 275
Hôpital Royal Victoria		3 651	3 651	5 169	8 820	9 120
Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal		16 336	16 336	16 972	33 308	33 834
Hôpital St-Charles-Borromée (Corporation de l')		5 312	5 312	9 655	14 967	15 226
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc		3 329	3 329		3 329	3 373
Hôpital Ste-Justine		21 024	21 024	4 445	25 469	26 367
Hôpital Santa-Cabrini		10 734	10 734		10 734	11 195
Institut Canadien-Polonais du Bien-Être Inc.		2 854	2 854	86	2 940	3 101
Institut de cardiologie de Montréal		5 027	5 027	3 016	8 043	7 872
Institut Philippe-Pinel de Montréal		2 372	2 372		2 372	2 526
Institut de réadaptation de Montréal				4 916	4 916	5 063
Institut de recherches cliniques de Montréal				16 731	16 731	16 097
Manoir de l'Âge d'Or		5 085	5 085	266	5 351	5 659
Régie régionale de la santé et des services sociaux Montréal-Centre		7 083	7 083	97 337	104 420	98 475
Villa Notre-Dame-de-Grâce		706	706		706	737
Montréal-Nord: Hôpital Marie-Clarac des Soeurs de Charité Ste-Marie (1995) Inc.		1 200	1 200		1 200	1 260
Nicolet:						
Foyer de Nicolet		676	676	127	803	827
Hôpital du Christ-Roi		2 531	2 531	8 794	11 325	11 414
Notre-Dame-du-Lac: Hôpital Notre-Dame-du-Lac				6 987	6 987	6 785
Paspébiac: Centre local de services communautaires Chaleurs		1 886	1 886	21	1 907	2 005
Pierrefonds: Centre Ste-Hélène	56		56		56	112
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable		1 971	1 971		1 971	2 075
Pohénégamook: Centre local de services communautai- res des Frontières et Centre d'hébergement et de soins de longue durée du Témiscouata		1 802	1 802		1 802	1 887
Pointe-Claire: Hôpital Général du Lakeshore		1 444	1 444	17 213	18 657	18 436
Puvirnituq: Centre de santé Inuulitsivik		5 864	5 864	10 915	16 779	15 872
Québec:						
Centre d'hébergement Notre-Dame-de-Lourdes et St-Charles		1 535	1 535	3 814	5 349	5 026
Centre hospitalier universitaire de Québec		59 273	59 273	11 435	70 708	72 210
Hôpital de l'Enfant-Jésus		32 817	32 817	69 947	102 764	109 406
Hôpital Général de Québec		1 890	1 890		1 890	1 980
Hôpital Jeffery Hale				4 193	4 193	4 160
Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus de Québec		857	857		857	899
Institut de réadaptation déficience physique de Québec		2 474	2 474	673	3 147	3 201
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec				38 453	38 453	36 527
Repentigny: Centre hospitalier Le Gardeur		30 093	30 093	2 295	32 388	34 205
Richmond: Foyer Richmond Inc.				221	221	2 417

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Rigaud: Le regroupement des Centres d'hébergement et de soins de longue durée des Trois Rives		675	675		675	377
Rimouski:						
Centre d'accueil Relais Jeune Est				9	9	34
Centre hospitalier régional de Rimouski		7 190	7 190	38 835	46 025	46 064
Centre jeunesse du Bas-St-Laurent		1 274	1 274		1 274	1 327
Foyer de Rimouski Inc.		557	557		557	582
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-St-Laurent				14 148	14 148	11 920
Rivière-du-Loup:						
Centre hospitalier et d'hébergement de Rivière-du-Loup	1 000	3 777	4 777		4 777	4 496
Hôpital St-Joseph de Rivière-du-Loup				16	16	450
Roberval:						
Hôtel-Dieu de Roberval		2 635	2 635		2 635	2 498
Institut Lachenaie Inc.				233	233	5 882
Rouyn-Noranda:						
Centre hospitalier Rouyn-Noranda		15 701	15 701	2	15 703	16 492
Maison Pie-XII		78	78		78	82
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue				6 366	6 366	5 138
Sainte-Agathe-des-Monts: Centre hospitalier Laurentien		5 763	5 763	30	5 793	6 011
Saint-André-Avellin: Le Centre local de services sociaux et le Centre d'hébergement et de soins de longue durée de La Petite Nation		1 512	1 512		1 512	1 584
Sainte-Anne-des-Monts:						
Centre de réadaptation de la Gaspésie		400	400		400	420
Hôpital des Monts (Corporation de l')		2 813	2 813	6 010	8 823	2 958
Saint-Anselme: Pavillon de l'Âge d'Or St-Anselme Inc.				2 154	2 154	2 184
Saint-Apollinaire: La Lignée Lotbinière				98	98	1 994
Saint-Célestin: Foyer St-Célestin		5 558	5 558	131	5 689	5 632
Saint-Charles-Borromée: Centre hospitalier régional Delanaudière	1 760	21 748	23 508	3 808	27 316	28 053
Saint-Damien-de-Buckland: Centre de réadaptation Pavillon des jeunes				2 756	2 756	
Saint-Lazare de Bellechasse: Les Centres locaux de services communautaires et Centre d'hébergement et de soins de longue durée de la MRC de Bellechasse		1 961	1 961		1 961	385
Saint-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache		38 360	38 360	9	38 369	40 155
Saint-Fabien-de-Panet: Les Centres locaux de services communautaires et Centre d'hébergement et de soins de longue durée de la MRC de Montmagny		1 625	1 625		1 625	1 710
Saint-Félicien: Foyer de la Paix Inc.				9	9	260

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Sainte-Foy:						
Corporation d'hébergement du Québec	70 509	1 752 562	1 823 071	255 488	2 078 559	1 951 793
Hôpital Laval		10 038	10 038	4 050	14 088	14 689
Saint-Hyacinthe: Réseau santé Richelieu-Yamaska		12 442	12 442	8 994	21 436	21 933
Saint-Jacques:						
Centre d'hébergement de soins de longue durée Montcalm		1 413	1 413		1 413	369
Foyer St-Jacques				1 744	1 744	
Saint-Jean-Port-Joli:						
Centre local de services communautaires Trois-Saumons		1 088	1 088	1 552	2 640	2 698
Centre local de services communautaires et Centre d'hébergement et de soins de longue durée de la MRC de L'Islet		415	415	10	425	442
Saint-Jean-sur-Richelieu: Hôpital du Haut-Richelieu		10 551	10 551		10 551	11 060
Saint-Jérôme:						
Hôtel-Dieu de St-Jérôme		28 780	28 780		28 780	30 195
Régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides				13 321	13 321	9 154
Saint-Jovite: Centre d'hébergement et de soins de longue durée des Vallées du Nord		2 814	2 814	147	2 961	2 943
Saint-Laurent: Centre hospitalier de St-Laurent						3 696
Saint-Liguori: Foyer St-Liguori				48	48	1 111
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir de la Pointe-Bleue (1978)		1 393	1 393		1 393	1 461
Sainte-Marie:						
Centre local de services communautaires et Centre d'hébergement et de soins de longue durée de la Nouvelle-Beauce		357	357		357	375
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches				13 615	13 615	12 021
Saint-Pacôme: Centres d'hébergement et de soins de longue durée regroupement Kamouraska (Les)		581	581		581	610
Saint-Raphaël: Foyer St-Raphaël Inc.				36	36	1 614
Saint-Raymond: Centre régional d'hébergement et de santé de Portneuf		13 221	13 221	64	13 285	14 073
Saint-Romuald: Foyer Chanoine Audet Inc.				3 617	3 617	3 604
Sainte-Thècle: Foyer de Ste-Thècle Inc.				132	132	2 730
Saint-Tite: Centres d'hébergement et de soins de longue durée regroupement Mékinac-des Chenaux (Les)		2 892	2 892		2 892	261
Salaberry-de-Valleyfield: Centre hospitalier régional du Suroît		30 748	30 748	8	30 756	32 513
Senneterre: Centre de santé Le Minordet				1 686	1 686	1 506

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Sept-Îles:						
Centre Gustave-Gauvreau		346	346	4 300	4 646	4 655
Centre hospitalier régional de Sept-Îles		14 153	14 153		14 153	14 481
Shawinigan: Foyer Dehauffe				274	274	272
Shawinigan-Sud: Centre hospitalier du Centre- de-la-Mauricie		5 499	5 499	2 634	8 133	8 339
Sherbrooke:						
Centre jeunesse de l'Estrie		580	580		580	605
Centre de réadaptation Estrie Inc.		377	377		377	394
Centre universitaire de santé de l'Estrie		28 571	28 571	12 962	41 533	43 922
Centres d'hébergement et de soins de longue durée Estriade		2 500	2 500	13	2 513	1 385
Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke		3 870	3 870	4 437	8 307	7 319
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Estrie				22 920	22 920	9 264
Sillery: Saint-Brigid's Home Inc.				2 276	2 276	2 362
Sorel:						
Foyer Richelieu Inc.				489	489	486
Centre d'hébergement et de soins de longue durée du Bas-Richelieu		3 065	3 065	95	3 160	3 218
Hôtel-Dieu de Sorel		4 415	4 415		4 415	4 636
Témiscaming: Centre de santé de Témiscaming		945	945		945	990
Thetford Mines:						
Centre hospitalier de la Région de l'Amiante Inc.		12 551	12 551	170	12 721	12 848
Centre d'hébergement et de soins de longue durée de l'Amiante		2 626	2 626	89	2 715	2 661
Trois-Pistoles: Centre hospitalier Trois-Pistoles		1 107	1 107		1 107	1 156
Trois-Rivières:						
Centre d'hébergement et soins de longue durée le Trifluvien		613	613	55	668	676
Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières		13 799	13 799	20 609	34 408	18 339
Centre hospitalier Ste-Marie		17 853	17 853	2 742	20 595	21 353
Centres jeunesse Mauricie-Bois-Francis (Les)		7 825	7 825	81	7 906	8 159
Régie régionale de la santé et des services sociaux de Mauricie-Bois-Francis				19 793	19 793	17 308
Val-d'Or:						
Centre hospitalier de Val-d'Or		5 595	5 595		5 595	5 868
Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue		724	724	7	731	896
Centre de santé Vallée-de-l'Or		9 533	9 533	1 040	10 573	7 254
Vanier: Regroupement des Centres d'hébergement et de soins de longue durée Christ-Roi		3 350	3 350	3 504	6 854	7 001
Varennes: Foyer Lajemmerais				3 717	3 717	
Verdun:						
Centre hospitalier Angrignon		35 748	35 748	3 909	39 657	40 985
Centre d'hébergement et de soins de longue durée Champlain - Manoir de Verdun		27 633	27 633	2 337	29 970	30 474
Hôpital Douglas		9 931	9 931	208	10 139	10 612

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1997	1996
						(Reclassé)
Victoriaville-Arthabaska:						
Centre d'hébergement de soins de longue durée de la MRC d'Arthabaska		6 779	6 779	5	6 784	5 598
Hôtel-Dieu d'Arthabaska		2 834	2 834	7 826	10 660	11 288
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille		4 069	4 069	29	4 098	4 203
Warwick: Foyer Étoile d'Or Inc.				186	186	1 428
Waskaganish: Conseil Cri				5 202	5 202	
Weedon: Foyer de Weedon Inc.				108	108	3 961
Westmount:						
Centre d'accueil Horizons de la jeunesse		747	747		747	779
Hôpital Reddy Memorial (Corporation de l')		2 461	2 461	2 184	4 645	4 742
Windsor: Centre local de services communautaires et Centres d'hébergement et de soins de longue durée du Val Saint-François		2 929	2 929	3 746	6 675	4 395
Wotton: Centre d'accueil de Wotton				87	87	1 234
	75 027	3 167 756	3 242 783	1 261 624	4 504 407	4 326 370
Moins: Les revenus accumulés du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec		2	2		2	7 759
	75 027	3 167 754	3 242 781	1 261 624	4 504 405	4 318 611

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Autres	1997	1996
					(Reclassé)
Municipalités					
Montréal métropolitain:					
Anjou		891		891	
Beaconsfield	81			163	186
Beauharnois	7 694	343	82	8 037	8 297
Belloeil	9 501	663	970	11 134	3 738
Blainville	2 998	1 092	309	4 399	3 509
Boisbriand	13 859	176	833	14 868	14 738
Bois-des-Filion	545	335	247	1 127	1 180
Boucherville	31 585			31 585	31 930
Brossard	29 518	3 425		32 943	31 105
Candiac	11 998	1 636		13 634	12 574
Carignan	1 013			1 013	1 034
Chambly	18 275	522		18 797	18 491
Charlemagne	6 463			6 463	5 388
Châteauguay	42 381	444		42 825	42 801
Côte-Saint-Luc			898	898	948
Delson	6 201	28		6 229	6 490
Deux-Montagnes	3 054	694		3 748	3 901
Dollard-des-Ormeaux		241	878	1 119	904
Dorion	6 016			6 016	6 092
Dorval		874		874	818
Greenfield Park	10 504	869		11 373	11 496
Hampstead		414		414	
Kirkland		929		929	
Lachenaie	10 306		743	11 049	8 832
Lachine			79	79	83
Lafontaine		60		60	
La Plaine	5 279	80		5 359	1 405
La Prairie	10 938	313	890	12 141	12 395
LaSalle	1 962	5 695		7 657	2 008
L'Assomption		601		601	
Laval	152 660	977	2 447	156 084	149 727
Le Gardeur	6 894	609		7 503	5 089
LeMoyne	2 570			2 570	2 601
L'Île-Bizard		561		561	
L'Île-Perrot	12 588			12 588	12 615
Longueuil	109 535		12 612	122 147	117 692
Lorraine	682	330		1 012	1 045
Maple Grove	2 769			2 769	2 701
Mascouche	10 769	1 182		11 951	9 209
McMasterville	2 050			2 050	557
Melochville	4 065			4 065	4 114
Mercier	363	472		835	448
Mirabel	8 554	924		9 478	8 933
Montréal		41 905	10 164	52 069	30 977
Montréal-Est			261	261	269
Montréal-Nord		122		122	132
Mont-Royal		145		145	
Mont-Saint-Hilaire	7 722	703		8 425	1 819
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	7 738			7 738	7 752
Oka, municipalité	3 516			3 516	1 073
Oka, paroisse					2 478
Otterburn Park	4 374	114		4 488	980
Pierrefonds		1 828		1 828	433
Pincourt	11 942			11 942	11 996
Pointe-des-Cascades	67			67	67
Repentigny	26 226		2 289	28 515	20 241
Richelieu	2 117			2 117	2 143

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Autres	1997	1996
					(Reclassé)
Rosemère	1 304	343		1 647	1 511
Roxboro		657		657	
Sainte-Anne-des-Plaines	7 914	518		8 432	8 149
Saint-Basile-Le-Grand	391	542	710	1 643	1 488
Saint-Bruno-de-Montarville	1 257	1 564		2 821	2 020
Sainte-Catherine	6 385	699		7 084	6 689
Saint-Constant	8 441	652		9 093	8 843
Saint-Eustache	32 450	936		33 386	32 479
Saint-Hubert	44 464	390		44 854	44 758
Saint-Isidore	43			43	43
Saint-Joseph-du-Lac	397			397	374
Sainte-Julie	2 973	906		3 879	3 757
Saint-Lambert	11 084	1 375		12 459	11 136
Saint-Lazare	5 382	480		5 862	5 110
Saint-Léonard		2 775		2 775	1 233
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	243			243	183
Saint-Mathias-sur-Richelieu	188			188	188
Saint-Mathieu-de-Beloeil	37			37	37
Saint-Philippe	3 906			3 906	3 461
Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard					104
Saint-Sulpice	3 411			3 411	3 420
Sainte-Thérèse	3 622	1 287	925	5 834	4 633
Terrasse-Vaudreuil	3 406			3 406	3 404
Terrebonne	31 734	803		32 537	31 966
Varenes	6 419	785		7 204	6 578
Vaudreuil	5 992	544		6 536	6 100
Verdun		380		380	
Québec métropolitain:					
Beauport	3 485	2 637	401	6 523	4 856
Bernières	5 454			5 454	2 272
Cap-Rouge	1 191	732	1 172	3 095	1 302
Charlesbourg	3 987	3 025	931	7 943	6 371
Charry	7 306	540		7 846	1 838
Château-Richer	178			178	169
Fossambault-sur-le-Lac	2 627			2 627	2 639
Lac-Beauport	5		376	381	420
Lac-Delage	2 154			2 154	2 154
Lac-Saint-Charles	500	378		878	597
L'Ancienne-Lorette	996	874	1 018	2 888	2 055
L'Ange-Gardien	273			273	260
Lévis	42 617	2 107	337	45 061	46 310
Loretteville	2 256			2 256	2 254
Pintendre	2 571			2 571	2 748
Québec	3 726	1 424	7 336	12 486	11 166
Saint-Augustin-de-Desmaures	2 318	698	682	3 698	3 099
Sainte-Brigitte-de-Laval	3 323			3 323	3 300
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	2 853			2 853	2 867
Saint-Émile	304	368		672	746
Saint-Étienne-de-Beaumont	1 300			1 300	1 299
Saint-Étienne-de-Lauzon	1 393	387		1 780	1 600
Sainte-Foy	9 736	1 378		11 114	9 936
Saint-Jean	319			319	303
Saint-Jean-Chrysostome	4 263	729		4 992	4 291
Saint-Lambert-de-Lauzon	166			166	166
Saint-Nicolas	8 359	758	230	9 347	3 570
Saint-Pierre	63			63	63
Saint-Rédempteur	3 876	336		4 212	992
Saint-Romuald		852	594	1 446	16 436
Shannon	15 794			15 794	

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Autres	1997	1996 (Reclassé)
Sillery		620	812	1 432	862
Stonham-et-Tewkesbury	4 272			4 272	4 268
Val-Bélair	907	916	482	2 305	1 454
Vanier	1 560	329		1 889	1 667
Diverses circonscriptions électorales:					
Abitibi-Est	24 303	1 134	2 447	27 884	27 504
Abitibi-Ouest	34 175	1 529	2 793	38 497	33 806
Argenteuil	8 333	2 191	525	11 049	9 314
Arthabaska	30 626	2 070	1 585	34 281	33 990
Beauce-Nord	38 374		1 521	39 895	39 384
Beauce-Sud	39 105	940		40 045	38 650
Beauharnois-Huntingdon	32 148			32 148	31 729
Bellechasse	24 298		327	24 625	24 276
Berthier	31 837			31 837	30 810
Bertrand	29 845		71	29 916	28 953
Bonaventure	49 019		2 195	51 214	51 125
Borduas	3 740			3 740	3 758
Brome-Missisquoi	34 929	668	340	35 937	35 146
Champlain	20 602	2 017	1 529	24 148	23 308
Chapleau	1 434		5 607	7 041	7 430
Charlevoix	27 541	975	337	28 853	23 285
Chauveau			778	778	824
Chicoutimi	39 358	2 071	750	42 179	41 397
Chutes-de-la-Chaudière			795	795	822
Deux-Montagnes	244		441	685	726
Drummond	51 787	1 518	735	54 040	45 557
Dubuc	31 680	1 118	988	33 786	32 872
Duplessis	25 265	839	39 463	65 567	50 565
Frontenac	37 129	1 676	234	39 039	39 033
Gaspé	33 690	1 557	901	36 148	25 099
Gatineau	8 769			8 769	8 872
Hull	1 123	5 173		6 296	1 740
Iberville	59 495	448	258	60 201	53 917
Îles-de-la-Madeleine	9 127	835		9 962	6 239
Jacques-Cartier			1 223	1 223	1 250
Johnson	35 692		543	36 235	35 490
Joliette	21 896	1 980		23 876	22 828
Jonquière	27 385	3 078		30 463	29 100
Kamouraska-Témiscouata	22 340	782	284	23 406	22 120
Labelle	38 020	419	667	39 106	38 446
Lac-Saint-Jean	47 097		1 576	48 673	47 627
L'Assomption	6 890			6 890	7 023
Laviolette	26 611	764		27 375	27 226
Lévis	6 049		550	6 599	6 567
Lotbinière	8 251		208	8 459	8 613
Maskinongé	31 782	1 578	1 695	35 055	42 610
Masson			1 317	1 317	356
Matane	22 171			22 171	21 337
Matapédia	36 423	1 307	441	38 171	36 107
Mégantic-Compton	48 647	320	24	48 991	48 785
Montmagny-L'Islet	32 345	441	167	32 953	28 838
Montmorency			230	230	243
Nelligan			354	354	391
Nicolet-Yamaska	34 758	580	748	36 086	27 867
Orford	30 380	1 560	2 635	34 575	34 978
Papineau	21 823	43	1 061	22 927	14 670
Pontiac	7 336	335		7 671	7 713
Portneuf	32 455		549	33 004	30 360
Prévost	9 149		3 512	12 661	12 948

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Autres	1997	1996
					(Reclassé)
Richelieu	41 850	1 177	675	43 702	42 259
Richmond	29 046	700		29 746	29 082
Rimouski	48 938	534	1 919	51 391	51 404
Rivière-du-Loup	23 995		1 003	24 998	24 993
Roberval	42 351	1 317	1 320	44 988	43 409
Rousseau	16 192	498	1 076	17 766	18 026
Rouyn-Noranda - Témiscamingue	42 669	2 225	3 104	47 998	41 163
Saguenay	37 847		553	38 400	38 496
Saint-François	20 760	1 571		22 331	21 785
Saint-Hyacinthe	48 398	559	1 486	50 443	50 787
Saint-Jean	69 540	861	389	70 790	44 935
Saint-Maurice	12 008	611	2 050	14 669	14 188
Salaberry-Soulanges	54 268		675	54 943	55 502
Shefford	31 702	2 454	3 921	38 077	38 330
Sherbrooke	63 775	939	3 449	68 163	66 778
Terrebonne			813	813	264
Trois-Rivières	71 744	2 782	2 913	77 439	63 785
Ungava	10 870	491	1 065	12 426	12 427
Vaudreuil	4 926			4 926	4 970
Verchères	14 774		1 531	16 305	15 105
	2 890 076	161 586	160 054	3 211 716	2 938 740
Moins: Montant inscrit au passif - «Provision pour financer l'assainissement des eaux»	124 077			124 077	114 999
	2 765 999	161 586	160 054	3 087 639	2 823 741
Organismes municipaux					
Communauté urbaine de Montréal	782 619		626 999	1 409 618	1 464 231
Communauté urbaine de l'Outaouais	55 153			55 153	55 432
Communauté urbaine de Québec	289 802			289 802	300 217
Corporation intermunicipale de transport des Forges			3 131	3 131	2 016
Corporation intermunicipale de transport de la Rive-Sud de Québec			2 238	2 238	2 230
Corporation intermunicipale de transport du Saguenay			5 074	5 074	4 014
Corporation métropolitaine de transport-Sherbrooke			3 071	3 071	1 912
Régie des installations intermunicipales de Neuville			180	180	231
Régie intermunicipale de transport en commun du Centre de la Mauricie					90
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal			282 294	282 294	270 079
Société de transport de la Communauté urbaine de Québec			33 001	33 001	34 845
Société de transport de l'Outaouais			18 184	18 184	20 388
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal			52 930	52 930	48 665
Société de transport de la Ville de Laval			24 058	24 058	20 225
	1 127 574		1 051 160	2 178 734	2 224 575
Moins: Montant inscrit au passif - «Provision pour financer l'assainissement des eaux»					25
	1 127 574		1 051 160	2 178 734	2 224 550
	3 893 573	161 586	1 211 214	5 266 373	5 048 291

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
 CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 ORGANISMES, ENTREPRISES ET FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1997	1996
		(Redressé)
Organismes et entreprises du Gouvernement		
Bibliothèque nationale du Québec	17 547	
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	2 698	5 098
Musée d'Art contemporain de Montréal	10 707	11 566
Musée de la Civilisation	19 816	25 161
Musée du Québec	32 342	32 421
Société du Centre des congrès de Québec	54 300	
Société des établissements de plein air du Québec	19 565	24 565
Société de développement des entreprises culturelles	8 154	8 493
Société du Grand Théâtre de Québec	6 655	7 052
Société de la Place des Arts de Montréal	101 022	103 997
Société québécoise d'assainissement des eaux	2	2
Télé-Québec	12 220	13 061
	<u>285 028</u>	<u>231 416</u>
Fonds spéciaux du Gouvernement		
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	345 908	
Divers autres organismes	<u>207 239</u>	<u>135 322</u>
	<u>838 175</u>	<u>366 738</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1997	1996
Municipalités					
Montréal métropolitain:					
Anjou		4 475		4 475	5 433
Beaconsfield	29	1 125		1 154	29
Beauharnois					1 127
Bellefeuille		584		584	
Beloeil	8 508	398		8 906	16 427
Blainville	6 739	125		6 864	7 860
Boisbriand	1 161	973		2 134	2 454
Bois-des-Filion	10 707	4		10 711	2 761
Boucherville	1 170	1 796		2 966	3 464
Brossard	1 662	1 974		3 636	6 190
Candiac		546		546	3 256
Carignan	5 478	214		5 692	6 265
Chambly	422	478		900	2 560
Charlemagne	545	257		802	1 968
Châteauguay	417	1 604		2 021	639
Delson	277	348		625	658
Deux-Montagnes	12 264			12 264	376
Dollard-des-Ormeaux		2 381		2 381	2 681
Dorion	807			807	800
Dorval		105		105	137
Greenfield Park	878			878	990
Hampstead		99		99	414
Hudson					230
Kirkland					1 003
Lachenaie	4 340	864		5 204	15 683
Lachine			20	20	2 022
Lafontaine		230		230	
La Plaine		510		510	5 322
La Prairie	1 771	760	35	2 566	1 601
LaSalle	398	1 642		2 040	7 699
L'Assomption		17		17	
Laval	80 190	18 593		98 783	119 299
Le Gardeur	1 228	956		2 184	5 296
LeMoyne	66			66	89
Léry		1		1	6
Les Cèdres		38		38	
L'île-Bizard		47		47	
L'île-Dorval					2
L'île-Perrot	345	462		807	834
Longueuil	4 775	9 443	3 400	17 618	26 167
Lorraine	3 034			3 034	3 045
Maple Grove	1 105			1 105	1 217
Mascouche	2 353	204		2 557	6 083
McMasterville	1 893			1 893	3 391
Melochville					33
Mercier	4 675			4 675	5 179
Mirabel	3 355	38		3 393	3 195
Montréal		28 395	18 976	47 371	86 254
Montréal-Est		1 467		1 467	1 500
Montréal-Nord		1 881		1 881	927
Mont-Royal		899		899	1 044
Mont-Saint-Hilaire	7 103			7 103	13 721
Notre-Dame-de-l'île-Perrot	1 812		39	1 851	1 973
Oka, municipalité	536			536	516
Otterburn Park	4 013	233		4 246	7 761
Outremont		4 006	800	4 806	4 806
Pierrefonds		919		919	2 350
Pincourt	913	553		1 466	1 561

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1997	1996
Pointe-Calumet					22
Pointe-Claire		1 585		1 585	
Pointe-des-Cascades	1 164			1 164	85
Repentigny	792	2 833		3 625	11 985
Richelieu	78		18	96	135
Rosmère	4 926	253		5 179	6 232
Roxboro		237		237	937
Sainte-Anne-des-Plaines	618			618	1 073
Saint-Antoine		498		498	
Saint-Basile-Le-Grand	1 316	3		1 319	245
Saint-Bruno-de-Montarville	3 049	1 638		4 687	3 189
Sainte-Catherine	390			390	1 178
Saint-Constant	369	358		727	1 431
Saint-Eustache	1 598	1 103		2 701	3 999
Saint-Hubert	1 920	5 812		7 732	8 731
Saint-Isidore					107
Saint-Jérôme		3 647		3 647	
Saint-Joseph-du-Lac	116	206		322	860
Sainte-Julie		204		204	1 419
Saint-Lambert	403	7 000		7 403	9 113
Saint-Laurent		5 151		5 151	5 157
Saint-Lazare	1 781			1 781	2 719
Saint-Léonard		1 070		1 070	2 732
Sainte-Marthe-sur-Le-Lac	33	425		458	525
Saint-Mathias-sur-Richelieu	2 040			2 040	57
Saint-Mathieu-de-Beloeil					41
Saint-Philippe	851		300	1 151	2 152
Saint-Pierre		132		132	237
Saint-Placide			141	141	
Saint-Raphaël-de-L'Île-Bizard					547
Saint-Sulpice	524			524	614
Sainte-Thérèse	10 595	91		10 686	11 989
Terrasse-Vaudreuil	200		14	214	279
Terrebonne	7 709	1 607		9 316	10 808
Varennes					923
Vaudreuil	1 017	437		1 454	1 894
Verdun		3 106	15	3 121	980
Westmount		1 610		1 610	1 610
Québec métropolitain:					
Beauport	809	1 200		2 009	3 532
Bermières	1 310			1 310	4 879
Boischatel					66
Cap-Rouge	401	150		551	2 321
Charlesbourg	836	638		1 474	3 837
Charmy	3 844			3 844	8 549
Château-Richer					37
Fossambault-sur-le-Lac	74			74	76
Lac-Beauport					60
Lac-Delage					132
Lac-Saint-Charles	294	283	218	795	1 083
L'Ancienne-Lorette	299			299	1 173
L'Ange-Gardien					57
Lévis	1 987	1 400	300	3 687	3 170
Loretteville	833			833	1 698
Pintendre	35			35	35
Québec	803	10 270	3 000	14 073	28 203
Saint-Augustin-de-Desmaures	290	7	121	418	1 332
Sainte-Brigitte-de-Laval	461			461	579
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	289	26		315	480
Saint-Émile	115			115	115

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1997	1996
Saint-Étienne-de-Beaumont	644			644	742
Saint-Étienne-de-Lauzon					539
Sainte-Famille					24
Sainte-Foy	1 358	2 521		3 879	5 486
Saint-François		1		1	2
Saint-Gabriel-de-Valcartier					11
Saint-Jean-Chrysostome	7		99	106	943
Saint-Lambert-de-Lauzon	2 278	157	879	3 314	3 489
Saint-Nicolas	3 844			3 844	8 951
Saint-Pierre		33		33	136
Saint-Rédempteur	1 955			1 955	4 485
Saint-Romuald	3 871	2 100		5 971	7 326
Shannon					4
Sillery		51		51	718
Stoneham-et-Tewkesbury					385
Val-Bélair	429	1 000		1 429	2 418
Vanier	12	265		277	611
Diverses circonscriptions électorales:					
Abitibi-Est	10 387	248	2 048	12 683	16 505
Abitibi-Ouest	9 038	53	4 911	14 002	17 996
Anjou		8 486		8 486	
Argenteuil	19 436	80	226	19 742	4 132
Arthabaska	2 004	46	30	2 080	2 164
Beauce-Nord	5 505	675	1 138	7 318	12 699
Beauce-Sud	1 193	225	62	1 480	4 875
Beauharnois-Huntingdon	5 450	14	119	5 583	7 640
Bellechasse	5 575	1 200	1 641	8 416	8 550
Berthier	7 544	111	782	8 437	10 751
Bertrand	11 487	137	310	11 934	15 812
Bonaventure	4 350	664	668	5 682	8 129
Borduas		391		391	476
Brome-Missisquoi	1 215	854	924	2 993	6 729
Chambly	14 695			14 695	
Champlain	2 452	146	377	2 975	2 950
Chapleau		2 242		2 242	1 424
Charlevoix	38 039	1 978	405	40 422	30 237
Châteauguay	30 909		50	30 959	650
Chauveau		4	8	12	
Chicoutimi		1 807	3 410	5 217	19 962
Chomedey			111	111	
Deux-Montagnes	12 802		1 249	14 051	779
Drummond	7 616	1 961	477	10 054	24 382
Dubuc	3 765	278	962	5 005	8 769
Duplessis	32 498	1 844	447	34 789	40 398
Frontenac	984	31	580	1 595	6 326
Gaspé	18 402	2 017	3 408	23 827	35 311
Gatineau	2 698	12 411	818	15 927	4 794
Groulx	33 150			33 150	
Hull		5 512	3	5 515	14 812
Iberville	3 900	966	1 507	6 373	14 925
Îles-de-la-Madeleine	1 716	299	360	2 375	5 571
Johnson	5 506	136	1 041	6 683	5 981
Joliette	20 548	3 268	932	24 748	21 798
Jonquière		302	25	327	3 765
Kamouraska-Témiscouata	4 664	958	2 717	8 339	11 712
Labelle	1 447	213	281	1 941	4 072
Lac-Saint-Jean	1 232	1 698	152	3 082	5 943
L'Assomption	1 001			1 001	1 627
Laviolette	8 724	962	978	10 664	5 833
Lévis	162		100	262	439

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1997	1996
Limoilou			304	304	
Lotbinière	4 510	118	1 189	5 817	4 455
Marguerite-D'Youville			50	50	
Maskinongé	8 465	97	3 020	11 582	19 097
Masson					1 965
Matane	3 122	805	4 036	7 963	8 255
Matapédia	5 004	1 314	448	6 766	9 769
Mégantic-Compton	4 205	179	719	5 103	8 906
Montmagny-L'Islet	8 219	603	1 323	10 145	18 022
Montmorency	19 261			19 261	
Nicolet-Yamaska	14 499	568	290	15 357	25 287
Orford	1 230	538	1 848	3 616	5 548
Papineau	7 434	657	859	8 950	18 019
Pontiac	3 576	1 594	17	5 187	3 290
Portneuf	13 966	617	373	14 956	18 113
Prévost	56 030		437	56 467	8 650
Richelieu	12 638	213	30	12 881	15 620
Richmond	1 082	7	133	1 222	5 570
Rimouski	3 981	1 289	1 036	6 306	6 656
Rivière-du-Loup	13 642	940	1 126	15 708	16 375
Roberval	5 060	3 613	1 567	10 240	17 962
Rousseau	415	1 181	961	2 557	3 496
Rouyn-Noranda - Témiscamingue	17 486	2 504	670	20 660	29 661
Saguenay	4 575	3 036	1 073	8 684	9 758
Saint-François	1 069	115	42	1 226	2 639
Saint-Hyacinthe	3 046	1 695	838	5 579	5 291
Saint-Jean	9 759	3 058		12 817	38 293
Saint-Maurice	29 281	1 464	670	31 415	7 632
Salaberry-Soulanges	10 196	2 611	616	13 423	15 005
Shefford	4 601	679	182	5 462	6 642
Sherbrooke	1 479	4 477		5 956	7 489
Terrebonne			8	8	
Trois-Rivières	562	1 639		2 201	4 731
Ungava	54	269	109 586	109 909	92 468
Vachon			73	73	
Vaudreuil	918		1 383	2 301	1 426
Verchères		428	192	620	3 849
	843 541	236 731	196 731	1 277 003	1 416 844

Organismes municipaux

Communauté urbaine de Montréal	52 665		8 158	60 823	75 693
Communauté urbaine de l'Outaouais	1 059			1 059	1 077
Communauté urbaine de Québec					15
Corporation intermunicipale de transport des Forges			1 157	1 157	2 468
Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec					980
Corporation intermunicipale de transport du Saguenay			294	294	2 432
Corporation métropolitaine de transport-Sherbrooke			1 498	1 498	3 094
Municipalités régionales de comté:					
Acton					63
Argenteuil		400		400	75
Arthabaska					62
Avignon					75
Bécancour					62
Bonaventure					75
Champlain					50
Denis-Riverin					75
Desjardins					50
Drummond					62

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(en milliers de dollars)

	Assainis- sement des eaux	Infra- structures	Aqueducs, égouts et autres	1997	1996
Franchville					50
Joliette					50
La Côte-de-Beaupré					63
La Côte-de-Gaspé					75
La Haute-Côte-Nord					75
La Haute-Yamaska					50
La Nouvelle-Beauce					39
La Rivière-du-Nord					50
La Vallée-du-Richelieu					50
Le Bas-Richelieu					63
Le Centre-de-la-Mauricie					75
Le Domaine-du-Roy			500	500	75
Le Fjord-du-Saguenay					50
Le Haut-Saint-Laurent					63
Le Haut-Saint-Maurice					62
L'Érable					75
Les Chutes-de-la-Chaudière					50
Les Etchemins					75
Les Îles-de-la-Madeleine					75
Les Jardins-de-Napierville					50
Les Laurentides					63
Les Maskoutains					50
Les Pays-d'en-Haut					50
L'Île-d'Orléans			20	20	50
L'Islet					75
Manicouagan					50
Maskinongé					75
Mékinac			85	85	75
Minganie					150
Montmagny			30	30	
Nicolet-Yamaska					62
Papineau					75
Pontiac					75
Robert-Cliche					63
Rouville					50
Sept-Rivières					63
Vaudreuil-Soulanges					50
Régie d'Aqueduc de Grand-Pré					67
Régie d'aqueduc intermunicipale des Moulins		18		18	50
Régie d'assainissement des eaux usées de Piedmont, Saint-Sauveur et Saint-Sauveur-des-Monts		62		62	310
Régie intermunicipale de la Haute-Saint-Charles		815		815	
Régie intermunicipale de l'eau - Tracy - Saint-Joseph - Saint-Roch					756
Régie intermunicipale du Parc des Chutes de Shawinigan/ Shawinigan-Sud					118
Régie intermunicipale du parc régional des Chutes Mont-à-Peine et des Dalles					69
Régie intermunicipale pour la gestion des déchets solides des Anses		59		59	
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal			105 299	105 299	130 371
Société de transport de la Communauté urbaine de Québec			17 224	17 224	16 981
Société de transport de l'Outaouais			8 692	8 692	3 681
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal			5 929	5 929	19 561
Société de transport de la Ville de Laval			1 754	1 754	8 265
	53 724	1 354	150 640	205 718	268 928
	897 265	238 085	347 371	1 482 721	1 685 772

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS (suite)
 POUR AUTRES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
 ORGANISMES ET ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT ET DIVERS AUTRES ORGANISMES

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Organismes et entreprises du Gouvernement		
Bibliothèque nationale du Québec		17 366
Musée d'Art contemporain de Montréal	1 375	1 245
Musée de la Civilisation	2 467	1 987
Musée du Québec	1 256	2 056
Société du Centre des congrès de Québec		54 300
Société des établissements de plein air du Québec		25
Société du Grand Théâtre de Québec	3 156	2 319
Société de la Place des Arts de Montréal	7 608	8 084
	<u>15 862</u>	<u>87 382</u>
Divers autres organismes		
Aide à l'industrie:		
Aide au développement régional		10 101
Aide au développement technologique	50 251	32 737
Aide à la production et à la commercialisation des produits agro-alimentaires	3 493	7 211
Assistance à l'industrie minière	113	5 136
Aide aux loisirs et à la culture	35 070	74 738
Infrastructures	40 813	74 353
Autres	3 106	3 601
	<u>132 846</u>	<u>207 877</u>
	<u>148 708</u>	<u>295 259</u>

INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES

(en milliers de dollars)

Sommaire

Détail
page

1997

1996

GARANTIES D'EMPRUNTS

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

3-76	Commission municipale du Québec	18 601	21 431
3-77	Hydro-Québec	38 193 325 (2)	37 671 806 (2)
3-84	Sidbec	54 147 (4)	78 774 (4)
3-85	Société de développement de la Baie James		812
3-85	Société de développement industriel du Québec	100 000	143 801
3-86	Société du Palais des congrès de Montréal		32 500
3-87	Société immobilière du Québec	311 275	361 275
3-88	Société nationale de l'amiante		15 000
3-89	Société québécoise d'assainissement des eaux	178 360 (4)	263 164 (4)
		<u>38 855 708 (1)</u>	<u>38 588 563 (1)</u>

PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS

3-94	Étudiants	3 013 783 (3)(5)	2 745 576 (3,5)
3-94	Fonds d'aide à l'entreprise	70 491 (5)	58 024 (5)
3-95	Pêcheurs	49 954 (5)	51 829 (5)
3-95	Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	5 510 (5)	8 708 (5)
3-96	Travailleurs (formation professionnelle)	32 944 (5)	30 904 (5)
		<u>3 172 682</u>	<u>2 895 041</u>

CAUTIONNEMENTS

3-97	Société de développement industriel du Québec	629 243 (5)	767 830 (5)
3-97	Société de développement des entreprises culturelles	38 216 (5)	29 002 (5)
3-98	Société d'habitation du Québec	475 791 (5)	470 747 (5)
3-98	Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec)	6 328 (5)	6 493 (5)
		<u>1 149 578</u>	<u>1 274 072</u>

Total des garanties d'emprunts et des cautionnements

43 177 968 42 757 676

ACTIFS GARANTIS PAR LE GOUVERNEMENT

3-97	Société de développement industriel du Québec	1 229 110 (5)	1 300 788 (5)
		<u>44 407 078</u>	<u>44 058 464</u>

Total des garanties d'emprunts, cautionnements et actifs garantis par le Gouvernement (à reporter)

INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES (suite)

(en milliers de dollars)

Sommaire (suite)

Détail
page
(suite)

	1997	1996
ACTIFS GARANTIS PAR LE GOUVERNEMENT (suite)		
Total des garanties d'emprunts, cautionnements et actifs garantis par le Gouvernement (reporté)	44 407 078	44 058 464
MOINS:		
3-84 Provision pour perte sur les interventions à 98 financières garanties	634 119 (5)	680 731 (5)
3-84 Provision pour perte sur placements en actions	25 033 (5)	40 519 (5)
3-93 Provision pour financer l'assainissement des eaux	124 077 (5)	115 024 (5)
	783 229	836 274
INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES NETTES	43 623 849	43 222 190

- (1) Les garanties d'emprunts en monnaies étrangères apparaissent en équivalent canadien aux cours en vigueur au 31 mars 1997 en considérant aussi les contrats d'échange de devises aux taux de conversion suivants exprimés en dollars canadiens:

En monnaie des États-Unis, Dollar (\$US)	= 1,3843
En monnaie de la France, Franc français (FF)	= 0,2467
En monnaie du Japon, Yen (¥)	= 0,01119
En monnaie des Pays-Bas, Florin Néerlandais (FL)	= 0,7381
En monnaie de l'Allemagne, Deutsche Mark (DM)	= 0,8303
En monnaie de la Grande-Bretagne, Livre Sterling (£)	= 2,2775
En monnaie de la Suisse, Franc Suisse (FS)	= 0,9625
En unité de compte européen, ECU	= 1,61368
En monnaie de la Belgique, Franc belge (FB)	= 0,04024

- (2) Obligations détenues par le gouvernement du Québec aux Fonds d'amortissement, Hydro-Québec 222 986 en monnaie du Canada incluant 29 540 en monnaie des États-Unis (172 428 en monnaie du Canada en 1996 incluant 29 540 en monnaie des États-Unis).
- (3) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.
- (4) Les garanties d'emprunts des organismes et entreprises du Gouvernement doivent être réduites des montants de la provision pour perte sur placements en actions et celle pour financer l'assainissement des eaux, présentés séparément.
- (5) Les garanties d'emprunts accordées aux particuliers et sociétés, les cautionnements et Les actifs garantis par Le Gouvernement sont enregistrés sur la base des montants autorisés en vertu des programmes gouvernementaux pour établir le calcul de la provision pour perte sur les interventions financières garanties par le Gouvernement.

ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Commission municipale du Québec

L.R.Q., c. D-7

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Loi sur les dettes, les emprunts municipaux et scolaires.		
Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	18 601 (*)	21 431
Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement (A.C. 2206-64).		

(*) Détail

Montréal métropolitain: 11 017

Boucherville, 49; Champlain, 9; Châteauguay, 6; Côte-St-Luc, 331; Dollard-des-Ormeaux, 3; Dorval, 22; L'Île-Perrot, 37; Longueuil, 766; McMasterville, 5; Montréal, 9 353; Mont-St-Hilaire, 5; Otterburn Park, 5; Pointe-Claire, 36; Rosemère, 6; St-Basile-Le-Grand, 1; St-Hubert, 11; Ste-Madeleine, 44; St-Narcisse, 49; Ste-Thérèse, 53; Terrebonne, 192; Verdun, 34.

Québec métropolitain: 2 943

Beauport, 451; Boischatel, 4; Cap-Rouge, 132; Charlesbourg, 625; Charny, 445; L'Ancienne-Lorette, 48; Lévis, 169; Québec, 375; Ste-Brigitte-de-Laval, 65; Ste-Foy, 123; St-Jean-Chrysostome, 117; Val-Bélair, 389.

Diverses circonscriptions électorales: 4 641

Abitibi-Ouest, 35; Argenteuil, 29; Arthabaska, 118; Beauce-Nord, 178; Beauharnois-Huntingdon, 41; Bellechasse, 685; Bertrand, 161; Bonaventure, 84; Brome-Missisquoi, 2; Chapleau, 6; Charlevoix, 632; Duplessis, 104; Gaspé, 147; Hull, 210; Iberville, 26; Îles-de-la-Madeleine, 163; Johnson, 154; Labelle, 1; Lac-St-Jean, 1; L'Assomption, 143; Laviolette, 127; Lotbinière, 373; Maskinongé, 75; Matane, 74; Montmagny-L'Islet, 108; Orford, 21; Papineau, 72; Portneuf, 136; Richelieu, 35; Rimouski, 60; Rivière-du-Loup, 76; Rousseau, 15; Rouyn-Noranda-Témiscaming, 28; Saguenay, 13; Shefford, 192; St-Jean, 38; St-Maurice, 278.

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28

Sommaire des garanties d'emprunts

(en milliers de dollars)

	1997		1996	
	Valeur nominale en monnaie étrangère	Montant en équivalent canadien (*)	Valeur nominale en monnaie étrangère	Montant en équivalent canadien (*)
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		15 767 175		16 167 772
En monnaie des États-Unis	10 140 501 \$US	13 965 677	9 827 701 \$US	13 343 238
En monnaie de la Suisse	631 500 FS	585 263	811 500 FS	745 437
En monnaie de l'Allemagne	1 762 165 DM	1 321 439	1 869 165 DM	1 447 603
En monnaie du Japon	33 450 000 ¥	382 403	33 450 000 ¥	382 403
En monnaie de la Grande-Bretagne	600 000 £	1 297 091	600 000 £	1 262 180
En unité de compte européen	125 000 ECU	156 897	125 000 ECU	156 897
En monnaie des Pays-Bas	15 000 FL	9 400	30 000 FL	18 799
En monnaie de la France	1 000 000 FF	242 630	1 000 000 FF	209 188
		<u>33 727 975</u>		<u>33 733 517</u>
Autres emprunts				
En monnaie du Canada		124 354		27 441
En monnaie des États-Unis	2 023 775 \$US	2 800 804	2 068 175 \$US	2 819 894
En monnaie de l'Allemagne	15 000 DM	12 680	15 000 DM	12 680
En monnaie de la Belgique	1 000 000 FB	43 145	1 000 000 FB	43 145
En monnaie du Japon	107 000 000 ¥	1 483 675	96 900 000 ¥	1 382 342
En monnaie de la France	1 500 000 FF	360 736		
		<u>4 825 394</u>		<u>4 285 502</u>
Total avant fonds d'amortissement		38 553 369		38 019 019
Moins: Fonds d'amortissement		360 044		347 213
Total		<u>38 193 325</u>		<u>37 671 806</u>

(*) Les montants par monnaie ont été établis après avoir pris en considération les contrats d'échange de devises. De plus, pour les emprunts à fort taux d'escompte, les montants réalisés et non la valeur nominale ont été considérés tout en y ajoutant la capitalisation des escomptes échelonnés sur la durée des emprunts.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10,000	DA	120 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10,250	DG	120 000
" " "	1979-05-15	1200-79	10,250	DGA	140 000
" " "	1979-07-24	1932-79	10,250	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10,000	DH	125 000
" " "	1978-08-30	2557-78	10,000	DHA	125 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10,750	DM-2	135 000
" " "	1979-12-20	3284-79	10,750	DMA	135 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11,000	DR	150 000
" " "	1979-11-15	2989-79	11,000	DRA	200 000
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11,750	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13,250	EA	185 000
2000-12-14	1980-12-14	3776-80	13,250	ED-1	84 500
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15,750	EZ-2	46 000
2003-02-10	1983-02-10	110-83	13,000	FF-2	67 000
2005-09-30	1983-09-30	1844-83	13,250	EA-1	125 000
" " "	1984-03-30	654-84	13,250	EA-2	50 000
" " "	" " "	655-84	13,250	EA-3	50 000
" " "	" " "	939-84	13,250	EA-4	50 000
2006-02-06	1988-05-25	733-88	12,250	FT-2	50 000
" " "	1985-02-06	126-85	12,250	FT-2	153 000
2008-09-25	1985-09-25	1884-85	11,250	GC-2	100 000
2001-05-01	1986-05-01	476-86	9,500	GG	150 000
2007-02-18	1987-02-18	1638-86	9,750	GO	30 000
1997-04-21	1987-04-21	420-87	9,000	GS	150 000
1997-07-16	1987-07-16	1098-87	9,750	GU-1	120 000
" " "	1988-02-17	174-88	9,750	GU-1	158 000
2012-07-16	1987-07-16	1098-87	10,250	GU-2	205 000
" " "	1988-02-17	174-88	10,250	GU-2	192 000
" " "	1989-01-16	118-89	10,250	GU-2	380 000
" " "	" " "	577-89	10,250	GU-2	240 000
" " "	1990-01-16	137-90	10,250	GU-2	100 000
2008-06-01	1988-06-08	834-88	11,250	GZ	100 000
1999-02-01	1988-09-27	1390-88	10,750	HA	365 000
" " "	1989-02-01	577-89	10,750	HA	235 000
1999-02-09	1989-02-09	43-89	11,000	HC	500 000
2011-09-26	1989-09-26	1523-89	10,000	HF	450 000
2019-11-22	1989-11-22	1755-89	10,000	HG	100 000
2020-08-15	1990-08-15	1142-90	11,000	HL	675 000
" " "	" " "	1382-90	11,000	HL	
" " "	" " "	1782-90	11,000	HL	
" " "	1991-02-15	138-91	11,000	HL	235 000

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada (suite)					
2020-08-15	1991-08-15	1143-90	nul	HM	152 127 (A)
" " "	" " "	280-91	nul	HM	
2010-08-16	1990-08-16	1144-90	nul	HN	67 883 (B)
2000-10-10	1990-10-10	1382-90	11,250	HO	475 000
" " "	" " "	138-91	11,250	HO	
2000-10-30	1990-10-30	1555-90	7,125	HP	76 635 (C)
2001-03-08	1991-03-08	187-91	10,625	HU	300 000
2020-08-15	1991-08-15	1109-91	11,000	HL	200 000
2001-07-25	1991-07-25	933-91	10,875	HW	
" " "	" " "	934-91	10,875	HW	1 100 000
2021-10-15	1991-10-15	933-91	10,500	HX	
" " "	" " "	1321-91	10,500	HX	1 100 000
2022-07-15	1992-07-15	1522-91	9,625	IC	
" " "	" " "	937-92	9,625	IC	1 200 000
" " "	" " "	1857-92	9,625	IC	
" " "	" " "	155-93	9,625	IC	500 000
" " "	" " "	156-93	9,625	IC	200 000
" " "	1995-08-31	1124-95	9,625	IC	50 000
1998-04-01	1992-12-16	1781-92	8,500	ID	150 000
2003-02-01	" " "	1782-92	9,000	IE	100 000
2031-02-26	1993-07-27	1047-93	6,750	IH	231 231 (D)
2020-01-10	1993-07-27	1048-93	10,250	II	168 799 (E)
2000-10-15	1993-12-22	1851-93	7,000	IL	200 000
2004-06-01	1994-01-25	1857-92	7,000	IM	1 000 000
" " "	" " "	157-94	7,000	IM	
2005-08-15	1995-06-30	907-95	8,500	IR	350 000
" " "	1995-08-31	1125-95	8,500	IR	100 000
" " "	1995-12-22	1681-95	8,500	IR	150 000
" " "	1996-05-10	543-96	8,500	IR	200 000
2007-02-15	1996-10-11	1281-96	7,000	JA	350 000
2002-02-15	1997-01-24	63-97	5,750	JB	400 000
					15 767 175

À FORT TAUX D'ESCOMPTE:

- (A) 1 729 000 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 10,587 % à 10,964 %.
 (B) 282 500 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 10,97 %.
 (C) 89 000 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 11,824 %.
 (D) 190 000 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 8,959 %.
 (E) 150 000 en monnaie du Canada à l'échéance, taux effectif de 8,959 %.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale en monnaie étrangère	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					\$US	
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9,250	DF	38 497	
2013-02-15	1983-02-15	201-83	13,375	FG-2	17 614	
" " "	1983-12-15	1843-83	13,250	FL-2	30 351	
" " "	" " "	2576-83	"	FL-2		
" " "	" " "	2580-83	"	FL-2		
2012-02-01	1985-02-01	1843-83	11,750	FU	200 000	
" " "	" " "	2580-83	"	FU		
" " "	" " "	158-85	"	FU		
2002-07-19	1985-07-19	1260-85	Flottant	FY	200 000	
2026-03-01	1986-03-01	251-86	8,875	GF	250 000	
" " "	" " "	252-86	"	GF		
2026-04-15	1986-04-15	251-86	8,250	GH	250 000	
" " "	" " "	498-86	"	GH		
2027-01-15	1987-01-15	1889-86	8,250	GQ	250 000	
" " "	" " "	73-87	"	GQ		
" " "	" " "	90-87	"	GQ		
2007-10-15	1987-10-15	1427-87	10,700	GV	79 039	
" " "	" " "	1573-87	"	GV		
2018-01-15	1988-01-15	1427-87	9,750	GW	250 000	
" " "	" " "	110-88	"	GW		
1998-09-29	1988-09-29	1391-88	9,750	HB	150 000	
2029-06-15	1989-06-15	44-89	8,625	HE	250 000	
" " "	" " "	913-89	"	HE		
2029-12-01	1989-12-01	44-89	8,500	HH	500 000	
" " "	" " "	1819-89	"	HH		
2030-04-15	1990-04-15	485-90	9,375	HK	500 000	
" " "	" " "	486-90	"	HK		
2000-04-27	1990-04-27	488-90	Flottant	HJ	200 000	
2030-11-15	1990-11-15	1381-90	9,500	HQ	500 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HQ		
" " "	" " "	1586-90	"	HQ		
2021-02-01	1991-02-01	1381-90	9,400	HS	900 000	
" " "	" " "	1585-90	"	HS		
" " "	" " "	139-91	"	HS		
2001-03-07	1991-03-07	186-91	9,000	HT	300 000	
2022-01-15	1992-01-30	1522-91	8,400	HY		
" " "	" " "	53-92	"	HY	1 000 000	
2001-11-15	1992-04-15	561-92	8,350	IA	100 000	
2002-05-20	1992-05-20	679-92	8,625	IB	500 000	
2003-02-01	1993-02-03	1522-91	7,375	IF	500 000	
" " "	" " "	1857-92	"	IF		
" " "	" " "	45-93	"	IF		
2013-02-01	1993-02-03	1522-91	8,000	IF	1 000 000	
" " "	" " "	1857-92	"	IF		
" " "	" " "	45-93	"	IF		
2005-10-01	1993-10-01	1344-93	Flottant	IJ	200 000	
1999-04-15	1994-04-15	484-94	Flottant	IN	475 000	
2024-07-07	1994-07-07	265-94	8,050	IO	1 000 000	
" " "	" " "	991-94	"	IO		
" " "	1995-03-10	275-95	"	IO		
2000-07-27	1995-07-27	999-95	Flottant	IS	100 000	
2016-04-01	1996-04-01	265-94	7,500	IU	400 000	
2016-04-01	1996-04-01	383-96	7,500	IU		
					10 140 501 (1)	13 965 677 (1)

(1) Y compris des contrats d'échange de devises de 850 000 en monnaie des États-Unis pour un équivalent de 1 104 836 en monnaie du Canada.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale en monnaie étrangère	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				FS	
2008-03-24	1988-03-24	175-88	5,000	96 500	
2000-02-06	1990-02-26	155-90	7,250	200 000	
2000-04-27	1990-04-27	484-90	7,500	100 000	
2001-05-21	1991-05-21	638-91	6,750	150 000	
1998-02-27	1996-02-27	189-96	2,500	85 000	
				631 500 (2)	585 263 (2)

(2) Y compris des contrats d'échange de devises de 535 725 en monnaie de la Suisse pour un équivalent de 493 080 en monnaie du Canada.

En monnaie de l'Allemagne				DM	
2016-05-01	1986-05-01	475-86	6,000	118 385	
1999-03-30	1989-03-30	370-89	6,750	288 000	
2000-04-25	1990-04-25	487-90	Flottant	500 000	
2001-05-07	1991-05-07	563-91	8,625	600 000	
1997-12-18	1995-06-29	858-95	5,390	150 000	
2006-03-20	1996-03-20	321-96	Flottant	105 780	
				1 762 165 (3)	1 321 439 (3)

(3) Y compris des contrats d'échange de devises de 1 137 121 en monnaie de l'Allemagne, pour un équivalent de 809 770 en monnaie du Canada, plus un contrat d'échange de devises de 105 780 en monnaie de l'Allemagne pour un équivalent de 72 927 en monnaie des États-Unis pour un équivalent de 100 952 en monnaie du Canada au 31 mars. De plus, le solde de la dette est couvert par des contrats d'achat de devises de 675 000 en monnaie de la France, pour un équivalent de 166 102 en monnaie du Canada à déboursier avec une couverture à recevoir de 166 523 en monnaie du Canada ainsi que de 67 300 en monnaie de la Grande-Bretagne pour un équivalent de 133 268 en monnaie du Canada à déboursier avec une couverture à recevoir de 153 276 en monnaie du Canada.

En monnaie du Japon				¥	
1997-06-19	1987-06-19	901-87	5,200	10 450 000	
1998-05-25	1988-05-25	730-88	5,500	10 000 000	
2001-01-31	1991-01-31	71-91	6,000	8 000 000	
2005-08-23	1995-08-23	1096-95	Flottant	5 000 000	
				33 450 000 (4)	382 403 (4)

(4) Y compris des contrats d'échange de devises de 33 450 000 en monnaie du Japon pour un équivalent de 382 403 en monnaie du Canada.

En monnaie de la Grande-Bretagne				£	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15,000	40 000	
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12,750	50 000	
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,240	60 000	
2015-03-08	1990-03-08	247-90	12,625	150 000	
2001-04-17	1991-04-17	479-91	11,250	100 000	
1998-12-09	1993-12-09	1586-93	6,500	200 000	
				600 000 (5)	1 297 091 (5)

(5) Y compris des contrats d'échange de devises de 300 000 en monnaie de la Grande-Bretagne pour un équivalent de 602 677 en monnaie du Canada, plus un contrat d'échange de devises de 150 000 en monnaie de la Grande-Bretagne pour un équivalent de 254 850 en monnaie des États-Unis pour un équivalent de 352 789 en monnaie du Canada.

En unité de compte européen				ECU	
1999-07-06	1989-07-06	840-89	9,250	125 000 (6)	156 897 (6)

(6) Y compris des contrats d'échange de devises de 125 000 en unité de compte européen pour un équivalent de 156 897 en monnaie du Canada.

En unité des Pays-Bas				FL	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11,125	15 000 (7)	9 400 (7)

(7) Y compris des contrats d'échange de devises de 15 000 en monnaie des Pays-Bas pour un équivalent de 9 400 en monnaie du Canada.

En monnaie de la France				FF	
2002-04-02	1992-04-02	368-92	9,000	1 000 000 (8)	242 630 (8)

(8) Y compris des contrats d'échanges de devises de 1 000 000 en monnaie de la France pour un équivalent de 175 273 en monnaie des États-Unis pour un équivalent de 242 630 en monnaie du Canada.

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

	Monnaie des États-Unis et autres monnaies	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant total
En monnaie du Canada et des États-Unis et autres monnaies				
Autres emprunts				
Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:				
a) En vertu des décrets 2361-81, 1501-83, 1841-83, 1128-87 et 1425-87 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou du taux, majoré de 1,75 %, des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le «prime rate» de la Chase Manhattan Bank de New York, pour des termes ne dépassant pas un (1) an au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 en monnaie du Canada.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de			26 880	26 880
b) Billets moyen terme Can et/ou US.				
En vertu du décret 320-96 autorisant l'émission de billets à moyen terme ne dépassant pas 1 000 000 en monnaie du Canada ou l'équivalent en monnaie des États-Unis.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de			97 474	97 474
c) En vertu des décrets 3461-81, 932-85, 1889-86, 1426-87 1554-90, 1781-90, 1110-91, 1062-92 et 990-94 autorisant l'émission de billets à moyen terme ne dépassant pas, 3 000 000 en monnaie des États-Unis ou l'équivalent en dollars canadiens pour des billets payables en autres monnaies ou monnaies composées. Ils portent intérêts à taux fixe ou variable et viennent à échéance à neuf mois ou plus de leur date d'émission.				
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	\$US	1 563 775	2 164 734	2 164 734
En vertu des décrets 1850-93, 1763-94 et 1097-95 autorisant l'émission de billets à moyen terme, en Europe ou ailleurs, ne dépassant pas 2 000 000 en monnaie des États-Unis ou l'équivalent en autres monnaies. Ils portent intérêts à taux fixe ou variable et viennent à échéance à un mois ou plus de leur date d'émission.				
Au 31 mars, les emprunts utilisés sont les suivants y compris des contrats de devises s'y rapportant:	\$US	60 000	82 350	82 350
	DM	15 000	12 680	12 680
	FB	1 000 000	43 145	43 145
	Yen	107 000 000	1 483 675	1 483 675
	FF	1 500 000	360 736	360 736
Montants à reporter		4 147 320	124 354	4 271 674

Hydro-Québec (suite)
 L.R.Q., c. H-5, a. 27 et a. 28
 Obligations négociables (suite)

(en milliers de dollars)

		Monnaie des États-Unis et autres monnaies	Équivalent Canadien	Monnaie du Canada	Montant total
En monnaie du Canada et des États-Unis et autres monnaies (suite)					
Autres emprunts (suite)					
Montants reportés			4 147 320	124 354	4 271 674
d)	En vertu du décret 1256-86 approuvant le règlement #415 concernant l'émission et la vente de billets d'Hydro-Québec de 400 000 en monnaie des États-Unis. Ces billets sont sans échéance fixe (à perpétuité), à taux variable, de série «GL», l'intérêt est payable semestriellement. À compter de septembre 1991, Hydro-Québec pourra racheter les billets à leur valeur nominale.				
	Au 31 mars, le solde dû en capital est de	\$US 400 000	553 720		553 720
			4 701 040	124 354	4 825 394
Total avant fonds d'amortissement					38 553 369
Moins: Fonds d'amortissement					360 044 (1)
					<u>38 193 325</u>
(1)	Comprenant 346 090 en monnaie du Canada, 13 954 en monnaie du Canada représentant l'équivalent d'un montant de 10 080 en monnaie des États-Unis.				

Sidbec

L.R.Q., c. E-14, a. 14

(en milliers de dollars)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Sidbec a émis et vendu six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 en monnaie du Canada.

Le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1997	1996
1995-06-15	1971-06-15	2222-71	8,750	B		
1997-09-01	1979-09-01	2996-71	9,000	C		7 250
1997-05-15	1975-05-15	1710-75	10,250	E		10 000
1998-02-16	1976-02-16	384-76	10,750	F		8 000
						<u>25 250</u>

En vertu du décret 1710-85, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit de 18 500 en monnaie des États-Unis au taux annuel de 11,00 % échéant le 30 août 1997.

Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt, au taux d'intérêt de 8,82 %, d'une valeur nominale de 29 412 en monnaie du Canada, au taux effectif de 11,15 %.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

29 147

28 524

En vertu du décret 1614-96, le gouvernement du Québec a approuvé l'emprunt d'un montant global de 25 000 en monnaie du Canada dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement. Cet emprunt à taux flottant vient à échéance le 13 février 2003.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

25 000

En vertu du décret 172-92, le gouvernement du Québec a approuvé deux (2) emprunts à terme au montant de 12 500 en monnaie du Canada chacun, à taux flottant et venant à échéance le 14 février 1997. Ces prêts sont remboursables par anticipation.

Au 31 mars, le solde dû en capital est de

25 000

54 14778 77454 14778 774

Montant inscrit au passif - «Provision pour perte sur placements en actions».

(25 033)(40 519)

Société de développement de la Baie James
L.R.Q., c. D-8, a. 26

(en milliers de dollars)

	1997	1996
		(Redressé)
Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société.		
En vertu des décrets 1454-92, 1783-92, 1408-93 et 438-95 Le Gouvernement a approuvé des marges d'emprunt en monnaie du Canada, venant à échéance le 31 mars 1996.		812
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		812

Société de développement industriel du Québec
L.R.Q., c. S-11.01, a. 45

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 91-87, la Société a contracté un emprunt de 1 190 000 en monnaie du Japon auprès de «The Long-Term Credit Bank of Japan Ltd.» et de «Yasuda Fire & Marine Insurance Company Ltd.» au taux de 6 % l'an, payable semestriellement le 6 février et le 6 août de chaque année et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt au taux de 8,88 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		10 500
En vertu du décret 1821-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «G», d'une valeur nominale globale de 50 000 en monnaie du Canada, datées du 1 ^{er} décembre 1989 et portant intérêts au taux de 10 % l'an et échéant le 1 ^{er} décembre 1999.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1046-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «H», d'une valeur nominale globale de 50 000 en monnaie du Canada, datées du 27 juillet 1990, portant intérêts au taux de 11,50 % l'an et échéant le 27 juillet 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000

Société de développement industriel du Québec (suite)
 L.R.Q., c. S-11.01, a. 45

(en milliers de dollars)

	1997	1996
En vertu des décrets 661-91 et 662-91, la Société a contracté un emprunt de 4 000 000 en monnaie du Japon auprès de «The Chiyoda Mutual Life Insurance Co.» au taux de 7,25 % l'an, daté du 24 mai 1991 et échéant le 24 mai 1996.		
Deux contrats d'échange de devises et de taux sont rattachés à cet emprunt. L'un pour un montant global de 28 800 en monnaie des États-Unis au taux Libor (6 mois) plus 8 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux AB (3 mois) plus 16 points de base, soit un taux effectif de 9,69 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		33 301
	100 000	143 801

Société du Palais des congrès de Montréal
 L.R.Q., c. S-14.1, a. 23

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 2125-84, la Société a contracté un emprunt de 20 000 en monnaie des États-Unis auprès de «The Industrial Bank of Japan Limited». Le prêt porte intérêts à compter du 27 septembre 1984 au taux de 13 % l'an, payables semestriellement et venant à échéance le 27 septembre 1996.		
Un contrat d'échange de devises au taux de 9,96 % est rattaché à cet emprunt au montant de 32 500 en monnaie du Canada au taux effectif de 13,35 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		32 500
		32 500

Société immobilière du Québec
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1997	1996
En vertu des articles 32 et 33 du chapitre S-17.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société.		
En vertu du décret 800-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série «B» d'une valeur nominale de 50 000 en monnaie du Canada. Les obligations datées du 12 juin 1986, échéant le 12 juin 2006, portent intérêts au taux de 8,50 % l'an jusqu'au 12 juin 1990 et par la suite, au taux de 9,15 % jusqu'à l'échéance.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	10 245	10 245
En vertu du décret 1882-86, la Société a contracté un emprunt de 5 800 000 en monnaie du Japon auprès de «Sumitomo Life Insurance Company» et de «The Sumitomo Bank Limited», échéant le 8 janvier 1997 et portant intérêts au taux de 6,40 % l'an.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt dont le taux effectif d'intérêt est de 9,72 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		50 000
En vertu du décret 176-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série «D» d'une valeur nominale de 50 000 en monnaie du Canada. Les obligations datées du 17 février 1988, échéant le 17 février 2000 portent intérêts au taux de 10,625 % l'an.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	45 000	45 000
En vertu du décret 406-88 complété par le décret 736-88, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série «E» d'une valeur nominale de 75 000 en monnaie du Canada. Les obligations datées du 28 mars 1988, échéant le 28 mars 2013 portent intérêts au taux de 10,10 % l'an.		
Les détenteurs détiennent une option de rachat anticipé.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	59 428	59 428
En vertu du décret 841-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission d'obligations de série «F» d'une valeur nominale de 150 000 en monnaie du Canada. Les obligations du 16 juin 1989, échéant le 16 juin 2014, portent intérêts au taux de 10,50 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000

Société immobilière du Québec (suite)
L.R.Q., c. S-17.1, a. 32

(en milliers de dollars)

	1997	1996
En vertu du décret 282-91 complété par les décrets 283-91 et 284-91, la Société a contracté un emprunt par la vente et l'émission d'obligations pour une valeur globale de 200 000 en monnaie de la France au taux de 9,9 %, datées du 11 mars 1991 et échéant le 11 mars 1998.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 40 404 en monnaie des États-Unis au taux Libor à 6 mois plus 11 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 10,63 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	46 602	46 602
	<u>311 275</u>	<u>361 275</u>

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2, a. 15

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 799-86, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «B» d'une valeur nominale globale de 23 500 en monnaie du Canada, datées du 20 juin 1986, échéant le 20 juin 1996 et portant intérêts au taux équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 0,625 %, rachetables par anticipation au gré de la Société à compter du 20 décembre 1991.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		15 000

Société québécoise d'assainissement des eaux
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 127-85, la Société a contracté un emprunt sous forme de prêt de 22 500 en monnaie des États-Unis au taux de 9,2 % l'an venant à échéance le 31 janvier 1997.		
Un contrat d'échange de devises au taux effectif de 12,58 % l'an est rattaché à cet emprunt, au montant de 37 500 en monnaie du Canada.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		37 500
En vertu du décret 1435-86, la Société a contracté le 2 octobre 1986 un emprunt sous forme de prêt, d'une somme de 2 800 000 en monnaie du Japon, portant intérêts au taux de 6,6 % payables semestriellement et venant à échéance le 2 octobre 1996.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 9,48 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		25 000
En vertu du décret 89-87, la Société a contracté le 6 février 1987 un emprunt sous forme de prêt, d'une somme de 2 210 000 en monnaie du Japon, portant intérêts au taux de 6 % payables semestriellement et venant à échéance le 6 février 1997.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, au taux de 8,73 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		19 500
En vertu du décret 1210-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série «X» d'une valeur nominale globale de 50 000 en monnaie du Canada, datées du 31 juillet 1989, portant intérêts au taux de 10,20 % payable semi-annuellement et venant à échéance le 31 juillet 2014.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	50 000	50 000
En vertu du décret 1459-89, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série «Y» d'une valeur nominale globale de 150 000 en monnaie du Canada, datés du 19 septembre 1989, portant intérêts au taux de 10,25 % payable annuellement et venant à échéance le 19 septembre 1996.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de		150 000

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
 L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1997	1996
En vertu du décret 717-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série «Z» d'une valeur nominale globale de 125 000 en monnaie de La Suisse au taux de 7,5 % l'an, datées du 15 juin 1990 et échéant le 15 juin 2000.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 87 399 en monnaie des États-Unis au taux Libor moins 0,105, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux de 12,68 % l'an.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	102 327	102 327
En vertu du décret 1545-90, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série «AA» d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux de 12 % l'an, datées du 8 novembre 1990 et échéant le 8 novembre 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu des décrets 192-91, 193-91 et 194-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série «AF» au montant global de 150 000 en monnaie de l'Allemagne au taux Libor à 6 mois plus 30 points de base (9,13 %) datés du 6 mars 1991 et échéant le 6 mars 2001.		
Deux contrats d'échange de devises sont rattachés à cet emprunt. L'un, pour un montant global de 102 810 en monnaie des États-Unis au taux Libor à 6 mois plus 38 points de base, celui-ci est couvert par le second en monnaie du Canada au taux semi-annuel de 10,795 %.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	119 054	119 054
En vertu du décret 361-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série «AG» d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux de 10,70 % l'an, datées du 28 mars 1991 et échéant le 28 mars 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	100 000	100 000
En vertu du décret 424-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations en deux tranches pour une valeur globale de 50 000 en monnaie des États-Unis au taux inter-banques de l'Eurodollar américain sur le marché de Londres (Libor) majoré de 0,22 % l'an et en deux séries comme suit:		
série «AH» du 12 avril 1991 et échéant le 12 avril 1998 - 30 000 en monnaie des États-Unis (34 668 000 \$ en monnaie du Canada)		
série «AI» du 12 avril 1991 et échéant le 12 avril 1998 - 20 000 en monnaie des États-Unis (23 112 000 \$ en monnaie du Canada)		
Un contrat d'échange de devises est rattaché à cet emprunt pour un montant global de 57 780 en monnaie du Canada et faisant l'objet du décret 425-91.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	57 780	57 780

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1997	1996
En vertu du décret 1342-91, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série «AJ» d'une valeur nominale globale de 160 000 en monnaie du Canada, au taux de 10,6 % l'an, datées du 10 octobre 1991 et échéant le 10 octobre 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	80 000	80 000
En vertu du décret 1061-92, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série «AK» d'une valeur nominale globale de 150 000 en monnaie du Canada, au taux de 9 % l'an, daté du 23 juillet 1992 et échéant le 23 juillet 2002.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	150 000	150 000
En vertu du décret 1737-92, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série «AL» d'un montant de 10 000 000 en monnaie du Japon, au taux de 5,59 % l'an, daté du 15 décembre 1992 et échéant le 16 décembre 2002.		
Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux effectif de 9,40 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	102 501	102 501
En vertu du décret 111-88, la Société a prorogé un emprunt contracté, par l'émission et la vente d'obligations série «SS» d'une valeur nominale globale de 148 836 en monnaie du Canada, au taux de 10,25 % l'an, datées du 11 février 1993 et échéant le 11 février 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	148 836	148 836
En vertu du décret 1046-93, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligation Série «AN» d'une valeur nominale globale de 125 000 en monnaie du Canada au taux de 8,125 % l'an, datées du 11 août 1993 et échéant le 11 août 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital est de	125 000	125 000
En vertu du décret 1220-94, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série «AP» d'une valeur nominale globale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux de 10,00 % l'an, datés du 25 août 1994 et échéant le 25 août 2004.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	100 000	100 000
En vertu du décret 1235-94, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série «AQ» d'un montant de 3 500 000 en monnaie du Japon, au taux de 4,60 % l'an, datés du 31 août 1994 et échéant le 31 août 2001. Un contrat d'échanges de devises en monnaie du Canada, au taux de 9,925 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	49 176	49 176

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
 L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1997	1996
En vertu du décret 1725-94, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série «AR» d'un montant de 5 000 000 en monnaie du Japon, au taux de 4,90 % l'an, daté du 15 décembre 1994 et échéant le 15 décembre 2004. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, au taux de 9,878 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	69 832	69 832
En vertu du décret 100-95, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série «AS» d'un montant de 3 500 000 en monnaie du Japon, au taux de 4,85 % l'an, datés du 2 février 1995 et échéant le 2 février 2002. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, ramenant le taux à 10,292 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	49 926	49 926
En vertu du décret 225-95, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'un billet série «AT» d'un montant de 71 500 en monnaie des États-Unis, daté du 1 ^{er} mars 1995 et échéant le 1 ^{er} mars 2005. Un contrat d'échange de devises en monnaie du Canada, ramenant le taux à 9,6688 % l'an, est rattaché à cet emprunt.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le gouvernement du Québec est de	100 000	100 000
En vertu du décret 960-95, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets à taux variables série «AU» et «AV» pour une valeur nominale totale de 50 000 000 \$ en monnaie des États-Unis se répartissant comme suit:		
série AU: du 17 juillet 1995 et échéant le 18 juillet 2000 30 000 en monnaie des États-Unis (41 175 en monnaie du Canada);		
série AV: du 17 juillet 1995 et échéant le 18 juillet 2000 20 000 en monnaie des États-Unis (27 450 en monnaie du Canada).		
Un contrat d'échange de taux d'intérêts et de devises en monnaie du Canada est rattaché à chacune de ces émissions ramenant le taux effectif à 7,8423 %, payable semi-annuellement et venant à échéance le 18 juillet 2000.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	68 625	68 625
En vertu du décret 1155-95, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations série «AW» d'une valeur nominale de 150 000 de Deutsche Mark.		
Un contrat d'échange de taux d'intérêts et de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, ramenant le taux effectif à 9,3031 % payable semi-annuellement et venant à échéance le 12 septembre 2005.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	143 788	143 788

Société québécoise d'assainissement des eaux (suite)
L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 33

(en milliers de dollars)

	1997	1996
En vertu du décret 89-96, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série «AZ» d'une valeur nominale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux effectif de 7,2265 % payable annuellement et venant à échéance le 7 août 2001.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	100 000	100 000
En vertu du décret 555-96, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets de série «BB», d'une valeur nominale de 100 000 en monnaie du Canada, au taux effectif de 7,864 % payable annuellement, échéant le 17 mai 2002.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	100 000	
En vertu des décrets 917-96 et 918-96, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets de série «BC», d'une valeur nominale de 111 320 de Deutsche Mark.		
Un contrat d'échange de taux d'intérêt et de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt ramenant le taux effectif à 7,99 % payable semi-annuellement et venant à échéance le 1 ^{er} décembre 2003.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	100 000	
En vertu des décrets 1439-96 et 1440-96, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations de série «BD», d'une valeur nominale de 4 000 000 en monnaie du Luxembourg.		
Un contrat d'échange de taux d'intérêt et de devises en monnaie du Canada est rattaché à cet emprunt, ramenant le taux effectif à 7,7229 % payable annuellement, échéant le 27 novembre 2006.		
Au 31 mars, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement est de	174 447	
	2 191 292	2 048 845
Moins: Montant inclus dans les engagements financiers dans le cadre du programme de l'assainissement des eaux – déduction faite de la provision inscrite à cette fin aux États financiers en 1997: 2 137 009 – 124 077 (en 1996: 1 900 704 – 115 024).	2 012 932	1 785 681
	<u>178 360</u>	<u>263 164</u>
Montant inscrit au passif – «Provision pour financer l'assainissement des eaux».	<u>(124 077)</u>	<u>(115 024)</u>

PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS**Étudiants**

L.R.Q., c. A-13.3, a. 65

(en milliers de dollars)

	1997	1996
		(Redressé)
Conformément au chapitre A-13.3 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts autorisés est de	<u>3 013 783</u>	<u>2 745 576</u>
Provision pour perte sur les interventions financières		
Au 31 mars, le solde est de	<u>(224 075)</u>	<u>(159 243)</u>

Fonds d'aide à l'entreprise

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Conformément au chapitre M-30, a. 3.24 des Lois refondues du Québec, le ministre délégué aux Affaires régionales doit, entre autres, élaborer et proposer au Gouvernement, une politique en matière de développement régional et mettre en oeuvre cette politique.		
Cette politique doit viser à favoriser l'amélioration des conditions économiques, sociales et culturelles des diverses régions du Québec.		
En vertu du décret 1448-92, le ministre délégué aux Affaires régionales est autorisé à garantir, au nom du Gouvernement, les prêts consentis, en exécution de la convention de services bancaires avec les institutions financières participantes aux entreprises répondants aux conditions et exigences requises.		
Au 31 mars, le solde des prêts garantis autorisés est de	<u>70 491</u>	<u>58 024</u>
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde est de	<u>(18 616)</u>	<u>(21 246)</u>

Pêcheurs
L.R.Q., c. C-76

(en milliers de dollars)

	1997	1996 (Redressé)
Conformément à l'article 5 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 30 000 en monnaie du Canada, pour consentir à des pêcheurs, à des personnes, à des sociétés, à des organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes, des avances, des prêts ou des garanties de prêts pour la construction, la réparation, l'achat ou l'exploitation de bateaux et d'équipement de pêche, ou pour l'acquittement de dettes contractées pour ces fins.		
En vertu du décret 1458-87, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est autorisé à garantir le principal des prêts et 50 % des intérêts, selon les modifications apportées au règlement sur les prêts pour la construction, l'achat ou la réparation de bateaux et d'équipement de pêche commerciale.		
Au 31 mars, le solde des prêts garantis autorisés est de	49 954	51 829
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde est de	(2 498)	(2 563)

**Sociétés coopératives agricoles et corporations
exerçant des activités similaires**
L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Conformément aux articles 19, 20 et 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 8 000 en monnaie du Canada, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires et conformément aux articles 6.1 et 6.2 du chapitre C-76 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 4 000 en monnaie du Canada pour garantir le remboursement des prêts consentis aux pêcheurs ou personnes, sociétés ou organismes exerçant une activité ou exploitant une industrie reliée aux pêcheries maritimes.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

**Sociétés coopératives agricoles et corporations
exerçant des activités similaires (suite)**
L.R.Q., c. M-14

(en milliers de dollars)

Nom de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	Décret ou A.C.	Taux %	1997	1996
						(Redressé)
Complexe Serricole Drummond Inc.	1997	1992-09-17	1605-91	Flottant		640
La Société de Promotion de l'Industrie des Courses de Chevaux (SPICC) Inc.	2001	1993-12-20	1736-93	8,53	2 480	2 966
" " " " " " "	1995	1995-03-20	51-95	Flottant		3 200
Les Pêcheries Marinard Ltée	1997	1994-01-19	799-93	"	900	1 200
Aide financière pour l'achat de poisson étranger (Madelipèche Inc.)	1997	1995-08-07	846-95	Flottant	612	612
" " " " " " "	"	1996-02-07	582-96	"	90	90
" " " " " " "	"	1996-05-10	"	"	78	
Programme de garantie de prêt aux coopératives de producteurs de bovins de boucherie						
Coopérative de producteurs de: bovins de la vallée de la Matapédia	2001	1997-01-23	511-96	Flottant	350	
" " " " " " "	"	1997-02-27	"	"	375	
boeufs Centre du Québec	"	1997-03-26	"	"	250	
boeufs de l'Estrie	"	1996-10-10	"	"	375	
Au 31 mars, le solde des prêts autorisés est					5 510	8 708
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.						
Au 31 mars, le solde est de					(827)	(1 850)

Travailleurs (formation professionnelle)

(en milliers de dollars)

	1997	1996
		(Redressé)
Conformément au chapitre M-19-1, a. 3 des Lois refondues du Québec, le ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité, responsable du Programme de développement de la Main-d'œuvre doit, entre autres, élaborer et proposer au Gouvernement des programmes relatif à la protection et au développement de l'emploi.		
En vertu du décret 798-92, le Gouvernement a autorisé le Ministre à se porter caution des prêts consentis, en exécution de la convention de services bancaires avec la Caisse Centrale Desjardins, aux candidats admissibles au programme d'aide financière à la formation professionnelle des Travailleurs (ses) (SPRINT) et au programme d'aide de Soutien à l'Emploi Autonome (SEA).		
Au 31 mars, le solde des prêts autorisés est de	32 944	30 904
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde est de	(8 553)	(6 902)

CAUTIONNEMENTS**Société de développement industriel du Québec**
L.R.Q., c. S-11.01

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Conformément aux articles 7 et 46 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement cautionne la Société concernant le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant des prêts approuvés ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde autorisé des garanties d'emprunts accordées par la Société et cautionnées par le Gouvernement est de	<u>629 243</u>	<u>767 830</u>
Actifs garantis par le Gouvernement.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>1 229 110</u>	<u>1 300 788</u>
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>(363 019)</u>	<u>(465 789)</u>

Société de développement des entreprises culturelles
L.Q., 1994, c. 21

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Conformément aux articles 17, 18, 23, 25 et 56 de la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles et des décrets 1346-94 et 420-95, le Gouvernement cautionne la Société concernant le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant des prêts approuvés ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde autorisé des garanties d'emprunts accordées par la Société et cautionnées par le Gouvernement est de	<u>38 216</u>	<u>29 002</u>
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>(1 010)</u>	<u>(1 010)</u>

Société d'habitation du Québec

L.R.Q., c. S-8

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Conformément aux articles 3 et 3.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, le Gouvernement cautionne la Société concernant le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant des prêts approuvés ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde autorisé des garanties d'emprunts accordées par la Société et cautionnées par le Gouvernement est de	<u>475 791</u>	<u>470 747</u>
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>(14 689)</u>	<u>(19 628)</u>

Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec)

L.R.Q., c. S-22.01

(en milliers de dollars)

	1997	1996
Conformément aux articles 18, 22 et 23 des Lois refondues du Québec et du C.T. 185046 du 19 avril 1994, le gouvernement du Québec cautionne la Société concernant le remboursement des pertes de principal et d'intérêts résultant de prêts approuvés ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde autorisé de ces prêts est de	<u>6 328</u>	<u>6 493</u>
Provision pour perte sur les interventions financières garanties.		
Au 31 mars, le solde autorisé est de	<u>(832)</u>	<u>(2 500)</u>

Ministère des Finances



QMDF A 003983



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances